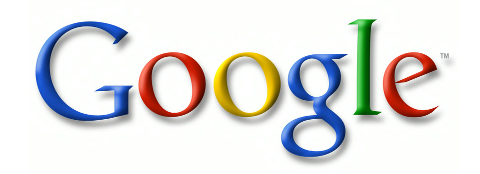
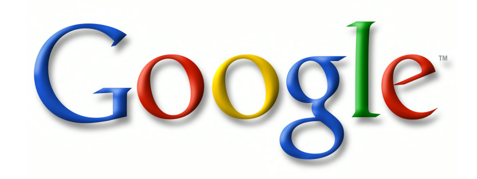
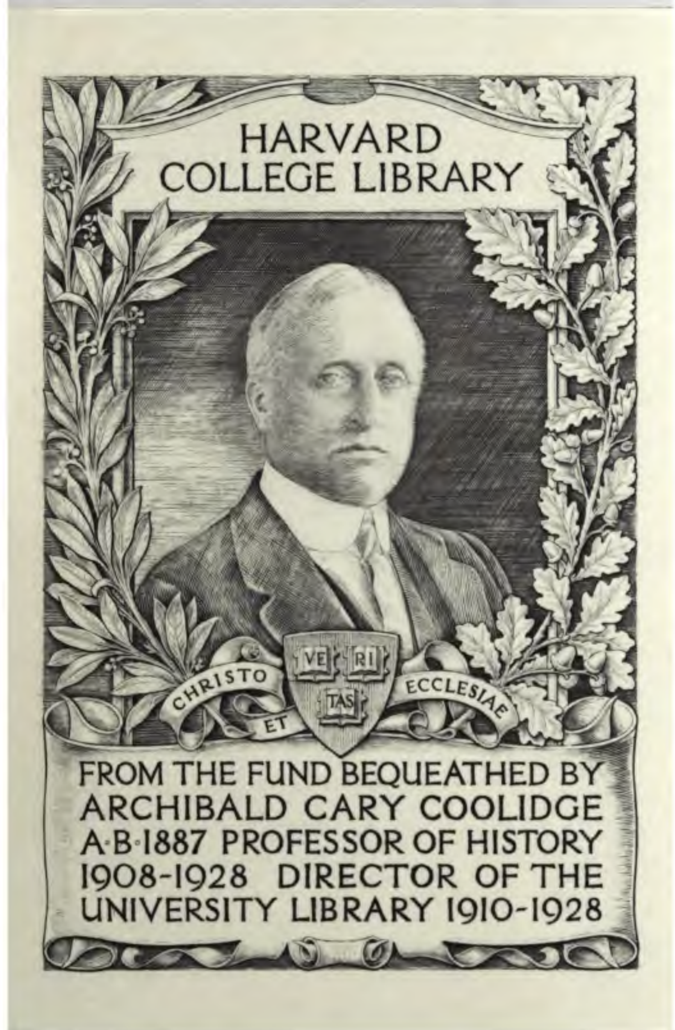



Google


HARVARD
COLLEGE LIBRARY
VE RI TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE
FROM THE FUND BEQUEATHED BY
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A·B·1887 PROFESSOR OF HISTORY
1908-1928 DIRECTOR OF THE
UNIVERSITY LIBRARY 1910-1928



# L'EUROPE

PAR

# RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA RÉFORMATION

# DE LA TURQUIE.

# L'EUROPE

PAR

# RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA RÉFORMATION

# DE LA TURQUIE.

IMPRIMERIE DE HUZARD-COURCIER,
rue du Jardinet, n°. 12.

# L'EUROPE

PAR

# RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA RÉFORMATION

# DE LA TURQUIE;

**PAR M. DE PRADT,**

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

Le genre humain est en marche et rien ne le fera rétrograder.



PARIS,

BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.

1826.

*Extrait du Catalogue de* BÉCHET *aîné, libraire, quai des Augustins,* n° 47, *à Paris.*

---

AZAIS. De l'Amérique. 1 vol. in-8. 2 fr.

—— Du Sort de l'homme dans toutes les conditions; du Sort des peuples dans tous les siècles, et particulièrement du Sort actuel du peuple français. 3 vol. in-12. 8. fr.

BESCHER. Théorie nouvelle et raisonnée du Participe français; troisième édition. 1 vol. in-8. 1822. 5 fr.

BIGNON. Les Cabinets et les Peuples, depuis 1815 jusqu'à la fin de 1822 et le commencement de 1823; troisième édition. 1823. 1 vol. in-8. 6 fr.

—— Du Congrès de Troppau, ou Examen des prétentions des monarchies absolues à l'égard de la monarchie constitutionnelle de Naples; deuxième édition. 1 vol. in-8. 4 fr.

BUZOT. Mémoires sur la Révolution française; par *Buzot*, député à la Convention nationale; précédé d'un Précis sur sa vie, et de Recherches historiques sur les Girondins, par M. *Guadet*. 1 vol. in-8, de 500 pages. 6 fr.

COLLECTION DES PROSATEURS FRANÇAIS, imprimée avec le plus grand soin par *A. Belin*, dont j'ai acquis le restant des éditions. 36 gros vol. in-8, pap. fin. 315 fr.

On peut se procurer chaque auteur séparément.

D'ALEMBERT. 5 vol. 40 fr.

BARTHÉLEMY. 4 vol, et atlas in-4. 52 fr.
— L'atlas se vend séparément. 20 fr
DIDEROT. 7 vol. 54 fr.
DUCLOS. 3 vol. 24 fr.
LABRUYÈRE, LA ROCHEFOUCAULT ET VAUVENARGUES. 1 vol. 12 fr.
LA HARPE. Cours de Littérature. 5 vol. 45 fr.
MARMONTEL. 7 vol. in-8. 56 fr.
MONTESQUIEU. 2 vol. in-8. 16 fr.
THOMAS. 2 vol. in-8. 16 fr.

COLLECTION des Constitutions, Chartes et Lois fondamentales des peuples de l'Europe et des deux Amériques, par MM. *Dufau*, *Duvergier* et *Guadet*, avocats à la Cour royale de Paris. 1823. 6 gros vol. in-8. 46 fr.

COLLECTION DES MÉMOIRES relatifs à l'Histoire de la Révolution d'Angleterre, accompagnée de Notices et d'Éclaircissemens historiques; précédée d'une Introduction sur l'Histoire de la Révolution d'Angleterre; par M. *Guizot*. 29 vol. in-8, dont 26 paraissent déjà. Prix de chaque vol. 6 fr.

CONSTANT (BENJAMIN). Cours de politique constitutionnelle, ou Collection complète des ouvrages publiés sur le gouvernement représentatif et la constitution actuelle de la France. 8 vol. in-8. 32 fr.

—— Mémoires sur les Cent-Jours, en forme de lettres, avec des Notes et Documens inédits. 2 vol. in-8. 6 fr.

GUIZOT (F.). De la Peine de mort en matière politique; deuxième édition, in-8. 4 fr.

# TABLE
# DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

*Erratum.*

Page 115, ligne 18, la régénération, *lisez* sa régénération

# AVANT-PROPOS.

Un grave et noble orateur de la Chambre des Pairs a dit avec autant de justesse que de sensibilité, *que la lutte héroïque de la Grèce contre un despotisme sanguinaire et dégradant saisit l'âme tout entière, et qu'elle est devenue la pensée dominante des contemporains de ces calamités;* dans la discrétion qui relève ses talens comme ses vertus, il a ajouté : *qu'embrassant les autels, et n'y trouvant les pontifes qu'implorant à voix basse, en faveur des Grecs, le Dieu des chrétiens, il s'attache à la tribune pour en faire émaner un vœu qui adoucisse, s'il est possible, à l'égard des gouvernemens, les murmures de la conscience du genre humain* (1). Pesez ces paroles, soulevez le voile, d'ailleurs bien transparent, qu'une rigide circonspection a étendu sur des objets que l'on avait

(1) Discours de M. Lainé à la Chambre des Pairs, le 13 mars 1826.

plutôt l'intention d'indiquer que de découvrir à tous les regards, et vous trouverez renfermé dans quelques lignes le tableau du monde : la cause de la Grèce en est comme l'abrégé, tout ce qui sent et qui pense, dans les deux hémisphères, est réuni dans la même attention et dans les mêmes vœux ; et l'Amérique, sortie triomphante d'une lutte semblable à celle que poursuit la Grèce, ne peut manquer de ressentir pour les souffrances d'une sœur opprimée le même intérêt qui se manifeste pour elle d'un bout à l'autre du continent européen !

Tel est l'état réel des choses au moment où je reprends la plume pour traiter de nouveau de cette grande cause. Aujourd'hui que, dans toute l'Europe, il n'y a plus de gloire hors de l'adhésion à la Grèce ; aujourd'hui qu'un si grand nombre de personnes décorées de toutes les distinctions sociales placent en tête de ces titres celui d'intercesseurs en faveur de la Grèce ; aujourd'hui que l'intérêt général qu'elle inspire a fait surgir au milieu de l'Europe un *tronc* auquel affluent également les offrandes

de l'humanité compatissante, et celles de l'admiration pour l'héroïsme ; aujourd'hui que tant de mains généreuses demandent à la fois du pain et des armes pour les guerriers et pour les victimes qui défendent ou qui jonchent les champs désolés de la Grèce : abandonner une cause pareille serait une lâche désertion, ce serait se séparer de l'Europe au moment même où l'honneur appelle à s'unir avec elle. L'Europe ne s'est pas méprise sur la nature véritable de la question : *Un peuple entier disparaîtra-t-il de la surface de la terre? la civilisation sera-t-elle repoussée de l'Orient, aux portes duquel elle frappe?* Voilà ce que l'on trouve au fond de tout ceci, et ce qu'elle y a vu.

C'est donc sur ces deux grands pivots que roulera toute la discussion dans laquelle je *rentre* : et le mot *rentrer* est ici le mot propre; car, dès l'aurore de la révolution grecque, j'en ai suivi et marqué le cours avec attention (1). Dès l'abord, j'ai dit à la Grèce :

---

(1) *Voyez* les écrits intitulés : De la Grèce considérée dans ses rapports avec l'Europe, 1822. —

« *Tu possèdes mille principes de supériorité sur ton ennemi; sois unie; ton grand danger réside dans les germes de division qui fermentent dans ton sein. Tu seras surtout attaquée de ce côté; l'intrigue va te circonvenir; elle circulera autour de toi: méprise-la, démasque-la. Pour être vraiment libre, ne le sois que de ta propre main; ferme l'oreille et toutes tes portes à l'étranger, quel qu'il soit; car c'est pour lui et non pas pour toi qu'il te recherchera. Sois toujours toi-même, n'admets aucun mélange. Tu souffriras, mais sache que pour grandement agir, il faut être disposé à grandement souffrir. Le triomphe t'attend au bout de ta laborieuse carrière, car il est dans la nature de ta lutte. Tu ne démentiras pas le sang des héros qui circule dans tes veines; tu ne prendras pas d'autre guide que le soleil de la civilisation qui luit sur ta tête; cet astre*

---

L'Europe et l'Amérique, 1821 et 1822. — L'Europe et l'Amérique en 1823. — Vrai Système de l'Europe à l'égard de l'Amérique et de la Grèce, 1825. Chez Béchet aîné, Libraire.

*est sûr, et n'a jamais trompé. Quand la politique aura assez tourné autour de toi pour faire que tu ne sois bonne à rien, laisse-la s'agiter dans ses sentiers obscurs, laisse-la dire; marche devant toi à la clarté de tes vrais intérêts et des siens propres; sers-la sans elle et malgré elle; remplis le cadre que de sa main prévoyante la nature a tracé pour toi. Alors, sûre de toi-même, portée par les vœux de l'univers, au bruit de ses acclamations, fais ton choix dans le nombre infini des institutions que les hommes ont créées pour se régir en société, procèdes-y avec lumière, maintiens-le avec une inébranlable fermeté; n'autorise pas d'autres à te manquer, en leur montrant comment tu te manques à toi-même.* » Tel est le langage que depuis cinq ans je tiens à la Grèce; ce qui alors, était de saison l'est encore aujourd'hui : toutes les épreuves que je lui annonçais, la Grèce les a subies. Au début, sa révolution, objet secondaire de l'attention de l'Europe, aujourd'hui est sa pensée dominante; elle se représente et se retrouve partout; elle est devenue européennement popu-

laire. A force de prodiges, la Grèce s'est fait regarder; à force de douleurs, elle a fait taire les détracteurs de son caractère et de sa gloire : il n'y a que l'*Observateur autrichien* que dans sa citadelle de mensonges intéressés, elle n'a pu ramener ni à la justice ni au silence. Chez elle, on a vu les triomphes succéder aux triomphes, les héros s'enchaîner aux héros; comme aux jours de Salamine et de Marathon, la terre et la mer concourir à fournir des théâtres divers à l'héroïsme et à la victoire; les Canaris, les Miaulis rivaliser avec les Botzaris, ces frères glorieux qui ont réalisé dans la Grèce nouvelle les travaux des jumeaux demi-dieux que la fable avait donnés à l'ancienne Grèce. Nouvelle Troie, Missolonghi a repoussé les efforts de l'Asie comme Ilion résista à ceux de la Grèce; il n'a pas succombé comme lui, sous une déception, mais sous cet ennemi dont rien ne peut défendre, la pâle famine... Les dieux se partageaient entre Troie et la Grèce; ils ont abandonné à lui-même Missolonghi, pour que sa gloire fût sans partage. Le vieil empire des sultans s'en allait croulant sous les coups

des nouveaux affranchis; pour rétablir la balance, il a fallu que le génie européen façonnât aux arts meurtriers de l'Europe les hordes féroces et indisciplinées qui foulent les bords du Nil, qui, dans leur course vagabonde, parcourent la Lybie, ou que noircit le soleil de la Nubie. C'est ce ramas impur qui, guidé par des transfuges de l'Europe, est venu effrayer, étonner et ravager la Grèce. Elle avait cru n'avoir à combattre que la Turquie; tel était l'ennemi qui seul paraissait devant elle : tout à coup la Grèce a eu à se défendre contre l'Afrique marchant sous les drapeaux des sciences de l'Europe. De grands maux ont suivi cette survenance inattendue; elle a créé de grands dangers; ils subsistent encore; ils peuvent tenir en suspens l'accomplissement des augures favorables que j'avais annoncés à la Grèce : ma responsabilité n'était pas engagée à la fois contre la Turquie, l'Afrique et les polygones de l'Europe transportés en Égypte. Mais, quelque grave que soit ce changement, il n'altère pas la nature même des choses; la Grèce résiste, le besoin de résister s'accroît chaque jour. *Vaincre ou*

*mourir* n'est souvent que le luxe du courage; ici cette résolution est l'expression de la nécessité, et d'une nécessité que chaque instant renouvelle avec un redoublement de clarté et d'horreur : dans ces momens suprêmes, la Grèce ne s'abandonne pas, nous ne l'abandonnerons pas non plus. Ce qui était vrai à son égard en 1821, l'est encore, et même plus, en 1826; il le sera tous les jours davantage et d'une manière plus sensible. Il est des causes dont on n'est plus le maître de se séparer, quand on en a connu la beauté; telle est celle de la Grèce, telle fut pour nous celle de l'Amérique : avec celle-ci, il n'y a plus qu'à admirer et qu'à applaudir; avec celle-là, il faut combattre encore; avec toutes les deux, *c'est à la vie et à la mort*....

Si la vérité est le premier devoir de l'homme, c'est aussi le premier de ses besoins : hors de la vérité, point de bons services; je la dirai donc telle qu'elle m'apparaît, telle que je la dis, quel que soit le sujet que je traite..... De sa nature, la vérité est inoffensive; je ne lui retirerai rien de ce paisible attribut : blesser les uns ne me semble pas le moyen

de servir les autres. Peut-être sur quelques points m'écarterai-je des routes battues; peut-être n'accuserai-je pas là où l'on a beaucoup accusé; peut-être n'admettrai-je pas des mobiles auxquels on a vulgairement attaché un poids décisif; peut-être me trouverai-je séparé pour quelques instans de ceux à côté desquels je m'honore de combattre: la conviction, le vœu du bon service ont également tout dicté. Je ne connais, je le répète, de service que dans la vérité et la nature des choses: d'ailleurs le vœu du service n'est que la partie faible et facile du service lui-même; le bon choix des moyens lui donne seul de l'efficacité. Il ne servira de rien à la Grèce de dire : *Pour moi, quelque chose qui arrive, je mourrai Grec!* mais il est indispensable de chercher les moyens d'empêcher la Grèce de mourir, en montrant à tous l'intérêt direct et pressant qu'ils ont à sa vie. De même, il est superflu d'ajouter des reproches à des reproches, de répéter aux gouvernemens: *Vous avez fait de grandes fautes; le sang qui a été versé retombera sur vous;* mais il faut leur montrer en quoi consiste la faute, et ce

que réclament leurs intérêts. Que servira de les menacer une fois de plus des anathèmes de l'histoire? Si l'aiguillon avait dû rencontrer une fibre sensible, dès long-temps l'effet salutaire eût été produit: on doit savoir que la diplomatie n'est pas sentimentale...

La cause de la Grèce ne peut que gagner à être dégagée de tout cortége étranger et de tout principe d'irritation : c'est sous ce rapport qu'elle nous a frappé, et que nous en traiterons. L'humanité, le génie, la liberté, la civilisation, la plus glorieuse filiation, la reconnaissance que lui doit l'univers, forment pour la Grèce comme un faisceau de droits, tels qu'aucune cause n'en a encore renfermé, et qu'aucun peuple n'en peut montrer. Dans cette cause, tout est attrait pour l'homme sensible comme pour l'homme d'état; et si des principes funestes et des exemples pervers, dans le même homme, ont trop souvent séparé l'un de l'autre, cette cause est faite pour les amener à se réunir et comme à se confondre dans les mêmes opinions et dans les mêmes sentimens.

# L'EUROPE

# PAR RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA

# RÉFORMATION DE LA TURQUIE.

## CHAPITRE PREMIER.

### *Nature véritable de la révolution de la Grèce.*

Le temps a fait justice des allégations et des clameurs par lesquelles, pendant longtemps, la révolution de la Grèce fut accueillie. Qui, en Europe, oserait aujourd'hui répéter l'anathème de Laybach : *Le signe révolutionnaire a apparu du côté de l'Orient ?* Qui voudrait prendre sur soi les déclamations pour lesquelles, montant sa voix sur le diapason des tréteaux, faisant de l'esprit sur les ruines sanglantes de Scio, attribuant aux

Grecs les malheurs qui les accablent, on a célébré la mansuétude du Grand-Turc. Chaque chose a son temps, le langage des partis a aussi le sien; mais ce temps est court, bientôt la raison reprend ses droits, l'esprit désabusé ne peut plus supporter ce que, dans un autre temps, il accueillait non-seulement avec confiance, mais avec satisfaction : alors la vérité revient avec ses certitudes et ses préservatifs contre de nouvelles illusions et de nouvelles surprises. Tel est l'état auquel est arrivée la question de la Grèce. La nature de cette révolution est fixée et généralement reconnue; c'est un peuple opprimé qui demande à ses oppresseurs la fin de ses misères, et de quelles misères, grand Dieu! et qui ne peut l'obtenir que par la force. A entendre les ennemis des Grecs, on dirait que ce sont des hommes heureux qui obéissent à un sentiment de mutinerie calculée, ou d'ingratitude contre un gouvernement protecteur; on dirait qu'ils n'ont eu besoin que de présenter une simple requête pour obtenir le redressement de leurs griefs. Nous leurs répondrons : Allez,

hommes de l'Occident, ce pays des sybarites de la civilisation, propriétaires certains de votre vie et de vos champs, vous qui trouvez à chaque pas une justice effective, à l'ombre de laquelle vous reposez en paix, vous et vos biens; allez dans le despotique Orient, adressez-vous, avec les Grecs, à Constantinople, et là vous apprendrez de quelle valeur est le droit de pétition. Par ces fausses évaluations, la Grèce se trouve comprise dans un des plus grands fléaux qui affligent l'humanité, l'ordre de choses qui rend les heureux du monde arbitres du sort des malheureux, les hommes d'un pays appréciateurs de la position de ceux d'un autre; ce qui a l'effet ordinaire qu'en ayant l'air de parler des autres, on ne parle réellement que de soi-même. Lit-on en Europe sur le récépissé des tributs, ce que, d'un œil consterné, le Grec voit gravé sur celui des siens, *Pour la permission de vivre pendant la présente année*.

Un peuple qui ne jouit que d'une vie permissive a toujours le droit de la consolider. Et de quel droit des hommes n'accordent-il

que permissivement ce que le Créateur a donné définitivement ?

Lord Erskine a judicieusement observé, dans son écrit sur la Grèce, que, tout affreux qu'il soit, le sort du nègre transporté aux colonies est moins mauvais que celui du Grec esclave des Turcs ; car le nègre, sous la main policée des Européens civilisés, va vers le jour, et le Grec, sous la main de fer des Turcs, va vers les ténèbres ; il rétrograde sans cesse, tandis que le nègre a tous les moyens d'avancer : mais si, malgré cette supériorité comparative de condition, aucun lien moral n'attache le nègre à la soumission imposée par la violence cupide et frauduleuse qui l'a arraché à sa terre natale pour aller à deux mille lieues féconder les champs d'un inconnu qui s'intitule son maître, d'un autre côté, quel devoir attache les Grecs à l'obéissance du Grand-Turc ? L'esclavage, comme tout autre état résultant de la violence, ne forme pas de liens et ne crée pas des obligations morales équivalentes à celles qui résultent de contrats volontaires. La force de ceux-ci vient de la liberté qui préside à leur forma-

tion, par le concours de deux volontés semblables, accord capable de former un lien véritable. Mais dans l'esclavage turc, comme dans tous les autres, il n'y a qu'une volonté unique qui soumet l'autre, qui décide etq ui ne transige pas, qui commande et qui fait obéir; ce qui exclut la seule chose qui soit obligatoire de sa nature, le contrat entre les hommes; le reste appartient au soin de la sûreté personnelle, placée sous la sauvegarde d'une soumission que son absence menacerait sans cesse. Ceci se rapporte à la prudence, mais non pas au devoir, et se réduit à cet adage vulgaire, signal de misère, *souffrir ce que l'on ne peut pas empêcher*. Il est des conditions tellement élémentaires dans la société humaine, que leur absence porte avec elle un vice radical qui exclut toute idée de société et de devoir pour ceux qui se trouvent compris, ou plutôt emprisonnés dans ces associations de contrainte. Or, tel est l'état des Grecs à l'égard des Turcs. Les Grecs ne sont pas avec eux des concitoyens, des membres de la même famille, tendant au même but social; au contraire ce sont des

sujets donnés par la conquête, et remis à la garde de la force, agissant dans une brutalité continue. Quel lien peut-il résulter de là? quel devoir naît-il d'une pareille législation? La fin de cette domination ne découle-t-elle pas légitimement de son principe même, la survenance d'une force égale ou supérieure à celle qui l'a produite. Les Grecs travaillent à mettre fin à l'oppression par les mêmes moyens qui la leur ont imposée. Quoi de plus naturel, et à quel titre s'en plaindre? Ils ne font que tourner contre les Turcs les armes par lesquelles ceux-ci ont prévalu sur eux. A quel devoir manquent-ils? Le droit des armes n'appartient-il qu'aux Turcs et aux autres oppresseurs? et quand il n'y a pas de liens, à quel devoir manque-t-on, et pourquoi un jour ou l'autre une épée n'en vaudrait-elle pas une autre? Or, entre les Grecs et les Turcs, il n'y a que l'épée et son droit variable. D'ailleurs, ceci n'est plus qu'une affaire de politique positive, et d'après tout ce qui se passe à l'égard de l'Amérique, dont la cause, au titre du droit, le cède de beaucoup à celle de la Grèce, on ne conçoit plus les incriminations contre la

Grèce, à titre de prise d'armes contre la prétendue souveraineté du Grand-Turc. Il faut le reconnaître, il y a des délicatesses qui prennent singulièrement leur temps. Où mènerait, grand Dieu, l'investigation des archives de tous les peuples? Lequel sortirait pur de ce creuset, depuis les fils de Romulus jusqu'à ceux qui remplacent les rois de Pologne et les doges de Venise ou de Gênes? La révolution de la Grèce a quatre causes principales :

1°. L'effet du mouvement général du monde, s'avançant graduellement vers la régénération sociale, substituant le droit au fait, ainsi qu'un ordre régulier au produit du hasard, de l'ignorance et de la dureté des mœurs apportées par les barbares du Nord.

2°. L'action de la civilisation respective des Grecs et des Turcs. Ce qui se passe en Grèce n'est pas nouveau, et n'a été inventé ni par elle ni pour elle : cela date de loin; Robertson en a indiqué l'époque avec précision dans son admirable *Introduction à l'Histoire de Charles-Quint*. Quand le soleil se lève sur la terre, on voit les germes des

plantes se développer, tous leurs élémens entrer en fermentation suivant leur nature, et d'après les degrés de cette action vitale, on peut calculer le jour et l'abondance de la moisson. Il en est de même ici : le soleil de la civilisation s'est levé sur le monde vers le seizième siècle; de nouvelles lumières ont frappé les yeux des hommes; avec elles, ils ont détourné leurs regards sur eux-mêmes, sur leur condition, sur leur nature, sur les droits qui en découlent. Par là de nouveaux goûts se sont formés parmi eux; ils ont trouvé et parcouru des routes nouvelles; une gravitation sociale vers un but uniforme s'est établie dans le cours entier de l'humanité : religion, mœurs, consistance politique des divers états, tout s'est ressenti du mouvement imprimé à la masse. Comment aurait-on pu s'y soustraire? L'Angleterre d'abord, après elle les États-Unis, ont ouvert la marche de cette grande régénération; bientôt la révolution française est venue y apporter un poids irrésistible. Dès lors la brèche déjà faite dans le vieil édifice s'est trouvée élargie; chaque jour en a détaché quelques pierres.

La démolition continue de s'opérer pièce à pièce, et déjà des façades régulières s'élèvent sur l'emplacement qu'occupait en entier le gothique monument. La Grèce n'a fait ni plus ni moins que ce qui a eu lieu en vingt autres endroits; l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'avaient précédée dans la carrière. Pourquoi, sous le poids de malheurs plus grands, n'aurait-elle pas recouru au même remède? La nature de la révolution de la Grèce est donc bien certaine; elle est une branche de la réformation sociale qui, entamée depuis trois cents ans, se propage en tous sens, court de l'Europe en Amérique, revient d'Amérique en Europe, et, incapable de repos, finira par changer la face du monde. Depuis long-temps on a tiré son horoscope, et rien n'est capable de le démentir. Jugez-en par le résultat des tentatives faites pour l'arrêter; elle est devenue plus rapide par les obstacles qu'on a prétendu lui opposer, comme les fleuves que l'on prétend barrer, et qui forment des *rapides*... Naguère cette Russie, qui était représentée comme le rempart et le vengeur des révolutions, a tressailli à son tour, et le feu s'est

trouvé allumé sous la surface glacée qui la couvre. Là même on veut cesser d'être Scythe, et l'on aspire à échanger l'antique costume sarmate contre le vêtement des modernes Européens (1). Tel est l'état du monde auquel la Grèce avait pris part silencieusement, et qui a réalisé ce que Rousseau avait dit d'un autre peuple, qu'il annonçait dans son étroite enceinte, et dans un profond silence, protecteur de ses progrès secrets, se préparer à étonner le monde. Aussi quelle

---

(1) Que de choses dans le mouvement de la Russie! Combien de réflexions ne naissent pas de la lecture du rapport bien maigre, quoique bien long, auquel il a donné lieu! Toutes les fois qu'on parle de *la Russie*, il n'en est question que comme d'un poids incommode dans la balance politique; on n'a pas encore vu une seule fois aller plus loin, et pénétrer plus avant dans l'évaluation des dangers de cette puissance exorbitante. Par exemple, si un changement dans l'ordre politique intérieur de la Russie avait lieu, quelle ne serait pas son influence sur le reste de l'Europe? On a entendu avec stupeur le nom de *république russe : c'était une folie;* substituez-y le mot de la raison, du droit et de l'humanité, *constitution;*

singulière idée est celle d'après laquelle on se figure que lorsque les hommes ont acquis la puissance de lire dans les profondeurs des cieux et dans les entrailles de la terre; lorsqu'ils reculent les limites des arts et des sciences par des découvertes journalières, lorsque l'ancien monde s'enrichit de celles de mondes nouveaux, que quelque partie du genre humain restera volontairement stationnaire, et que les communications établies entre tous les peuples, qui lui apportent

---

faites-le prononcer par un organe semblable à celui qui l'a donné au Portugal, et vous verrez si les retardataires en constitution ne se dépêcheront pas de se costumer d'après le nouveau code russe. Tel est l'inconvénient attaché aux états qui jouissent de pouvoirs démesurés avec tous ceux qui les entourent; il ne laissent à ceux-ci qu'une liberté nominale et de convention : aussi, en Europe, n'y a-t-il plus de liberté réelle que pour l'Angleterre ; encore cette liberté est-elle bien laborieuse, avec la charge de beaucoup de soucis et d'une observation continuelle. On peut dire *que l'Angleterre ne dort que d'un œil, contrainte qu'elle se trouve être d'en tenir un toujours ouvert sur la Russie.*

d'heure en heure le tableau de ces progrès avec celui de leurs heureux effets, la trouveront insensible, et qu'elle restera immobile, et comme sans yeux, sans goût et sans appétit à la vue du grand banquet social, auquel tous sont également invités, et auquel beaucoup sont déjà assis! Comment supposer que les Grecs, les yeux frappés de tant de merveilles, aient pu balancer entre adhérer à la sociabilité européenne, ou rester attachés à la porte du sérail. C'est démentir l'esprit et le cœur humain que les supposer susceptibles d'une pareille insensibilité.

3°. L'inégalité de la civilisation entre les Grecs et les Turcs est aussi une des causes les plus efficaces de leur révolution. Les Grecs se sont assimilés aux européens; ils ont fondé des écoles, ils ont formé des relations commerciales fort étendues; ce sont eux qui font les affaires des Turcs et qui dirigent leur administration, par l'occupation des postes qui lui donnent le mouvement. Les Grecs sont pourvus de connaissances qui manquent aux Turcs, dont ceux-ci ne se soucient guère, et que les Grecs sont très jaloux

d'acquérir ; les Grecs voyagent, fréquentent en grand nombre les écoles étrangères : comment, avec tous ces mobiles, auraient-ils pu rester sous la domination turque, sans ressentir le besoin de se soustraire à ce joug de fer et de boue? Pour le faire trouver supportable, il faut, en forçant les lois de la nature, chose impossible à la longue, amener la lumière à reconnaître la suprématie des ténèbres; il faut que le travail, l'activité, l'industrie se tiennent soumises devant la mollesse, la paresse, la routine; il faut que la force intellectuelle se laisse guider par l'hébêtement : or telle est la position des Grecs à l'égard des Turcs. Si, dans notre Occident, nous sommes si péniblement affectés quand l'administration se montre disproportionnée avec nos lumières, que ne doit pas faire éprouver aux Grecs le sentiment de leur état moral, comparé avec celui des Turcs! N'oublions pas que les Grecs ne sont pas un peuple réuni politiquement à un autre peuple, comme la Norwége à la Suède, la Pologne à la Russie, l'Irlande à l'Angleterre; ils ne sont pas même

dans la classe des peuples conquis, mais vivant en communauté de lois et d'avantages sociaux : leur sort est celui d'êtres auxquels la vie est permise, comme aux animaux, comme aux plantes, en vue d'utilité pour le maître, non en raison du droit, mais par le calcul qu'il y a plus à gagner à conserver qu'à détruire; car voilà tout ce que les Grecs trouvent sous le gouvernement turc. Les gouvernemens orientaux n'ont rien de commun avec les nôtres : le sort de l'homme n'y est pas le même que dans l'Occident. Si l'homme est le moyen du gouvernement en Occident, de plus, il en est le but. Mais les Grecs ne sont pas un but social pour le gouvernement turc, ils ne sont qu'un moyen; ils ne participent à aucun de ses avantages, ils ne font point corps avec la Turquie; ils la surpassent infiniment dans l'ordre moral. Il en faudrait beaucoup moins pour expliquer et pour légitimer la révolution de la Grèce.

4°. Les souffrances passées et présentes, l'aspect des souffrances à venir sous un gouvernement qui ne connaît que deux choses, les bourreaux et les exacteurs, le sabre et

les avanies, qui à chaque instant porte à la fois la main sur la personne et sur la fortune, qui assassine pour voler, qui forme son trésor avec des dépouilles, qui rit des larmes et des douleurs, qui ne sait commander que du haut des échafauds; tous ces maux réunis ont porté les Grecs à s'affranchir au prix des plus durs travaux et de la perte d'une partie de leur propre sang. Ils en perdront encore beaucoup; mais ils mettront celui de leurs enfans à l'abri de ce qui en a tant coûté à leurs pères et à eux-mêmes. Jamais entreprise ne fut plus légitime, plus sainte, plus digne d'admiration et de succès; et quand on porte un cœur humain, et non pas un cœur turc, on espère son succès avec foi et on le désire avec ardeur.

---

## CHAPITRE II.

*La révolution de la Grèce est une question d'humanité, de civilisation, et non de religion.*

La croix et le croissant, Mahomet et Jésus-Christ, le christianisme et l'islamisme, voilà des noms qui, depuis cinq années, ont souvent frappé nos oreilles, et, parmi eux, il en est que l'on a placés en tête des titres de la Grèce à l'intérêt de l'Europe. Cette question touche à des points délicats, aussi la traiterons-nous avec tous les égards qu'elle commande; mais comme nous sommes persuadés que les mauvais raisonnemens et les fausses inductions sont plus propres à nuire qu'à servir, nous ne séparerons pas le respect dû à l'ordre religieux d'avec celui qui revient aussi à la logique.... Être pieux est bon, mais être logicien n'est pas un mal.

C'est un grand mot que celui de la re-

ligion, et telle est la puissance qu'il porte avec lui, qu'il arrive souvent chez ceux qui le prononcent de se regarder derrière lui comme à l'abri d'un rempart d'où ils sont autorisés à lancer des traits, même contre ceux qui usent de plus de tempérance dans l'emploi de ce motif sacré. Si la religion est la source de beaucoup de vertus, elle peut aussi servir de voile à beaucoup de passions, de texte à beaucoup d'allégations; et quand la lumière ne préside pas à cet emploi, il peut s'y mêler beaucoup d'irréflexion, et même s'y trouver des points d'appui pour la paresse de l'esprit. Dans tous les cultes, on rencontre un bon nombre d'hommes qui, soit par incapacité d'examen, soit pour se soustraire au travail qu'il exige, disent comme les Turcs, et croient suffire à tout avec cette réponse : *Dieu est grand, et Mahomet est son prophète.* Ces espèces de formules sont des oreillers sur lesquels l'esprit de beaucoup d'hommes aime à sommeiller. C'est ce qui s'est représenté souvent dans la cause dont nous traitons; et, chose à remarquer, le silence gardé par le clergé

catholique a redoublé l'ardeur de ces provocations religieuses ; ce qui a rendu le monde témoin d'un contraste singulier, lorsqu'il a vu les pasteurs des peuples catholiques se taire sur les dangers de la croix, et leurs troupeaux élever de toutes parts la voix pour demander qu'on volât à son secours. Dans cette sanglante querelle, la barbarie turque s'est déployée dans toute son horreur. La férocité est innée avec le Turc : ces hommes étrangers à toute civilisation ne connaissent que la destruction et la mort; ils se complaisent dans le sang et dans les ruines : tel est leur instinct. C'est une race destructrice par nature; elle a porté la dévastation partout où elle a posé le pied, depuis Maroc jusqu'à l'isthme de Suez, depuis Jérusalem jusqu'aux frontières de la Hongrie. Qui dit *un Turc*, par là même dit un destructeur; ce sont deux idées inséparables et deux mots synonymes. Un Turc massacre, démolit sans remords comme sans souci du lendemain; il place sa tente à côté d'un cadavre avec autant d'indifférence qu'à côté d'un débris. Quand un Turc a stérilisé un lieu, il va

plus loin porter le fléau de cette stérilité qui le suit partout. Chez ce peuple, l'instinct destructeur est surajouté aux autres attributs qui lui sont communs avec les peuples de l'Orient, presque tous doués d'une grande barbarie de mœurs. Les Turcs sont étrangers à ces ménagemens que, dans l'Occident, la politique a créés dans son intérêt, et qui, hors de son intention directe, deviennent favorables à l'humanité. Aucune combinaison sociale n'existe parmi les Turcs : dans d'autres contrées, on calcule les avantages de la population et de la richesse ; le glaive, l'avarice, l'orgueil, la vengeance même, s'arrêtent devant ces considérations qui font trouver à l'homme une sauvegarde dans les intérêts propres de ses dominateurs ; mais en Turquie, rien de pareil n'existe : on tue, on extermine, on renverse, on brûle, on sourit aux ruines. Les lieux sur lesquels le cimeterre et la flamme ont passé deviendront ce qu'ils pourront, qu'importe à des Turcs? ils iront plus loin, en attendant d'y porter les mêmes ravages.

Dans la révolution grecque, obéissant à

leur naturel atroce et incapable de discernement, les Turcs s'en sont pris à tout ; hommes et choses, tout a été compris dans la destruction commune. Comme le culte, les ministres et les objets du culte ont été confondus dans cette série de sévices. On a pu croire qu'ils avaient pour objet la haine contre le christianisme et le vœu de son abolition : ceci demande une explication ; car c'est de là que sont parties les fausses inductions, objets de ce chapitre. Le principe de l'erreur consiste dans une connaissance incomplète de l'état religieux de la Grèce, ainsi que dans l'habitude trop générale de faire de ce qui se passe dans une contrée, la mesure de ce qui se pratique dans toutes.

Le clergé grec est très nombreux ; il exerce beaucoup d'influence, comme le fait tout clergé dont le culte n'est que toléré. Le sort du clergé et du peuple dissident ordinairement est fort dur. Voyez ce qu'ils sont en Irlande : le peuple voyant dans son clergé son seul appui et le seul répondant à sa croyance, s'y attache fortement. Tout cela est dans la nature ; le clergé grec est donc à

Constantinople le représentant et en quelque sorte l'otage du peuple grec... Les écoles se trouvent sous la direction du clergé. Les couvens et les monastères ne ressemblent pas à ceux de l'Occident; le besoin de la sûreté en a fait des espèces de châteaux forts, dans lesquels vit une population nombreuse: en temps de guerre, ils se changent en lieux de défense... Ce sont les châteaux de la féodalité religieuse, correspondans à ceux dont la féodalité militaire avait couronné la cime de la plupart des montagnes dans l'Occident. Quand la révolution de la Grèce a éclaté, les Turcs se sont jetés sur le clergé. L'Europe a frémi au récit des tortures infligées aux chefs du clergé grec : en eux les Turcs voulaient tuer, non des prêtres, mais des chefs de rebelles, et ceux qu'ils supposaient les pousser à la révolte et les y guider. Ils ont porté le fer et la flamme dans les lieux saints de la Grèce, comme dans les citadelles de l'insurrection. Le clergé grec s'est couvert d'une gloire immortelle par le dévouement sans bornes qu'il a montré à la patrie: plus son héroïsme éclatait, plus la rage de ses ennemis

croissait; de là ces atrocités dont on croyait à peine l'homme capable, et dont il ne devrait jamais être l'objet. Dans cette occasion, les Turcs s'en prenaient aux chefs des Grecs plutôt qu'à leurs prêtres, plus aux instigateurs de leur révolte qu'aux directeurs de leur conscience. Comme aucune notion de justice n'existe parmi ces hommes livrés aux impressions brutales de l'ignorance et de l'intérêt, ils ont confondu les prêtres avec les insurgens, et, dans leur aveuglement barbare, ils ont tué les uns pour les autres et comme les autres... C'est tout ce que l'on peut attendre d'hommes chez lesquels la civilisation n'a pas pénétré. Pour savoir ce que fera un peuple, il suffit de savoir à quel point il est civilisé. Les Turcs ne l'étant point du tout, ce qu'ils ont de lumières n'agit pas chez eux comme chez les autres hommes, c'est-à-dire d'en haut, mais d'en bas, en ne leur donnant que le jour nécessaire pour le service de passions grossières. Ainsi les Turcs ont cru que la terreur des sévices infligés au clergé aurait l'effet de faire tomber les armes des mains des Grecs, jaloux de préserver les

chefs de leur culte ; calcul atroce, mais par là même plus digne de ces barbares. Mais, dans cela, rien n'avait un trait direct à la haine non plus qu'à l'abolition du christianisme ; il était en dehors de la querelle. Il est vrai que la destruction des temples et des objets consacrés au culte a été la suite de la lutte, mais elle n'en faisait pas le but, ou même l'objet secondaire, tel qu'il était en France et en Allemagne à l'époque des guerres de religion, temps dans lesquels les combattans des deux côtés détruisaient avec une fureur religieuse et systématique les objets du culte de leurs ennemis... Alors il était l'objet direct des haines mutuelles ; au lieu qu'ici les Turcs n'ont pas sévi contre des religionnaires, mais contre des sujets échappés à la chaîne. En eux, le divan n'a vu que des rebelles faits pour être ramenés par tous les moyens, et nulle part on ne se gêne avec ceux que l'on regarde comme des esclaves... Il est même à remarquer qu'on a beaucoup moins parlé *du signe révolutionnaire* à Constantinople qu'on ne l'a fait à Laybach, et dans beaucoup d'autres lieux.

Ces réflexions n'autorisent-elles pas à signaler quelque inadvertance dans les invitations répétées *à la croix*, dans les appels au secours du christianisme menacé de la destruction en Orient? En effet, du moment que le nom de la croix était prononcé dans l'Occident, pourquoi celui de l'Alcoran ne l'eût-il pas été dans l'Orient? Puisque l'Occident et l'Orient sont partagés entre ces deux drapeaux, pourquoi un cri religieux élancé dans une de ces grandes divisions religieuses n'eût-il pas été repoussé par un cri semblable dans l'autre partie? Si le *labarum* menacé devait mettre en mouvement l'Occident, pourquoi les dangers de l'étendard du prophète ne produiraient-ils pas une secousse correspondante chez ses sectateurs? Appeler les guerriers de l'Occident au secours de la croix était légitimer l'envoi d'Ibrahim-Pacha à l'aide de l'islamisme... Il est évident qu'en procédant d'après cette méthode, on arrive infailliblement au renouvellement des croisades, aux guerres de religion, et à toutes les excitations qui les produisent. Or, il ne faut pas perdre de vue que de toutes les guerres, les

plus propres à exalter les passions sont les guerres religieuses, et celles qui ajoutent le plus aux calamités inhérentes à l'état de guerre. Hélas! la triste humanité a bien assez à faire de fournir aux frais des guerres purement politiques.

Dans la manière d'envisager la question que nous discutons relativement à son adjonction avec les motifs religieux, le zèle a donc pu faire apparaître des lueurs décevantes: plus leur principe était respectable, plus leur cours a dû s'étendre avec rapidité. Plût au ciel que toutes les illusions eussent des sources et un but aussi louables! Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu interversion réelle dans la manière de présenter la question, parce que, 1° il y a eu absence de cause religieuse directe; 2° la cause de la Grèce porte avec elle tout ce qui touche le plus à l'humanité: conserver la vie physique, acquérir la vie morale pour tout un peuple, ne suffit-il pas pour exciter le plus vif intérêt?.. L'ordre de l'humanité, l'ordre social, l'ordre politique, sont-ils donc des motifs trop faibles pour avoir besoin du secours des motifs re-

ligieux? Les premiers ne se trouvent-ils pas tous réunis dans la cause de la Grèce? De tous les peuples connus, le plus intéressant n'est-il pas le peuple grec? Quel est celui qui l'égale en droits à la reconnaissance de l'univers? Qui l'égale en souffrances, et dans ce temps, en héroïsme? Qui apporta jamais à l'Europe une dot d'avantages politiques égale à celle que la Grèce vient lui offrir? Pendant un long temps, on s'est épuisé à célébrer *la Vendée;* et qu'était *la Vendée* en comparaison de la Grèce? La crainte des sévices, le sentiment de ce qu'on regarde comme un devoir, soutenus par un courage père d'actions brillantes, peuvent et doivent jeter beaucoup d'éclat sur une cause et lui valoir de nombreux suffrages. A ce titre, beaucoup d'illustration revient *à la Vendée;* mais des Français civilisés à l'égal d'autres Français, pour leur résister, n'ont pas les mêmes difficultés à surmonter que les Grecs éprouvent dans leur sublime tentative pour reprendre la liberté de leurs pères, et pour montrer un héroïsme égal au leur. Des paysans enflammés par le désir de garder leurs curés, leurs

seigneurs et leur ignorance native ne peuvent être placés au niveau des Grecs cherchant à rompre la chaîne dont ils sentent le poids avilissant. De plus, *la Vendée* combattant pour détruire une révolution fille de l'esprit humain et mère de ses progrès, est loin d'équivaloir à la Grèce combattant pour s'associer à la civilisation générale, et pour la porter aux lieux dans lesquels elle n'a pas encore pénétré. Sous ce grand rapport des progrès de la civilisation, *la Vendée* fut une faute, tandis que la Grèce a le grand mérite d'être un véhicule de cette civilisation, premier besoin des sociétés humaines. Tout cet appareil religieux est donc superflù dans la cause de la Grèce; elle peut très bien s'en passer, elle trouve tout en elle-même.

3°. L'appel de la religion dans la cause de la Grèce n'a-t-il pas de plus l'inconvénient d'effectuer un retour vers le mélange du spirituel avec le temporel, ce fléau de l'humanité depuis 1500 ans. On dit : Si la Grèce périt, le christianisme périt avec elle dans l'Orient. Fort bien; eh bien! sauvez la Grèce, et avec elle vous sauverez le christianisme; mais

ne dites pas : Sauvons la Grèce pour sauver le christianisme. Ici la Grèce est le principal, et le christianisme l'accessoire : tous deux sont embarqués sur le même vaisseau ; mais on conçoit la Grèce sans christianisme, on s'intéresse, on doit s'intéresser aux descendans de nos instituteurs dans les sciences, dans les arts, indépendamment de leur culte, sans avoir à s'informer s'ils sont du rit latin et sujets de Rome. La Grèce encore païenne parlerait vivement à nos cœurs ; son courage, ses malheurs remueraient jusqu'au fond nos entrailles ; à leur seul titre d'hommes, nous ferions tout pour que les Grecs jouissent du droit qu'ils ont à vivre, à se civiliser, à participer avec nous aux bienfaits de la création. Ici l'invocation de la religion est donc entièrement superflue, le mélange du spirituel avec le temporel a fait trop de mal au monde pour ne pas écarter avec soin tout ce qui peut y ramener. Notre temps commande d'autant plus cette attention, que les menaces d'une nouvelle invasion de ce fléau se réalisent chaque jour davantage. La raison n'assigne à chaque chose tout son prix que lorsqu'elle a sa

place : celle de la religion est dans les temples, et non pas dans les affaires de la terre. Chaque chose a ses lois propres, et doit s'y tenir; celles de la terre doivent se régir dans l'ordre des intérêts humains, celles du ciel dans l'ordre des intérêts religieux; et cette démarcation conservant à chacun leur caractère propre, prévient toute collision entre elles. L'état de nos lumières nous élève au-dessus de ces peuples qui, par le retard de leur éducation, étant inhabiles à rien expliquer, sont réduits à tout rapporter à la magie et à d'autres causes occultes, supplément de leur ignorance. Renvoyons à nos pères l'astrologie et les *jugemens de Dieu* (1); et dans la direction des choses d'ici bas, ne voyons et ne

---

(1) On renouvelle en Europe, dans l'ordre politique, ce qui se pratiquait au théâtre chez les anciens : dans presque toutes les pièces de théâtre, un dieu était chargé du dénouement, et de tirer l'auteur d'embarras. Cela était dans l'ordre chez des hommes qui fabriquaient eux-mêmes leurs dieux, et dont l'Olympe se confondait avec le Parnasse, peuplé par Homère et par les fictions de la Grèce. On peut ne pas se gêner dans

cherchons que ce que la nature des choses porte avec elle ; tout le reste est inutile à la terre et peut être funeste à la religion. Me serait-il permis de confirmer ces principes généraux par une application directe à la position particulière de la Grèce par rapport à son clergé? En le faisant, je cède à la nécessité, et j'ai besoin, en quelque sorte, de

---

un ordre religieux arrangé de manière à renverser l'ordre de la création et de la dépendance. Dans le paganisme, l'homme créait ses dieux, et les faisait dépendre de lui, au lieu d'en dépendre lui-même ; mais les peuples modernes, voués à un culte qui remet tout à sa place, et qui rend au ciel sa supériorité sur la terre, ne peuvent pas procéder de même. Un Dieu si haut, habitant des tabernacles éternels ; un Dieu dont les cieux et la terre suffisent à peine à contenir le trône, dont le firmament étale la gloire et la puissance; tant de grandeurs réunies se prêtent-elles au mélange continuel avec des intérêts qui rampent sur la surface de cette terre, qui est un des plus petits ouvrages de cet Être immense et infini? Le respect, guidé par le bons sens, ne proscrit-il pas ces rappels quotidiens de l'action de la Providence, dans les affaires humaines, comme voisins de la profanation,

m'excuser à mes propres yeux, car l'admiration et la reconnaissance s'associent avec peine aux défiances et aux précautions. On aime à s'abandonner à qui l'on doit beaucoup, et sûrement la Grèce doit beaucoup à son clergé. S'il est schismatique, ce n'est sûrement pas avec les intérêts de la patrie; et s'il est vrai que les Grecs soient le peuple le

---

et ne commande-t-il pas de les borner au maintien des lois générales, hors des cas assignés par l'autorité établie d'en haut pour en juger? Je voudrais bien savoir à quel titre chacun, dans son intérêt propre, s'avise de déclarer la réalité de cette action de Dieu, et tire, pour ainsi dire, la Divinité à lui. Cette manie a tout infecté, elle a gagné ceux-là mêmes qui, par leur génie, devaient être le plus à l'abri de cette contagion : on en trouve un exemple éclatant dans l'écrit de lord Erskine pour les Grecs. Sûrement c'était un beau génie que celui de lord Erskine; c'était un esprit bien épuré que le sien; il a dû toute son élévation sociale à l'élévation de cet esprit. Eh bien! la première partie de son ouvrage appartient à une mysticité indéfinissable, et semble être sortie du cerveau de M. De Maistre, beaucoup plus que de la puissante tête de l'aigle du barreau anglais.

plus héroïque des temps modernes, il l'est également que le clergé grec est le plus patriotique de tous les clergés, bien supérieur à ce que s'est montré le clergé espagnol lors de l'invasion de 1808; car le clergé grec n'a pour but que le service de la patrie, et n'emploie que les moyens avoués par la raison, au lieu que le clergé espagnol, tout en voulant la liberté contre l'étranger, voulait aussi l'asservissement du peuple à son profit, et le dirigeait par les voies de la superstition et de l'ignorance. La conduite du clergé espagnol depuis 1820 a expliqué ses intentions de 1808. Mais dans le clergé grec tout est pur, but et moyens; chez lui, il faut un autre courage pour affronter les Turcs que pour combattre les Français; d'autres dangers veulent un autre courage. Mais ces hommages si légitimement dus au clergé grec, interdisent-ils tout accès à la prévoyance et toute vue sur l'avenir? Quand il s'agit d'intérêts aussi graves que ceux de la destinée de tout un peuple, quand on a présens à l'esprit les grands exemples de l'histoire, alors n'est-il pas permis; que dis-je? n'est-il

pas commandé par la prudence de ne pas trop grossir un pouvoir dont ensuite le poids peut devenir fort incommode? Le clergé grec est d'un grand poids dans son pays; son influence vient en grande partie de sa supériorité morale sur le peuple qu'il dirige : c'est toujours l'époque du grand pouvoir du prêtre sur les hommes de son culte. Avec le temps, la révolution rétablira le niveau entre eux; cela est dans la nature, car c'est une révolution de civilisation. Dans le moment actuel, il n'y a en Grèce qu'un esprit et qu'une âme : combattre, arriver d'un effort commun au même but; c'est le temps de l'accord. D'ordinaire, celui de la division vient après le triomphe, et s'établit sur les partages. D'après cette vue générale, est-il déplacé de craindre qu'en appelant sans cesse les motifs religieux dans la cause des Grecs, on ne donne au clergé une trop haute idée de son importance, et qu'on ne le dispose à devenir un embarras là même où il a si bien servi; car il est bien évident que la consolidation de la Grèce amènera dans ce pays un ordre de choses très différent de celui que

les circonstances lui ont fait embrasser? La Grèce est engagée dans une voie pénible; il ne s'agit pas de régularité à cette heure, mais de marcher. Quand on sera arrivé, il faudra autre chose; et c'est dans ce moment qu'on retrouvera les influences dont la formation n'aura pas été réglée par la tempérance. Pour bien sentir cette vérité, il suffit de consulter la nature du cœur humain. L'homme aime le pouvoir; il s'attache facilement à ce qui le flatte; il tend à l'accroître, il souffre de sa diminution : les corps sont encore plus sujets à cette inclination que les individus; ceux qui parlent au nom *du Maître de tout* doivent ressentir un penchant inné à être aussi les maîtres. Dans cette disposition inévitable des esprits, n'est-ce pas inviter à s'arroger une domination propre à devenir embarrassante, un clergé nombreux devant lequel on proclame comme guerre de religion, celle dans laquelle il prend une si grande part? Il n'est pas sage de se ménager des motifs de combats dans l'intérieur, à la suite du triomphe qu'on aura obtenu sur l'ennemi du dehors. L'histoire de tous les peuples ne suffit-

elle point pour apprendre combien la résistance de tout clergé est longue, opiniâtre, difficultueuse, et comme impossible à surmonter? Ceci suffit pour faire pressentir ma pensée; je n'ai voulu que placer un fanal sur l'écueil. Il en coûte pour mêler quelques ombres à un tableau tout rayonnant de gloire, tel qu'est celui de la conduite tenue par le clergé de la Grèce.

---

## CHAPITRE III.

*Vœu de l'Europe dans la cause de la Grèce.*

*Tout le monde veut, et tout le monde dit.* Ainsi parle chaque parti, et en cela il ne fait que rendre ce que le parti dit...; à quatre pas de là un autre parti en dit autant d'une opinion contraire, qui est la sienne, et, de part et d'autre, cela signifie seulement, nous et les nôtres disons et pensons. A quoi donc reconnaître la nature véritable des vœux publics, car il en est de tels; que faire pour les dégager des fausses apparences dont on les entoure trop souvent, pour faire considérer comme tels ce qui, dans la réalité, n'en présente pas le caractère véritable? Quand se fait entendre avec certitude cette voix du peuple qu'on dit être la voix même de Dieu? En quoi consistent les règles de cette appréciation? Il semble que rien ne soit plus facile que de les indiquer. De tout temps, chez

tous les peuples, le témoignage unanime des hommes a passé et a été accepté comme une garantie certaine, comme une preuve irréfragable de la vérité. Rejeter un témoignage de cette nature est déclarer mensongère la conscience du genre humain, et l'on peut attribuer à celle-ci ce que le poëte a dit du soleil :

*Solem quis dicere falsum,*
*Audeat.*

Quand les preuves matérielles manquent dans le cours ordinaire de la justice, au défaut du langage des choses, elle s'adresse à la conscience des hommes; elle demande, pèse, apprécie leurs témoignages; elle y cherche les motifs de ses déterminations. La raison humaine a fixé des règles pour ces témoignages, et quand elles sont accomplies, il en sort pour la justice des certitudes équivalentes à celles mêmes des faits, et suffisantes pour le repos de la conscience du juge. C'est surtout dans l'évaluation des voix du grand nombre que ces hautes règles d'appréciation trouvent leur application,

car le nombre exclut, par son étendue, l'idée de séduction et d'intérêt, et la conformité du témoignage entre tant d'hommes séparés de positions et d'intérêts ne peut naître que de l'uniformité sous laquelle une chose leur apparaît et les frappe, ce qui suffit pour constater son existence.

Appliquons ces règles au vœu de l'Europe par rapport à la Grèce, et demandons : 1° ce vœu est-il dans la nature des Européens actuels? 2° existe-t-il par le fait dans les dispositions connues des Européens?

3°. Qu'est l'Europe, que sont ses habitans?

La patrie de la civilisation, et en quelque sorte *la grande Grèce du monde*, par les sciences et les arts qui la rendent l'institutrice du reste de l'univers, car surpassée dans l'ordre politique par les États-Unis de l'Amérique, elle leur est encore très supérieure par l'éducation intellectuelle et industrielle. Qu'est l'Europe? Un vaste théâtre de savoir, d'industrie, de commerce, de littérature, une arène remplie d'athlètes haletant après toutes les acquisitions de la richesse, de la renommée, de l'extension de l'esprit humain, travaillant

en tout sens pour agrandir le domaine des jouissances matérielles ou morales que la nature a livré à l'exploitation des mains de l'homme.

Que sont les habitans d'une contrée formée de pareils élémens ? Des êtres aussi sensibles aux jouissances de la vie intellectuelle qu'à celles de la vie physique et matérielle; des êtres parmi lesquels circule une même pensée de perfectionnement de leur espèce, un même vœu pour l'extension de ce bienfait à tout ce qui leur ressemble, un même cri de douleur pour les malheurs qu'ils ressentent. La liberté, l'égalité légale, la fin des sévices dans les gouvernemens, l'établissement du *droit* et d'un ordre certain et régulier, sont évidemment et éminemment le fond de la pensée et du désir des Européens; ils y tiennent à la fois par leur esprit et par leur cœur, on pourrait dire par le fond de leurs entrailles. On en verrait la preuve sans les obstacles que les gouvernemens y opposent; car il est bien évident que, sans ces obstacles, cette réformation sociale, ce grand établissement constitutionnel, le même jour, à la même heure,

d'un commun effort, couvrirait l'Europe et remplacerait tous les régimes violens et irréguliers auxquels elle est encore soumise. L'Europe deviendrait le *pays du droit*, à la place de l'arbitraire, avec la même joie et le même empressement qui se sont manifestés dans les pays qui jusqu'ici ont obtenu quelques modifications à leur ancien état, car aucun ne possède encore pleinement l'établissement *du droit*. Si ces données, comme on n'en peut douter, sont incontestables, comment pourrait-il se faire que l'Europe ne fût vivement portée en faveur de la Grèce? Elle y trouve ce qui est en elle-même, la civilisation, tout ce qui entre dans ses goûts et dans ses affections. Comment supposer qu'elle puisse donner la préférence à la cause des Turcs? Ce serait admettre qu'elle préfère les ténèbres aux lumières, la barbarie à la civilisation, le sang asiatique au plus noble sang de l'Europe, les fils des Omar aux enfans d'Homère et de Sophocle. Rien n'intéresse et ne frappe le cœur de l'homme comme le spectacle du courage dans une cause juste et héroïque. Quelle est celle qui a réuni à un

plus haut degré ces attributs ? Qui a porté plus loin l'héroïsme que les Grecs ? Il semble que ce nom le porte avec lui, à quelque époque qu'il paraisse sur la scène du monde. La cause de la Grèce réunit donc au plus haut degré tout ce qui peut remuer en sa faveur les affections des Européens et lui concilier leurs suffrages. A-t-elle produit cet effet ? Voyez et regardez... Que signifie ce mouvement auquel tout sexe, toute condition, tout âge prennent part? Quels sont les noms qui se font remarquer en tête de cet élan général, comme les drapeaux qui marchent en avant des armées et qui guident leurs pas? Quel sentiment fait entendre dans toute l'Europe le même cri d'admiration, de douleur, d'espérance ou d'effroi, suivant la variété des succès dans cette dure lutte ? Qui porte l'Europe à *s'organiser, pour ainsi dire, en comité de secours en faveur de la Grèce?* Qui peut réunir ainsi, pour le même but, tant d'hommes, séparés d'ailleurs par les lieux qu'ils habitent, par la langue qu'ils parlent, et par les intérêts qu'ils poursuivent sur tout autre objet. On ne peut pas nier, l'*Observateur autrichien lui-*

*même* ne l'oserait pas, que tel ne soit aujourd'hui le tableau que présente l'Europe relativement à la Grèce. Son vœu à cet égard est donc bien certain : il est même encore plus prononcé en faveur de la Grèce que pour l'Amérique ; et la différence n'est pas sans honneur pour l'Europe, car elle peut ne s'attacher à la dernière qu'en vue des avantages qu'elle lui promet, au lieu qu'elle ne s'attache à la cause des Grecs que par les nobles motifs de l'humanité et du malheur. On peut dire que l'Europe tient à l'Amérique par une chaîne d'or, et à la Grèce par les liens du sang et de l'humanité.

---

## CHAPITRE IV.

*Embarras et vues de la diplomatie européenne, relativement à la révolution de la Grèce.*

Voici un sujet très compliqué. Je désire le faire bien entendre : pour cela, j'ai à développer la situation politique de l'Europe. Elle est singulièrement embarrassée ; on y voit les pouvoirs alliés sur quelques points, très dissidens sur d'autres, et tout en menaçant quelquefois les autres, se menacer aussi quelquefois entre eux. On y aperçoit des ménagemens forcés, dictés par la crainte de se commettre avec un pouvoir supérieur, gonflé par une multitude de causes, parmi lesquelles l'imprévoyance ne tient pas la moindre place. Là encore se révèle la crainte d'être englobé dans des collisions entre des rivaux qui se surveillent, se suivent

pas à pas, et ne se passent rien. De plus, on se sent enlacé dans les conséquences de principes poussés avec une extrême rigueur, et l'on ne veut point, et avec raison, paraître contraire à soi-même.

Au jour où il fut proclamé que *le signe révolutionnaire avait apparu du côté de l'Orient*, au jour où il fut dit que *les machinations qui avaient bouleversé l'Occident, en se renouvelant dans l'Orient, pouvaient amener des résultats incalculables* (1), par ces seuls mots, la part de la Sainte-Alliance dans l'affaire de la Grèce se trouva toute faite. Il fut clair que la Grèce n'avait à attendre, de la part des pouvoirs dont émanaient ces paroles, ni appui ni intérêt, et que bien lui en prendrait, si elle en était quitte pour des dégoûts, pour des tracasseries, et pour tous les signes de malveillance qui se lisent inscrits dans le code de la force, à l'égard de la faiblesse qui déplaît, et à laquelle la force croit faire grâce en ne la punissant pas des

(1) Paroles du Congrès de Laybach.

contrariétés qu'elle lui fait éprouver. On devait, de plus, compter qu'il ne manquerait pas contre la Grèce, auprès de la Sainte-Alliance, d'excitations semblables à celles dont Naples et l'Espagne avaient été les objets. Pour savoir ce qui serait fait pour la Grèce, il ne fallait que voir comment avait été traitée la pacifique révolution de Naples, et comment l'abandon si généreux de son parlement à l'égard du Roi avait été récompensé. Ce n'était pas en empêchant à Naples et à Madrid l'établissement d'institutions régulières, qu'on pouvait se montrer disposé à les favoriser en Grèce. Et comment supposer que ceux qui hésitent ou reculent devant la reconnaissance de l'Amérique, dont la révolution a pris un caractère de solidité si prononcé, et qui déjà repose à l'ombre de ses lauriers, et des drapeaux arrachés à des ennemis vaincus, impuissans, relégués au-delà des mers, incapables de remettre le pied sur un sol où ils ne leur reste pas un pouce de terre; comment, dis-je, supposer que les pouvoirs si timorés dans une cause finie, courraient d'un pas dégagé à l'entrée de la lutte

qui s'établissait entre la Grèce et la Turquie? Cela ne paraissait pas assez réfléchi.

On a beaucoup reproché à la cour de Rome son apparente insensibilité à l'égard des Grecs, comme membres de la famille chrétienne; mais cette cour eût-elle été libre de suivre l'impulsion qui l'eût portée vers ses frères en christianisme? Placée comme elle l'est dans la sphère de la prépotence qui régente l'Italie, lui est-il loisible de sortir du cercle dans lequel elle est enfermée avec les autres états de cette contrée? Sans doute Rome se fut beaucoup honorée en franchissant cette barrière; mais l'héroïsme n'est pas de rigueur pour Rome moderne, et l'aigle ne plane plus sur le Capitole. Quoi qu'il en soit de cet incident local, il n'est pas moins vrai que la Grèce, incriminée de *révolution*, de provenir d'une source révolutionnaire, de menacer l'Orient de résultats révolutionnaires, a dû trouver auprès de la Sainte-Alliance les dispositions qu'étaient dans le cas de produire chez elle l'origine et les effets d'une révolution envisagée sous ce point de vue. Dès lors, elle n'a dû rencontrer que dé-

fiances et éloignement. Dans quelques lieux, on a été plus loin; car aux démonstrations d'une vive et âcre inimitié, s'est joint une partialité envenimée contre les Grecs : presque partout, pendant long-temps, tout a été obstacle à la manifestation d'un sentiment en faveur des Grecs, à l'émission des secours, au passage vers leur patrie. Depuis combien de temps des procédés moins hostiles ont-ils acquis de la publicité et de la facilité? L'Europe n'a-t-elle pas retenti longtemps de réclamations contre les convois accordés aux Turcs navigant de conserve avec eux, et contre les militaires qui guidaient leurs bataillons, et suppléaient à leur ignorance dans la tactique guerrière; il y a là quelques vilaines pages à arracher de l'histoire de nos jours.

Le principe d'animadversion contre la Grèce une fois posé d'un commun accord, les germes de division politique qui existent dans la contexture des pouvoirs européens, ont repris leur action d'après leur nature propre; ces pouvoirs haïssent bien en commun, mais ils n'aiment pas de même. Ici a paru, pour

la première fois depuis le congrès de Vienne, qui en est l'auteur, toute la défectuosité de la constitution politique de l'Europe; elle provient principalement de la disproportion de la puissance russe avec toutes les autres, et du mauvais arrangement adopté pour la Prusse. Ceux qui se trouvent placés dans le redoutable voisinage de la Russie, et qui se voient menacés de ses premiers coups, sont sans cesse aux aguets de tout ce qui peut accroître ce pouvoir exorbitant, ou les commettre avec lui : tel est l'état de la Prusse et de l'Autriche, auxquelles le voisinage de la Russie ne permet plus le sommeil, encore moins à la dernière qu'à l'autre. L'Autriche a l'instinct de ses dangers; ils sont et dans sa position géographique, et dans l'étendue même de son pouvoir; car plus capable d'opposition que ne l'est la Prusse, elle doit présenter à la Russie plus d'apparence de rivalité, et rivalité est en politique synonyme d'inimitié : la Prusse n'étant qu'au second rang des obstacles, par là même ne doit être qu'au second rang de la malveillance; l'Autriche est l'avant-mur de l'Europe contre la

Russie, et son intérêt personnel se confond avec celui de l'Europe dans son opposition avec elle. On peut croire que cette vérité est aussi bien comprise à Pétersbourg qu'à Vienne même. La révolution de la Grèce exposant l'Autriche à des collisions avec la Russie, a donc dû lui être très odieuse à ce seul titre. Dès qu'elle éclata, un cri général appela la Russie au mouvement. L'affaire des principautés s'engagea; la Russie se montra, quoique faiblement, et cette simple apparition remplit Vienne de terreur et d'animadversion contre la Grèce. De plus, la Russie étant coréligionnaire avec la Grèce, et les deux pays étant saturés d'influence ecclésiastique, l'Autriche voit dans cette conformité religieuse un acheminement à la conformité politique, un attrait de la Grèce vers la Russie, et un principe d'affaiblissement pour elle-même, par ce surcroît de puissance apporté à la Russie. On a commis la faute de rappeler souvent cette *coréligiosité*, et d'en faire un motif déterminant pour la Russie de prendre les armes contre les Turcs : rien ne pouvait être plus maladroit, ni plus con-

traire au but que l'on se proposait. Le premier mouvement guerrier de la part de la Russie appelait l'Autriche sur le champ de bataille, ce qui est ce qu'elle craint le plus : elle donnerait *dix Grèces* pour le maintien de la paix avec la Russie ; elle avait donc en horreur tout ce qui était capable de la faire sortir de cet état pacifique qui est le gage de sa sûreté, et c'était dans la révolution de la Grèce qu'elle voyait ce qui devait le troubler (1). Voilà, ce me semble, l'explication la plus naturelle ou la moins improbable, de

(1) Les inductions tirées de cette coréligiosité sont une suite de la disposition habituelle à mêler le spirituel avec le temporel ; c'est une désastreuse manie, et dans laquelle il semble que l'on tende à s'enfoncer tous les jours davantage. Les anciens, plus heureux que nous, en ont été exempts : chez eux, les affaires de l'état ne se réglaient point par celles du culte ; on n'était pas allié ou ennemi comme coréligionnaire, mais comme participant aux mêmes intérêts. Le christianisme et l'alcoran ont établi une incompatibilité entre l'Europe et l'Asie ; les dieux mâles du Capitole ne tinrent pas Rome éloignée des lieux où régnaient les dieux amollis de l'Asie. Rome n'avait pas

la conduite de l'Autriche. Mais il y a plus : la distribution des pouvoirs européens est telle, que désormais toute guerre en Europe sera générale : c'est une vérité élémentaire dont il est défendu aux hommes d'état de détourner les yeux; car ces pouvoirs ne peuvent plus assurer leur conservation particulière que par la conservation générale. Le déplacement de l'un amènerait le déplacement de tous les autres, comme on voit dans les corps qui sont choqués, le mouvement se commu-

---

voué une haine implacable à l'Égypte, en raison de la multitude ridicule, ou plutôt de la populace de divinités qui dégradaient ses temples. Quelle relations dans l'ordre moral et politique peut établir ou empêcher, entre les hommes, la ressemblance ou la différence de quelques articles de symbole religieux, ou de quelques rites du même ordre? en quoi cela touche-t-il aux choses de la terre, leur sert-il ou leur préjudicie-t-il? D'une part, voyez les États-Unis : trente cultes y vivent dans le plus parfait rapprochement d'intérêts et d'affections mutuelles. De l'autre, voyez ce qu'a produit la séparation des cultes, et l'introduction du spirituel dans le temporel : la domination sacerdotale dans l'état, ou la

niquer du premier au dernier : tous interviendront donc dans toute querelle. Il règne aujourd'hui en Europe une loi d'union et de coalition tacite, résultant du besoin de la conservation mutuelle : ainsi ni l'Angleterre ni la France ne souffriraient une attaque contre la Suède ou contre la Prusse. Si la Russie attaquait, l'Autriche défendrait; si le rôle d'assaillant était du côté de l'Autriche, on verrait la Russie prendre celui de défenseur. Mais, dans l'état général de surveillance

---

domination du pouvoir civil sur le sacerdoce, suivant qu'il y a plus de foi que d'ambition, ou plus d'ambition que de foi, témoins Henri VIII et le czar Pierre. Ailleurs, on a fait dépendre l'état de la religion; aussi y a-t-il eu des combats perpétuels entre les deux pouvoirs; ces deux princes ont tranché les difficultés en soumettant la religion aux chefs de l'état. Les successeurs ont trouvé la chose fort commode, et à ce titre, ils l'ont maintenue comme firent les empereurs à Constantinople. Ils furent d'abord fort effarouchés de la scission avec Rome, mais ils ne tardèrent pas à s'accommoder d'un patriarche qui était sous leur main, plus que d'un pape qui en était loin.

des pouvoirs européens les uns par les autres, qui paraît au premier rang ? N'hésitons pas à le dire, la puissante Angleterre. Quel est l'objet principal de sa surveillance? la Russie. Elle possède au plus haut degré tout ce qu'il faut pour remplir efficacement ce protectorat. Voyez sa séparation du continent, qui la met à l'abri des coups de tout ennemi, et qui lui permet d'unir dans son action la virilité et l'indépendance. Qu'elle est bien mieux située pour s'opposer à la Russie, que ne l'est l'Autriche, contenue par les dangers du contact de ses frontières avec celles de la Russie ! Aussi l'Angleterre forme-t-elle le pivot sur lequel porte et s'appuie la politique du continent, dès que la Russie veut entrer en jeu : c'est ce que l'on vient de voir. L'Angleterre et l'Autriche, également pénétrées de la nécessité du maintien de la paix et de la conservation de l'ordre établi aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, ont réuni leurs efforts pour arrêter le bras de la Russie levé sur la Turquie, et pour engager celle-ci à cesser de provoquer les coups de son puissant ennemi. On ne peut douter que la France

et la Prusse n'aient uni leur action secondaire à celle de ces premiers acteurs; c'est ce qui a paru avec évidence dans le but des négociations relatives aux principautés, ainsi que dans l'allégresse qui a éclaté à Paris comme à Vienne, à la nouvelle de leur résultat pacifique; car chaque soldat russe rentrant dans ses casernes, dispense autant de soldats autrichiens, français et allemands de sortir des leurs, et autant de vaisseaux anglais de lever l'ancre, et de cingler vers la Baltique et Odessa.

La mission de lord Wellington n'avait pas et ne pouvait pas avoir un autre objet : les Grecs n'y entraient pour rien, au moins directement. Il y a paru dans la réponse de lord Liverpool aux interpellations qui, dans la Chambre des Pairs d'Angleterre, lui ont été adressées, sur les projets de l'Angleterre relativement à la Grèce : une dénégation positive de participation à sa cause a été formellement articulée par le ministre, et avec elle, il a proclamé la similitude du système anglais avec celui des systèmes français, prussien, autrichien, de ne pas s'occuper

directement de la cause de la Grèce, et de tout rapporter au maintien de la paix. Dès long-temps ce résultat était évident, et il l'était aussi que ceux qui en attendaient un autre n'y avaient pas regardé d'assez près.

Par ce qui vient d'être exposé, on voit que si les puissances sont alliées contre les révolutions, elles vivent en défiances continuelles entre elles pour leurs frontières; on voit dans l'ordre politique, qu'unies pour le maintien du pouvoir sur les peuples, elles sont divisées sur la conservation de leur fortune personnelle, et que, liguées contre les tribunes, elles sont divisées sur les degrés de leur pouvoir politique. Il résulte de cette complication une action double, une attitude équivoque et contrainte qui fausse l'allure de la politique continentale : il ne peut plus s'y trouver rien de franc ni de correctement dessiné. Passons à un autre objet.

On a beaucoup invoqué une intervention armée de la part de l'Europe en faveur de la Grèce. Hélas ! elle eût épargné de grands malheurs; elle entrait bien avant dans nos vœux. Mais ici, comme en tout, n'y a-t-il

pas des règles dont il n'est jamais permis de s'écarter? Je m'explique. Le droit est le même pour tous : le crime lui-même n'en dispense pas à l'égard de celui qui l'a commis; la diversité de religion ne l'annule pas. Nous sommes loin des temps fanatiques et ténébreux qui admettaient le manque de foi aux hérétiques. Si la diversité de religion annulait le droit, la moitié du monde tuerait l'autre. Les Turcs suivent un culte détestable; leurs mœurs ne valent pas mieux que lui, car elles en proviennent en grande partie : mais le droit n'a trait ni à l'un ni aux autres; les Turcs sont compris, comme tous les autres peuples, dans les règles de la sociabilité générale et du droit des gens. Or le droit veut que, lorsque les relations ordinaires d'amitié ne sont pas troublées par un grief direct imputable à juste titre, et qui ne peut être réparé que par la force, seule cause légitime de guerre, tout dommage, toute intervention dans les affaires particulières soit interdite. Ce principe est inviolable en lui-même, quelle que puisse être son application : il est la sauvegarde des sociétés;

et quoique son observation puisse comporter de grands désagrémens, cependant le respecter est si nécessaire au repos général des sociétés, que, sous aucun prétexte, il ne peut y être dérogé. Sa rigide observation peut entraîner des sacrifices : qu'ils soient pénibles, cela se conçoit ; mais le plus cruel de tous les sacrifices serait l'ébranlement des colonnes qui soutiennent la sociabilité, et ces colonnes sont les principes et le droit.... Sûrement c'est un fort grand malheur, un douloureux spectacle, que celui de l'abandon prolongé de la Grèce par l'Europe ; sûrement celle-ci eût obtenu beaucoup de suffrages par une autre conduite ; mais, à travers les cris d'approbation, n'eût-on pas entendu les plaintes du droit, élevant aussi la voix et demandant si la puissance ottomane n'était pas reconnue par toutes les cours de l'Europe, si les ministres européens n'étaient pas accrédités à Constantinople ; si les lois des nations n'étaient pas en vigueur entre la Turquie et l'Europe ; si l'ébranlement de l'Europe en faveur de la Grèce ne légitimait pas celui de l'Asie en faveur de la Turquie? Que répondre

de plausible à une pareille argumentation? Les Turcs, tout barbares qu'ils sont, cependant sont rarement agresseurs; ils ne sont pas politiquement cupides, ils tiennent à l'observation des traités et à la conservation de ce qu'ils possèdent. Depuis long-temps, chefs d'un empire quiétiste, les sultans satisfont un orgueil sans danger, en datant leurs actes *de l'étrier impérial* : cette formule était réelle et redoutable au temps des *Mahomet*, des *Soliman*; elle a perdu ses dangers au sein de la mollesse asiatique, dans laquelle maîtres et sujets se sont également endormis. Aujourd'hui tout sommeille en Turquie, et le réveil est ce qui lui coûterait le plus.

Ajoutons, comment l'Europe aurait-elle franchi, à l'égard de la Turquie, les principes de la légitimité dont elle s'est imposé les liens? A ses yeux, les Grecs sont des sujets, et quand on n'a pu souffrir de simples constitutionnels à Madrid et à Naples, comment soutenir des rebelles armés à Athènes et à Sparte? Ces noms même, ces noms entourés de si grands souvenirs républicains, couronnés de la plus brillante auréole qui ait décoré

la liberté, sont plus effrayans qu'attirans pour les gouvernemens européens. L'amour des monumens et des marbres de la Grèce ne conduit pas nécessairement à celui des institutions en Grèce : il faut être conséquent et d'accord avec soi-même, et cette nécessité plaçait forcément les puissances européennes hors de cause, dans l'affaire de la Grèce, sous les rapports politiques. Nous dirons bientôt quel droit les y rappelait. Pour le moment, et ne considérant que le *droit* en général, nous n'avons pu nous dispenser de rappeler les principes. Sans doute le cœur et l'esprit suffisent à peine à ressentir et à rendre tout ce que renferme la cause de la Grèce, mais, quelque touchante qu'elle soit, elle ne dispense pas du droit. Pour être et rester le *bien*, le bien lui-même doit être bien fait, c'est-à-dire d'après les règles. Dans l'ordre moral, la conservation de la vie elle-même est placée au-dessous de la violation de la vérité; tout intérêt politique l'est également au-dessous de la transgression de la justice. Avec des principes contraires, en voulant sauver un peuple, on peut prêter à en perdre dix.

Après tout ce qui s'est passé en Europe depuis un quart de siècle, on ne peut trop insister sur ces principes : le relâchement de la morale appliquée à la politique exige, pour la correction, le rigorisme le plus strict. Les interventions ont été multipliées; les sermens, les promesses ont été comme jetées aux vents. On s'est fait, au moyen de la force, l'application de la dispense de beaucoup d'obligations : comme au temps de Louis XIV, qui se croyait investi du droit de reconnaître et de méconnaître alternativement le roi Guillaume et ses héritiers, suivant qu'il les trouvait favorables ou contraires à ses vues, on a vu méconnaître les gouvernemens que l'on avait reconnus, avec lesquels on entretenait les relations habituelles qui lient les gouvernemens entre eux.

Voilà assez de désordres pour autoriser la demande du retour à l'observation rigide des principes de l'ordre social, car c'est de lui qu'il s'agit ici, et non pas seulement d'un membre de la société humaine.

Nous livrons avec confiance ces observations aux esprits sains, dégagés de préjugés

et affermis dans l'amour des principes; ils savent qu'à la longue ils sont le fond de la vie des sociétés, et que ceux qui prétendent les mener par des écarts de ces mêmes principes, ou par des coups d'état, à la longue finissent par trouver qu'il y a à décompter.

---

## CHAPITRE V.

*A quel titre l'Europe doit-elle intervenir dans la cause de la Grèce?*

A titre d'humanité. Proclamons-le, disons-le sans crainte comme sans cesse : sachons sortir des champs de l'aride politique, pour rentrer dans les domaines de l'humanité, pour substituer à des calculs, des affections qui sont un baume rafraîchissant pour le cœur de l'homme. Si nous n'avons pas reculé devant la défense politique des Turcs, d'après les règles du droit, nous ne nous montrerons pas plus timides dans la réclamation du respect dû à l'humanité. C'est toujours par principes que nous procéderons. Il est des devoirs primitifs qui dominent tous les autres ; il est des alliés dont on ne peut pas vouloir : les hommes policés ne peuvent pas être les associés des

bêtes féroces. Quand on veut se servir de celles-ci, on commence par les enchaîner, ou par leur enlever les moyens de nuire. Il y a quelque chose de la participation à l'acte que l'on n'empêche pas lorsqu'on en a le pouvoir. *Non aluisti, ergo occidisti*, a dit saint Ambroise au riche impitoyable à l'égard de l'indigent; pour amollir ses entrailles, il a cru devoir aller jusqu'à prêter des anathèmes et de l'exagération à la charité même! D'après cela, que croit-on qu'il dirait à ceux qui, réunissant tous les pouvoirs nécessaires pour arrêter le bras qui frappe, mutile et déchire des populations entières, se renferment dans l'allégation des intérêts dits d'état, sujets à mille modifications, pour maintenir et continuer leur société avec les exécuteurs de ces forfaits. Dans le monde, l'honneur sépare sans rémission et sans délai d'avec l'homme qui descend à une action basse et vile. L'honneur s'indigne du contact avec la bassesse. Que doit-ce être de la tolérance, du rapprochement avec la barbarie? Depuis 1789, l'Europe a retenti de cris et d'appels aux

armes contre la révolution française, qui du moins jusqu'au 10 août 1792, malgré quelques scènes cruelles, n'était pas reprochable dans l'ordre général de l'humanité: jusque-là elle habitait encore la région des théories, et les gladiateurs n'avaient pas encore envahi la scène. En 1792, l'apparition d'une simple réformation politique ébranla l'Europe entière et la précipita sur les champs de bataille, qu'elle ne devait plus quitter de long-temps. En 1822 et 1823, il a fallu extirper par le fer et par le feu les révolutions de Naples et de Madrid, bornées à l'établissement de l'ordre constitutionnel. On ne dormait plus dans leur voisinage! Comparez tout ce mouvement, tout ce fracas avec la quiétiste observation à laquelle on s'est rangé à l'égard de ce qui se passe en Turquie, par rapport aux scènes affreuses dont la Grèce est le théâtre.

En 1798, *Burke*, dans ses *Lettres sur la paix avec le directoire*, établit en principe que la paix ne peut être faite avec un gouvernement *cannibale par principe*. Avec quels applaudissemens cette doctrine ne fut-elle

pas accueillie par ceux-là mêmes qui aujourd'hui assistent si froidement à l'extermination de la Grèce. Burke exagérait; il était ainsi fait : l'enflure corrompait son talent. Quelque reprochable que fût encore la sociabilité française à l'époque du directoire, cependant à quelle distance n'était-elle pas de la barbarie qui forme le fonds des mœurs turques. Les excès en France n'ont été qu'accidentels et partiels, ouvrage de quelques-uns, horreur de presque tous, punis par eux dans leurs coupables auteurs : rien de pareil existe-t-il en Turquie? La masse est assassine, massacrante, les excès sont dans les mœurs, commis sans remords et restant sans vengeurs. Burke établit fort bien qu'on ne peut être en paix avec ce qui est hors de l'humanité par système de mœurs; cela veut dire : *avant tout respect à l'humanité; la politique après elle.* Or l'anathème ne trouve-t-il pas sa complète application dans ces abominables et innombrables excès auxquels les Turcs se sont abandonnés par système de mœurs et de politique habituelle à l'égard de la Grèce. Sang des Grecs répandu par torrens sous mille formes

hideuses, bûchers sur lesquels ont expiré étendus côte à côte les pontifes et les vestales saintes, mêlant ensemble les cendres de la vieillesse et de l'innocence, de tout ce qu'il y a de plus vénérable et de plus aimable parmi les hommes; ruines de Scio, d'Ypsara, champs dévastés du Péloponnèse, murs de Missolonghi rendus sacrés par l'héroïsme de vos défenseurs, vous que le fer et la flamme ont bien pu effacer du sol que vous honoriez, mais que l'histoire relèvera pour les placer à côté de ceux d'Ilium et de Sagunte, vous êtes là pour attester si les Grecs ont eu à combattre des humains ou des tigres, si l'humanité n'était pas éteinte chez vos impitoyables ennemis... Vous deviez faire plus, car, à cet horrible aspect, un mur de séparation devait s'élever entre l'Europe civilisée et la Turquie sauvage; un ordre impérieux devait partir de l'Europe pour faire rentrer ces barbares dans les voies de l'humanité : libre ensuite à eux de poursuivre leur querelle par tous les moyens reçus partout où il y a des êtres revêtus du caractère sacré de l'humanité, mais interdiction absolue de ces horribles sévices

qui dégradent ceux qui les commettent, qui torturent ceux sur lesquels ils tombent, et dont l'aspect prolongé peut corrompre en les endurcissant, en les familiarisant avec un spectacle qui ne devrait jamais être mis sous leurs yeux, ceux qui en sont les témoins. On ne voit pas que, contre l'intention de la justice, les hommes reviennent meilleurs du spectacle qu'offrent les échafauds au sein de nos paisibles cités.

Tel était le rôle que tout commandait à l'Europe ; si elle n'avait aucun droit à exercer à l'égard de la Turquie, au titre de la politique, à celui de l'humanité, elle avait tous ceux qui se trouvent compris dans cet attribut primitif de l'homme. Ces droits s'étendaient jusqu'à l'autoriser à présenter à la Turquie l'alternative de la guerre ou de la cessation de ces atrocités.... Si je ne me trompe, la ligne de démarcation entre les deux droits était là. Que penser, quand, d'un côté, on voit couler à fond un mistic grec, parce qu'il ne navigue pas de conserve avec une escadre ; et quand, de l'autre, on n'aperçoit pas de la part de qui en a bien le pouvoir

un seul mouvement pour arrêter et fermer à jamais les cataractes de sang qui inondent la Grèce, et les tombeaux qui engloutissent pêle mêle ses habitans... Je me sens affermi dans mon jugement, par le mouvement qui s'est manifesté en Europe : je me tiens fort avec un pareil appui. Eh bien! de quel côté s'est porté ce mouvement? est-ce du côté de la politique ou bien de celui de l'humanité? L'Europe a-t-elle demandé à qui resteraient la Moldavie et la Valachie? qui gagnerait ou qui perdrait quelques portions de territoire? Non; un instinct plus sûr, émané du fond toujours subsistant de l'humanité, l'a guidée, et lui a fait tourner son attention vers les épouvantables scènes qui souillent la Grèce. Avant de demander qu'elle triomphât, l'Europe demandait qu'elle vécût; elle ambitionnait moins des couronnes pour la Grèce que des sauvegardes; avant tout, elle voulait détourner le glaive qui la moissonnait. L'attendrissement, la douce pitié redoublaient l'admiration; et les angoisses qui se sont manifestées partout, pendant la longue mais glorieuse agonie de Missolonghi, ont placé dans le jour le plus

éclatant le fond de la pensée de l'Europe. Ceci était au nombre de ces causes que la loi protectrice des bonnes mœurs appelle *honestatis publicæ*. Il est vrai, c'était une cause d'honnêteté publique, c'est-à-dire une de ces causes compliquées, à la fois au-dessus et en dehors des lois positives, qui se décident plus par les mœurs et par le sentiment que par des prescriptions légales inscrites dans des codes, et par là même sujettes à l'erreur, tandis que ce qui émane des sentimens et de l'instinct de l'humanité est sûr, et ne peut égarer... Cette loi d'honnêteté publique ne lie pas seulement les particuliers; plus qu'eux encore les états y sont assujettis, car ils ont une plus vaste responsabilité; ils sont plus dans le domaine de la publicité et de l'opinion que les individus, qui ont tant de moyens de s'y soustraire, tandis que les gouvernemens ne peuvent jamais déserter la scène... C'est sur ces principes que les gouvernemens auraient dû se régler dans leurs relations avec le pacha d'Égypte, et dans les facilités accordées aux Turcs pour s'armer chez eux... Il y avait ici des distinctions essentielles à faire...

Il faut considérer le temps et le but.... En temps ordinaire, avec les procédés ordinaires dans les sociétés civilisées, initier les Africains aux arts de l'Europe, est un acte irréprochable, favorable même à la civilisation sous quelques rapports; car une réformation sur un point ne va pas sans une autre sur un autre point, et ouvrir l'esprit des hommes à une science, est les mettre sur la voie de beaucoup d'autres; car c'est la même famille, tout s'y enchaîne, et l'une mène à l'autre; dans cet ordre, on est conduit à acquérir de nouveau pour conserver ce qui est déjà acquis. Ainsi, les liaisons avec le pacha d'Égypte pouvaient procurer la rupture d'un des anneaux de cette longue chaîne de barbarie qui couvre et enserre l'Afrique et l'Orient : sous ce rapport, se lier avec ce barbare devenant un néophyte de la civilisation, présentait quelque chose d'élevé et d'étendu dans les vues. Un Français pouvait sourire à l'idée de voir des mains françaises achever en Égypte l'ébauche de civilisation qu'avaient tentée naguère dans cette contrée d'autres Français; et comme les rappels de l'histoire

ne sont pas interdits, j'ajouterai ici que le petit-fils de Saint-Louis contribuant à civiliser l'Égypte, me plaît davantage et me paraît plus utile au monde que son aïeul allant, en obéissant à l'esprit de son temps et à la voix d'un légat, perdre sa liberté et une partie de l'élite de ses sujets, dans la folle entreprise de détrôner un soudan qui ne lui avait rien fait, et dont tout le crime était de n'être pas baptisé, ce que l'on ne peut admettre parmi les causes qui légitiment la guerre. Les croisades ont été d'affreuses violations du droit des nations : c'est là leur premier tort, et le plus grave. Mais il fallait s'arrêter là. Au jour où il fut connu que l'éducation militaire importée en Égypte allait être tournée contre les Grecs et mise au service d'hommes étrangers à la civilisation, au jour où il fut démontré, d'après les mœurs communes des Africains et des Turcs, que la dévastation, l'égorgement, et toutes les atrocités familières à ces hommes seraient la suite infaillible d'une coopération propre à donner de l'ascendant à la Turquie sur la Grèce, et à prolonger une guerre qui est un fléau pour

l'humanité ; ce jour, dis-je, donna naissance à d'autres devoirs ; ce jour, les gouvernemens durent employer ce qu'ils possédaient de pouvoir sur les instituteurs des Africains pour leur faire abandonner cette école meurtrière : ceux-ci devaient, au nom de l'honneur et de l'Europe, être sommés d'interrompre des leçons dont le résultat était destiné à devenir si funeste à l'humanité. Les chantiers, les ports, les arsenaux devaient être refusés aux entrepreneurs égyptiens ; les pavillons européens devaient être tenus séparés de celui de la Turquie, avec les mêmes précautions que commande le danger des communications avec les pestiférés. Alors les murmures de la conscience du genre humain eussent été apaisés, ou ne se seraient pas élevés, au grand détriment des gouvernemens ; il est permis de le dire, et les cris élancés d'un bout à l'autre de l'Europe contre une espèce de fraternité d'armes mal vernissée du nom de neutralité, ne les eussent pas assaillis de toute part, en laissant des impressions fâcheuses dans les esprits, et de mauvaises pages dans l'histoire du temps. En vain dira-t-

ou que la neutralité permet aux deux partis de se pourvoir également partout : cela est devenu vrai par le fait, et ne l'a pas toujours été : je doute même qu'aujourd'hui on laissât construire à Trieste pour la Grèce. Mais ici ce n'était pas seulement au principe de la neutralité qu'il fallait regarder, mais à la différence des effets de son application : entre ennemis égaux en civilisation, elle serait irréprochable ; mais entre des ennemis dont l'un est civilisé et l'autre barbare, la neutralité perd son égalité, car elle ne tend plus au même résultat. En effet, la neutralité qui favorise le barbare coopère avec la barbarie contre la civilisation. Dites, comment être censé simplement neutre, en ouvrant également ses magasins aux Américains du Nord, si distingués par leur humanité, et aux Sauvages du Canada, qui boivent dans le crâne de leurs ennemis, qui se parent de leur chevelure, et qui font quelquefois servir leurs membres à leurs affreux festins ? Dans ce cas, la neutralité n'est qu'un voile à l'usage de la politique, mais un voile incapable de couvrir les blessures faites à l'humanité ; celles-ci sont

imputables à cette politique au cœur d'airain, car elles sont téllement la conséquence de cette neutralité supposée, qu'elles ne peuvent en être séparées. Quand François I[er] et Louis XIV attiraient en Hongrie les Turcs, suivis par l'extermination des hommes et par la destruction du christianisme, l'Europe se soulevait contre eux et à bon droit; car ils ne pouvaient pas se dissimuler à eux-mêmes les conséquences de cet appel; ils savaient que les Turcs portent partout ces fléaux avec eux: ils sont inséparables de cette race ennemie de tout ce qui a vie et existence quelconque. La politique ne suffisait pas pour excuser ces princes, car l'humanité et la religion passaient avant la supériorité relative de François sur Charles-Quint, comme avant celle de Louis sur Léopold. Combien les laissait loin derrière lui le généreux Sobieski, marchant droit à Vienne pour arrêter ces terribles destructeurs, en bravant l'ingratitude de Léopold. Ces monarques français n'avaient pas l'excuse de Richelieu, écrasant d'une main le protestantisme en France, et de l'autre soutenant le grand Gustave, chef de la ligue protestante, parce qu'il y

avait parité de civilisation et de procédés entre les catholiques et les protestans. Qu'elle est faible cette excuse derrière laquelle on se retranche et l'on se croit à l'abri de tout reproche, qu'une main secourable a été tendue aux victimes, et qu'on en a sauvé beaucoup! Je ne doute ni de la réalité du secours ni de l'empressement que l'on a mis à l'offrir; mais le devoir n'était pas borné à sauver des victimes, mais à faire qu'il n'y en eût pas au-delà de celles que comporte l'état ordinaire de la guerre. Hors de là, *lapides clamabunt*. Montesquieu a dit que le plus glorieux traité qui décore les pages de l'histoire est celui de Gelon avec Carthage : le vainqueur ne mit à la victoire d'autre prix que l'obligation de cesser les sacrifices humains. Gelon était païen. L'Europe s'est beaucoup honorée dans ces derniers temps par l'abolition de la traite des Noirs; mais elle est restée à moitié chemin dans la glorieuse carrière de l'humanité, en n'étendant pas sa sollicitude aux affreuses misères qui assiégent la Grèce.

# CHAPITRE VI.

*Plans relatifs à la Grèce : système actuel à son égard.*

Il a été établi, dans un chapitre précédent, que la politique européenne avait deux objets principaux : 1° le maintien de la paix générale ; 2° la crainte de la Russie. Tout ce qui peut troubler la première et mettre la seconde en mouvement est donc en tête de la sollicitude des gouvernemens.

Pour le moment, bornons-nous à indiquer les ébauches de plans qui ont circulé sur l'emploi à faire de la Grèce émancipée. Il faut en convenir, la diplomatie européenne s'est peu illustrée dans cette occasion ; elle n'a montré aucune élévation dans les vues, aucune prévoyance de l'avenir ; elle a eu l'air de ne pas soupçonner la magnificence du don que le ciel lui faisait avec la révolu-

tion de la Grèce. C'est rabaisser beaucoup l'art de gouverner, que de le borner à l'entretien du mouvement journalier de l'état, à l'observance de certaines formes et au maintien de ce qui existe. Toute main, ou guère s'en faut, est propre à cet emploi secondaire : réduit à cette allure, le gouvernement des états n'est plus qu'un métier tout comme un autre. L'art veut autre chose, et marque la différence entre les hommes, classe les Richelieu et les Castelreagh, les Frédéric et les Léopold... Dans l'affaire de la Grèce, le triomphe de la routine a été complet; on n'a entendu parler que de hospodorats, que de sections du territoire grec, comme s'il était déjà trop étendu; de souveraineté turque tempérée par un protectorat européen, par les garanties des puissances environnantes, et dix autres misères semblables. L'ensemble de la question a été mis en oubli; comme d'un accord commun, tout ce qu'elle présente de grand, d'afférent aux intérêts les plus sensibles de l'Europe, a été négligé ou n'a pas été aperçu; en un mot, après s'être beaucoup demandé *que ferons-*

*nous de la Grèce*, on est revenu, ou plutôt on est retombé au point de dire, *laissons-la faire;* effort de génie qui n'a pas dû fatiguer beaucoup les auteurs de cette héroïque résolution. Voilà donc le point précis auquel la diplomatie européenne s'est fixée : attendre, voir venir, assister au combat entre les Turcs et les Grecs, heureux si les premiers ne sont secondés que par des vœux secrets... Mais ceci n'est que la première branche du système; la seconde est la formation d'une barrière contre la Russie, du côté du midi oriental de l'Europe. Dans cette partie, l'Europe est comme à nu, sans défenses, sans remparts; la grande puissance russe, par la force des choses, se portera vers les provinces méridionales de cet empire. Il n'a plus rien à faire du côté du nord : l'acquisition de la Finlande lui a donné dans cette direction son complément long-temps cherché; il n'a pas la faculté de s'étendre du côté de l'Allemagne, où se trouverait un point très résistant; son action se dirigera donc vers le midi, favorisée par le climat, appelée par les plus heureuses situations maritimes et commer-

ciales. Cet avenir de la Russie est de l'évidence la plus frappante ; mais celle des dangers de cet avenir ne l'est pas moins. Les Turcs sont seuls en présence de la Russie dans cette partie de l'Europe ; barrière fragile et bien disproportionnée avec le poids immense qu'elle doit supporter. La Turquie jouit, il est vrai, d'admirables avantages de position : le Danube au cours large, aux rivages malsains, meurtriers même pour une armée campée dans leur voisinage, bordé d'une ligne de forteresses, la mer Noire, les montagnes qui coupent en tous sens le sol de l'Asie-Mineure, le *balcan* protecteur des avenues de Constantinople et de la Macédoine, avec tout autre peuple que les Turcs, ces moyens suffiraient bien pour interdire à la Russie l'accès du midi de l'Europe. Mettez à leur place des Anglais ou des Français, et vous verrez si la Russie franchira cette barrière. Mais avec les Turcs, la nature et ses bienfaits sont perdus, avec les Turcs tout est nul, tout est mort ; chez eux, il n'y a de vie nulle part, parce qu'il n'y a de civilisation sur aucun point, car c'est toujours à elle qu'il faut re-

venir. En dernière analyse, voilà la maîtresse du monde : qui prétend exister hors d'elle se trompe, il ne vit pas, il est mort. Eh bien, ce sont des morts de cette espèce qui gardent les avenues du Midi contre le colosse du Nord. Pour qu'ils remplissent cet emploi, il a fallu les rappeler à la vie que donne la civilisation, et c'est ce qui vient d'être tenté à Constantinople par la Saint-Barthélemy des janissaires, et par la substitution de corps organisés à l'européenne. On n'improvise pas des peuples ni des populations. Forcé de se servir des Turcs, mais ne pouvant pas s'en servir tels qu'ils sont, la diplomatie européenne a cherché à leur faire abjurer des pratiques qui les constituaient en infériorité avec les Russes, et à leur faire adopter celles qui peuvent rétablir quelque balance entre eux et leurs ennemis. Les effets de l'éducation militaire européenne sur les Égyptiens étaient assez sensibles pour appuyer auprès du divan les excitations des diplomates européens. Enfin le grand coup a été frappé, et ce qui, dans d'autres temps, avec une préparation moins soignée, et dans

des circonstances moins impérieuses, a coûté la vie et l'empire à plusieurs sultans, n'est encore, jusqu'à cette heure, qu'un sujet de triomphe pour celui qui, d'un bras vigoureux, a effacé dans la capitale jusqu'aux traces de l'existence d'une milice qui longtemps fit la force et la gloire de l'empire, et qui n'en était plus que le fléau. Les janissaires ont été les premiers holocaustes offerts à la civilisation pour l'attirer et l'acclimater en Turquie : tentative hardie, immense, pleine de difficultés, dépassant vraisemblablement les vues de ses propres auteurs, et les frontières de la Turquie portant la civilisation dans les lieux encore inconnus pour elle, en Asie, et complétant, contre le gré de ses premiers moteurs, la grande révolution qui couvre le monde. C'est sous ces rapports étendus que nous apparaît l'évènement de Constantinople, et que nous allons le développer et en faire l'application à la question que nous traitons. Nous montrerons après en quoi elle s'y rattache.

## CHAPITRE VII.

*Réformation en Turquie; Mahmoud, Pierre-le-Grand et le pacha d'Égypte.*

Que de choses dans ces mots : *réformation en Turquie!* Quelle carrière elle ouvre devant l'observateur attentif au mouvement du monde! Déjà ce mouvement a envahi l'Europe entière; on peut dire qu'aujourd'hui le monde est complété du côté de l'Occident : et voilà que déjà ce mouvement se propage du côté de l'Orient, et que, sous nos yeux, l'avant-mur de ces contrées interdites à la civilisation est ébranlé. Il ne s'arrêtera donc qu'aux limites du monde ! Voilà un de ces coups que frappe la civilisation dans sa marche irrésistible. Qui prend-elle dans ce moment pour s'étendre ? de quelle main se sert-elle ? O prodige ! c'est de celle du Grand-Turc ; c'est son ennemi capital qui devient son auxiliaire, tant est grande la né-

cessité de l'empire de la civilisation, c'est la nécessité universelle. La diplomatie européenne elle-même, occupée d'arrêter ou d'oblitérer la civilisation dans l'occident de l'Europe, l'inocule à l'orient par le canal de la Turquie ; c'est elle qui implore dans ces lieux le secours de cette civilisation qu'elle repousse dans d'autres. Spectacle curieux, immense, disposant aux plus profondes réflexions sur le présent comme sur l'avenir, et s'étendant aux plus grands intérêts de l'Europe et de l'Asie. Voilà sous quels rapports se présente à nos yeux l'évènement de Constantinople. Le borner à la destruction d'un corps militaire, à son remplacement par un autre corps armé, serait n'apercevoir que la plus petite partie de ce grand drame. Nous allons montrer qu'il renferme le germe d'une révolution qui intéresse à la fois l'Europe et l'Asie.

Ceci est tout neuf, et mérite une discussion approfondie.

Les janissaires ont péri à Constantinople; l'institution doit disparaître de tout l'empire : voilà le fait déja accompli dans un lieu, et résolu pour tout le reste de l'état... Il faut

partir de ce point. Qu'est ceci? Une révolution complète en Turquie. Lorsque les strélitz éprouvèrent le même sort en Russie, que s'ensuivit-il? en resta-t-on là? Leur abolition ne fut-elle pas le prélude de tous les autres changemens? Les vieux corps, produits des anciennes nécessités, ne sont-ils pas les remparts des anciennes institutions? Pour rajeunir celle-ci, ne faut-il pas commencer par se débarrasser de ceux-là? Et comment le prince, qui obéit à la nécessité du changement, pourrait-il l'effectuer ou le maintenir, en conservant les représentans de l'ancien ordre, ennemi naturel du nouveau? A quoi servirait un changement partiel qui ne serait pas soutenu par les autres parties de l'état, et qui, au lieu d'être en harmonie avec elles, en serait la critique et l'objet d'envie? Les janissaires, contemporains des premiers sultans, ont vieilli avec l'empire; ils sont les représentans des vieilles mœurs turques; et c'est par cela même que, devenus par l'effet du temps étrangers aux nécessités actuelles de la Turquie, ils ne sont plus qu'un embarras pour elle. Aux âges passés, ils suffisaient à sa défense et

a ses besoins; au temps présent, ils énervent l'empire et le chargent du fardeau de simulacres de défenseurs inutiles : tel est leur état actuel. Une expérience séculaire a constaté leur impuissance. Laissons les vieux Turcs dire : *Avec le sabre nous avons conquis; avec le sabre nous conserverons.* La perte de vingt provinces répond à ces jactances de la routine, dont le langage est, en Turquie, semblable à celui qu'elle tient partout... Le bon sens suffit pour indiquer que l'abolition des janissaires, enfans de la vieille civilisation ottomane, est la première nécessité de la Turquie; mais à celle-ci vient immédiatement s'en joindre une autre, celle du remplacement, et c'est ici que commence la grande révolution de l'Orient... On abolit les janissaires : pourquoi? Parce que cette institution ne cadre plus avec le temps. Pourquoi cette difformité? A cause de l'irrégularité de la formation de ce corps. Il faut donc lui substituer des corps organisés régulièrement, puisqu'ils sont destinés à garder l'empire contre des ennemis agissant avec tous les moyens des corps organisés. Il faudra donc adopter ces

moyens, car, sans eux, comment soutenir la nouvelle milice : à son tour, celle-ci devra maintenir le nouvel ordre, comme les janissaires avaient soutenu l'ancien. Les nouveaux corps seront donc les résultats d'institutions nouvelles, comme les janissaires l'étaient des anciennes. Mais comment se forment et se consolident ces institutions? Par l'organisation régulière de tout l'état. Conçoit-on la possibilité de l'existence des unes, à part de l'autre, et des institutions régulières dans un état désordonné? Les janissaires avaient été formés par les moyens irréguliers, seuls à l'usage de la barbarie plus ou moins ignorante qui alors régnait partout; ces corps ne s'élevaient guère qu'au niveau de ces milices féodales dont l'Europe s'est débarrassée à mesure qu'elle s'est civilisée. Les janissaires étaient bons contre les Persans, les Tartares et les anciens Russes; quand il y avait une Pologne, ils pouvaient équivaloir à une pospolite indisciplinée et qui n'avait pas toujours à sa tête des *Sobieski* : depuis le prince Eugène et le général Munich, les janissaires ont toujours montré une grande infériorité avec les

armées russe et allemande, avant même les immenses progrès que celles-ci ont faits à l'aide de la civilisation. Dans l'état actuel, les janissaires ne sont plus qu'un fardeau pour l'empire et un danger pour le prince... La nécessité qui leur avait donné la vie, en changeant d'objet, a dû leur donner la mort. Quelle est cette nécessité? Celle d'opposer à l'ennemi des corps semblables aux siens. Quels sont ceux-ci? Des corps régulièrement organisés. Que sont des corps régulièrement organisés, comment se forment-ils, comment se soutiennent-ils? Ce sont des résultats de la science, des arts et du bon ordre du gouvernement; ce sont les images vivantes du gouvernement lui-même, dans tous les degrés de perfection qu'il a atteints ou dont il manque... En effet, que de choses entrent dans la composition des corps armés réguliers; que de connaissances théoriques et pratiques n'exigent-ils pas dans les chefs et dans tous les degrés de la hiérarchie, soit militaire, soit administrative! Combien d'écoles ne faut-il pas pour propager l'instruction, pour la maintenir au niveau de celle des peuples voisins!

Quelle régularité n'exige pas l'entretien des citadelles, de la paie et celui du soldat, en santé comme en maladie! Une armée organisée est comme un état dans l'état; mais si l'état principal n'est pas bien réglé, comment l'état secondaire le serait-il? S'il l'est insuffisamment, à quoi servira-t-il? Maintenant faites l'application de ces principes à l'abolition des janissaires et à leur remplacement par une grande armée régulière, et voyez si la Turquie ne s'est pas imposé à elle-même la nécessité d'un changement complet. En ne pensant qu'à abolir un corps militaire, elle a prononcé l'abolition de toute son ancienne formation et l'adoption d'une nouvelle, elle a frappé à la fois son ancienne milice et ses anciennes mœurs. Sans ce changement total, à quoi lui servirait le premier, et quelle durée aurait-il? Un coup de main hardi, rapidement exécuté, suffit pour détruire un corps surpris; mais comment le remplace-t-on? Les janissaires vivaient de leurs timariots; ils devaient pourvoir eux-mêmes à leur armement et aux autres frais du service militaire; c'était le résultat des anciennes institutions. Mais il en

faudra de nouvelles pour les nouveaux corps; et comme pour résister à l'Europe, il faut s'organiser à l'européenne, comme il faut imiter l'Europe dans son organisation sociale, pour l'imiter dans son organisation militaire; il s'ensuit, par une conséquence invincible, que la Turquie va être obligée de s'organiser à l'européenne, ou bien qu'elle n'aura pas d'armée régulière; qu'elle est entrée à son insu dans une révolution complète, ou qu'elle va tomber dans une dissolution totale. Quoi! ce serait avec les pratiques du vieux sérail qu'une grande armée serait instruite, entretenue, payée, conservée comme le sont les armées européennes; ce serait avec des *avanies*, des confiscations perçues sur ceux dont les têtes garnissent les crénaux du sérail, avec des hôtels de monnaie placés aux pieds des échafauds, qu'on entretiendrait des armées régulières! Ce serait sans écoles, rien qu'avec l'Alcoran, qu'on formerait à l'instar et à l'égal de l'Europe les chefs et les administrateurs de cette masse armée! Pour qu'elle ait efficacité, il faut qu'elle soit guidée et administrée par des hommes éclairés. Où ceux-ci puiseront-ils ces lumières? Il

faut donc établir des moyens d'instruction tels que ceux que l'Europe possède. Avec des ignorans que ferez-vous? Autant vaut rester comme vous êtes... De quelque côté que l'on se tourne, on arrive inévitablement au même résultat, la civilisation, c'est-à-dire le besoin d'une révolution. La voilà donc installée dans l'Orient, de la main même du Grand-Turc, et par l'inspiration de la diplomatie européenne. L'une et l'autre n'ont pas entrevu ce résultat et ne s'en soucient pas plus l'un que l'autre; car la diplomatie n'a guère plus d'appétit pour les institutions que le Grand-Turc. Mais quelles que soient leurs intentions respectives, ne peuvent pas tous deux également se soustraire aux conséquences de leur premier acte, l'abolition des janissaires et leur remplacement par une armée régulière... A l'épreuve ils vont reconnaître si l'on a des armées européennes avec les vieilles mœurs turques, avec la barbarie, éternel apanage de l'Orient; ils verront que c'est là comme dans *son for* qu'il faut l'attaquer, car c'est en Asie que s'étend la plus grande partie de l'empire ottoman. L'instruction devra se trouver dans la

Turquie elle-même, comme cela a eu lieu en Russie. Les instituteurs étrangers ne peuvent jamais servir qu'en petit nombre et pour un temps ; il faudra donc fonder des écoles. Mais la fondation d'écoles n'est-elle pas elle-même une révolution ? mais des troupes civilisées et régulières, au milieu des nations incivilisées, ne sont-elles pas une anomalie palpable ? De plus le changement devra s'étendre à la totalité du militaire turc. A quoi servirait une armée composée à moitié de troupes régulieres et de troupes irrégulières : c'est comme si la moitié des armées européennes avait conservé l'usage des flèches, pendant que l'autre adoptait celui des armes à feu. La réforme des janissaires s'étendra donc à tout le militaire ottoman, et celle du militaire ottoman à l'organisation de tout l'empire ; je ne vois aucun moyen de se soustraire à ce résultat. Les Anglais ont été obligés d'organiser à l'européenne le gouvernement de l'Inde, et de donner des chefs anglais aux Indiens, pour avoir une armée européenne avec des Indiens. D'après cela, les corps indiens ne diffèrent des corps anglais

que par la couleur du visage des soldats, tout le reste est semblable entre eux. Il faudra donc que la totalité de l'armée turque subisse aussi une métamorphose complète, et celle-ci entraînera celle de tout l'empire, car il ne peut entrer dans l'esprit d'un homme sensé que, dans son état actuel, la Turquie, soit d'Europe, soit d'Asie, puisse sympatiser un instant avec les élémens d'une armée régulière, résultat de la civilisation. Il faut que ce soit l'armée ou la Turquie qui cède : point d'armée et une Turquie, une armée et plus de Turquie; voilà la question réduite à ses véritables termes. Il y a guerre entre le présent et le passé; la Turquie doit se civiliser, ou se passer d'armée; si ses inspirateurs ne l'ont pas vu, ou ne le lui ont pas dit, ils ont la vue courte, ou beaucoup de discrétion, car cela est fort clair. Une armée civilisée au milieu d'un peuple barbare est un phénomène que le monde n'a pas encore vu, et qu'il ne verra point; il n'y a pas de mérite à le prédire, car tout cela se réduit à savoir qu'il est écrit dans la nature des choses que les effets ne peuvent pas être contraires

à leurs causes, et qu'entre deux choses qui s'excluent mutuellement, l'une ne peut exister à côté de l'autre, et encore moins en provenir. Pour vous convaincre de cette vérité, et vous disposer à ne pas la contester, observez les différens états de l'Europe, dites, si les degrés de la perfection de leur militaire ne suivent pas ceux de leur organisation intérieure; par exemple, si l'Espagne à demi civilisée peut opposer à la France, qui l'est éminemment, une armée qui corresponde à la sienne; si la marine espagnole a jamais pu équivaloir à la marine anglaise, forte de progrès intellectuels égaux à ses progrès matériels. Pour jouir des bienfaits de la réformation militaire, la Turquie sera donc forcée de se dévouer à une réformation sociale toujours croissante; il le faudra pour maintenir son militaire au niveau de celui de l'Europe. Voilà ce à quoi elle vient de s'engager à son insu, ou bien elle ne tardera pas à renoncer à son entreprise. C'est un plaisir de voir avec quelle facilité confiante et irréfléchie des hommes disent : *Le grand-Seigneur vient d'ordonner une levée de* 300,000

*hommes*. En effet, ce serait un fort grand seigneur que celui qui, en Turquie, opèrerait cette merveille. Mais quelle est la baguette magique propre à réaliser un pareil prodige? la civilisation, et rien hors d'elle. L'étendard du prophète n'est pas aperçu des bords du Tigre et de l'Euphrate; sa vue n'arrachera pas de leurs repaires les sauvages habitans des antres du Taurus et des déserts de la Lybie. Laissons ces jongleries à l'*Observateur autrichien* et au *Spectateur oriental;* tenons-nous à la raison et à la nature des choses, et, resserrant toute cette question en quelques mots faciles à comprendre, demandons *jusqu'à quel point on peut civiliser l'Orient et les mahométans?* Voilà le nouveau jour sous lequel nous allons traiter cette importante affaire.

Demander jusqu'à quel point l'Asie et les mahométans sont susceptibles de passer sous les lois de la civilisation, de porter son joug nouveau, et de le tolérer par le sentiment de ses bienfaits, n'est pas autre chose que demander ce que sont les mahométans et l'Asie. Recherchons les élémens de la for-

mation morale de ces étranges contrées, et des hommes qui les habitent.

La civilisation d'un pays est l'expression de sa religion, de ses lois, et de ses mœurs: le ciment qui en lie toutes les parties tire sa force principale de la conformité qui règne entre ces trois choses. Si leur source est commune, si le code religieux a fait le code civil, et par suite les mœurs, comme chez les juifs, autre espèce de mahométans, l'adhérence de ces parties, par l'appui qu'elles se prêtent mutuellement, formera un tout compact, tenace, et, par là même, fort propre à la résistance. Au contraire, s'il y a indépendance et comme déliaison entre le culte, les lois, et les mœurs; si ces deux dernières ne résultent pas du premier, mais en restent en dehors, comme on le voit dans l'Occident et dans l'Amérique, cette séparation donnera moins de force et de solidité à cette espèce de civilisation, et élargira les portes pour les changemens; c'est ce qui les a facilités et propagés en Europe depuis 1789. D'un autre côté, voyez avec quelle tenacité l'Espagne, qui a tant de rapports avec

la Turquie et l'Asie, l'Espagne sortie, comme la Judée, d'un creuset tout religieux, défend ses institutions gothiques par son fanatisme religieux et par ses mœurs africaines. Les Anglais sous Henri VIII, les Français sous Louis XVI, ont-ils défendu leurs institutions avec la même opiniâtreté? Il s'en faut de beaucoup : les mœurs, les codes, le culte n'étant pas de la même famille, se sont traités en étrangers, et ne se sont pas accordé l'assistance mutuelle que commande la consanguinité. Le peuple irlandais, comme le peuple espagnol, façonné par son culte et par la main de ses prêtres, est aussi fortement enraciné que lui dans sa demi-barbarie; il résiste avec ces seuls élémens au contact de la civilisation anglaise, tant cette triple infusion agit profondément sur les peuples. Un vaisseau retenu au rivage par trois ancres du même poids, cède plus difficilement au mouvement des flots, que celui qui n'y est fixé que par une seule : or, voilà le tableau de l'Asie et du mahométisme. De tout temps, l'Orient fut appelé *immuable* : la disposition au changement est l'attribut

de l'Occident; l'immutabilité, de tout temps, fut celui de l'Orient. On dirait cette contrée exempte des lois du mouvement général de la terre : le régime patriarchal y est encore en vigueur; *continuer* est toute l'éducation de ces climats, et la tradition avec l'imitation des pères forme toute l'instruction de leurs habitans. De quel poids ne doit pas peser sur eux une chaîne provenant de si loin, formée d'anneaux uniformes, et scellée comme dans le même mur? Quel levier peut soulever une masse aussi compacte? Quelles clartés peuvent pénétrer dans des yeux frappés d'un si long aveuglement? Comment faire renoncer à des habitudes découlant du haut des siècles, et empreintes des hommages de cent générations? comment faire renoncer aux fermes persuasions transmises aux enfans par les pères? comment annuler l'effet des prédications des guides spirituels auxquels on a en quelque sorte aliéné sa raison, comme le fait en tout pays l'homme qui n'a de précepteur que son prêtre? En Occident, le magistrat et le prêtre, autorités rivales, se séparent facilement, et tirent cha-

cun le peuple à eux : l'homme de la loi civile abandonne facilement l'homme de la loi religieuse, dont le rapprochement souvent le gêne et l'importune; celui-ci, en raison de son domaine d'en haut, est naturellement porté à vouloir dominer l'homme du domaine d'en bas. En Orient, chez les mahométans, c'est tout le contraire : les deux magistratures se trouvent réunies dans la même personne; elle n'a rien à s'envier à elle-même, au contraire, elle doit chercher à fortifier l'une de ses autorités par l'autre; elle a pour cet effet toutes les facilités possibles, car tout le droit sort des livres sacres dont elle est dépositaire et interprète. Par conséquent, en Turquie, la réformation manque de l'appui qu'offre en Occident la séparation des pouvoirs résultant de la différence des sources d'où ils émanent, des moyens qui leur sont propres, et du but auquel ils se rapportent. En Occident, les communications habituelles entre tous les peuples, les voyages, le commerce, la littérature, les journaux surtout, les théâtres, les banques publiques, ont fondu, pour

ainsi dire, tous les peuples dans une seule et même société, que l'on a fort bien désignée par le nom de *république européenne*, au milieu de laquelle se trouve un immense mobilier de civilisation, et de tous les instrumens qu'il est dans sa nature de créer; mais qui jamais songea à dire *la république orientale et asiatique?* Dans ces déplorables contrées, lugubre séjour de la nuit de l'esprit humain, éternel tombeau de l'humanité intellectuelle, comment l'homme communique-t-il avec l'homme? quelles idées reçoit-il, emprunte-t-il de son semblable pour étendre ou réformer les siennes? Quel commerce, quelle littérature, quel langage, quels théâtres, quelles réunions élargissent ou policent son esprit? Est-ce donc au sein de la mort et dans la séquestration du reste de l'univers, que l'on se civilise? En Occident, un état général de société qu'on peut appeler *voluptuaire*, vit du rapprochement continuel et comme du frottement des hommes entre eux; il règne entre toutes les conditions un besoin et une émulation de se plaire, entretenue par un échange con-

tinuel de pensées, d'opinions et de sensations, résultat inévitable d'un ordre qui appelle sans cesse les hommes en présence les uns des autres. Mais en Orient, où tout se meut sous l'œil d'un maître ombrageux et farouche, où la richesse accuse, où le silence de la crainte s'appelle la paix, où l'extinction violente des contestations se nomme la justice (1), où la séquestration de la vie et l'éloignement du regard du maître font la sûreté, qui peut amener l'homme au sentiment du besoin et à la recherche des moyens de civilisation? Des êtres condamnés, pour leur sûreté, à une vie purement intérieure, pour lesquels les foyers domestiques sont l'univers, n'ont rien à faire de la civilisation; à quoi leur servirait-elle, hors à leur faire sentir davantage le malheur de leur situation? et le maître souffrirait-il long-temps une chose qui l'accuserait sans cesse aux yeux des sujets? Qu'a besoin de

(1) *Luctus, ubique pavor, et plurima mortis imago.*
VIRGILE.

Voilà l'empire turc.

coannître celui qui ne cherche qu'à demeurer inconnu, inaperçu, qui a contracté l'habitude de l'insouciance, fruit nécessaire d'une longue terreur, au point d'abandonner presque tout le soin de ses affaires aux Juifs, aux Grecs, et aux Arméniens, car ce sont ces trois populations qui, unissant l'habileté au courage, osent se charger de l'exploitation des intérêts privés et généraux, en bravant tous les dangers attachés aux relations lucratives, au milieu de barbares chez lesquels la vue de l'or allume la soif du sang, et fait qu'ils se jouent de celui-ci. Dans l'Orient, la difficulté du langage s'oppose à l'instruction; la connaissance de l'instrument de l'émission de la pensée prend plus de temps que la formation de la pensée même; nulle communication ne peut s'établir entre des hommes séparés par des déserts, par des chaînes de montagnes : la géographie de la Turquie est anti-sociale; les voies publiques sont des embuscades pour les brigands, vrais souverains de ces tristes lieux. Le commerce s'y fait encore comme au temps des patriarches; il n'a qu'un seul moyen, bien faible par lui-même,

et incompatible avec un grand mouvement : son agent exclusif est le chameau aux genoux flexibles, ce vaisseau du désert, créé pour les lieux arides, et qui, semblable aux navires qui parcourent l'Océan, porte sa provision d'eau dans son propre sein. Les routes de l'Asie sont sillonnées par de longues files de ces dociles animaux, comme l'est encore l'Espagne par l'animal robuste et revêche pour lequel seul une partie de son territoire est accessible. De part et d'autre égale est l'ignorance, égale l'absence de civilisation, égale la ressemblance avec les premiers âges du monde, dont là on a retenu la grossièreté, à part de leur innocence.

C'est dans ces domaines de la nuit épaissie par la religion, par le temps, par la formation de tous les élémens sociaux, qu'il faut faire pénétrer les premiers rayons de la civilisation, et qu'il faut se faire jour à travers des obstacles dont les causes les plus actives ont formé un faisceau serré par le temps; entreprise immense, une des plus hardies qui aient été tentées parmi les hommes,

devant laquelle peut reculer sans honte le plus ferme courage, capable de faire elle seule la gloire d'une époque entière, à laquelle sourit tout ami de l'humanité contemplant le premier assaut livré à la barbarie sur son plus solide rempart, et haletant après le triomphe de la civilisation, comme le prélude de la régénération, et du rappel à la vie du fond de son antique tombeau, pour la plus belle partie de l'univers. Mais plus cette pensée est attrayante, plus il faut se garder de se placer exclusivement sous son charme; plus elle élève l'esprit et réjouit le cœur, plus elle doit être pesée dans la balance du plus sérieux examen : surtout, gardons-nous du prestige des similitudes, rien n'est plus décevant; n'allons pas conclure de ce qui s'est fait en Russie, pour ce qui pourra se faire en Orient. Pour nous guider, voyons ce qu'il y a de commun entre les choses et les hommes des deux scènes et des deux pays.

Quelquefois un météore nouveau vient remplir le ciel d'une clarté inattendue : astre de la Russie, Pierre-le-Grand apparaît un

jour sur le sol grossier de l'antique Sarmatie, vaste désert pour les arts, les mœurs, les lois et les sciences. Tout est à faire, tout se fera, car Pierre est né.

La nature, qui ne veut et ne fait rien à demi, quand elle veut faire un homme, lui prodigue ses trésors; elle ne connaît pas les favoris sans mérite : c'est ainsi qu'elle traitera Pierre. Il sera condamné à un travail immense; la force de son corps y sera proportionnée : ce sera celle des athlètes des temps héroïques. Des peuples ignorans et mutins doivent être conduits par les yeux; Pierre les frappera par cette stature qui convient au commandement; sa tête, comme son génie, dominera tout ce qui l'entoure. Avec lui vont disparaître les traces rouillées du gouvernement des Ivan, des Fœdor, des Basilewitz; bons pour la Moscovie, fille de l'Asie, ces modes de gouvernemens doivent disparaître des routes par lesquelles Pierre médite de faire passer la Russie en Europe. Pour y arriver, il faut que tout soit neuf; mais pour introduire des Asiatiques dans la famille européenne, il faut les arts, les sciences, et les

hommes de l'Europe. Pierre ira les attirer, bien plus, les chercher lui-même. Comme l'abeille revient chargée du suc des fleurs, Pierre reviendra de ses courses savantes, chargé du butin conquis sur la civilisation de l'Europe, suivi du noble cortége des instituteurs de son peuple : ce sera là sa cour. La Russie opposera aux bienfaits de la régénération, l'opiniâtreté de son attachement à ses habitudes, la rudesse inculte de ses mœurs, la superstition, avec la crédulité de son culte. Incapable d'hésiter, comme de reculer, Pierre travaillera sur cette dure étoffe comme l'eau-forte le fait sur le fer (1); sa main inexorable équarrira les groupes révoltés comme les poutres des chantiers qu'il ira habiter. Il déposera et reprendra la couronne; il remettra le sceptre aux mains d'un sujet : rien ne souffrira de ces transmissions si nouvelles pour son peuple; il lui apprendra le prix de l'obéissance, en ne montant point sur le char de ses propres victoires, mais en se bornant à le suivre.

---

(1) Mot de Frédéric.

Il ne trouvera pour armée qu'une populace de soldats, dignes émules des hordes asiatiques : franchissant à la fois par la pensée les bornes de la Russie, et celles mêmes du temps, il sentira que sans une armée d'Europe, la Russie ne sera jamais de l'Europe; il fera des fuyards de Narva, les vainqueurs de Pultawa; il enterrera dans ces champs classiques des grandeurs de la Russie, toutes les grandeurs suédoises; il enverra se dissiper à Bender, dans l'hospitalité des Turcs, le météore qui, pendant neuf ans, avait ébloui le Nord par son éclat, effrayé l'Europe et menacé la Russie elle-même de l'anéantissement. Le clergé de l'empire montrera de l'éloignement pour la transformation du peuple, qu'il est en possession de gouverner : toujours décisif et vaste, pour en finir avec lui, Pierre se mettra à sa tête; en tout, c'est là sa place. Son fils menacera son ouvrage et la Russie du retour à la barbarie : le monarque fera taire le père, la grande famille l'emportera sur la famille personnelle et privée, l'empire sur la nature, et la Russie tremblante, aux yeux de l'Eu-

rope étonnée, recevra un holocauste semblable à celui que le premier Brutus offrit à Rome, menacée à son tour du retour des Tarquins. Sublime et bizarre, à la fois Sarmate et Européen, enfant de la nature et prêtre de la civilisation, ennoblissant un chantier comme un trône, partout où il portera ses pas, il laissera après lui un long sillon de gloire, d'admiration et d'étonnement, ne ressemblant à rien de tout ce qui l'a précédé et de ce qui l'entoure; et pour tout combler, imposant silence sur ses vices, reste de la rouille asiatique, par le poids de ses grandeurs (1), il jettera le manteau de sa gloire sur ses difformités; c'est le droit des grands hommes.

Lorsqu'à son tour la mort aura frappé cette tête privilégiée, excentrique au reste de l'humanité comme à son ordre ordinaire, l'ouvrage survivra à l'ouvrier; il se développera sous une longue suite de successeurs : les

---

(1) *Voyez* son voyage à Paris.

proportions en seront si justes, que des mains de femme suffiront pour le soutenir; et le règne de Pierre aura préparé ceux de Catherine et d'Alexandre. Voilà Pierre; est-ce là Mahmoud (1)?

L'épaisseur des murs du sérail l'a dérobé aux goûts, aux sciences, aux arts, comme aux regards de l'Europe; le sérail, qui fut son berceau, jusqu'ici a été son univers. Les Soliman, les Sélim, les Mahomet II, nais-

(1) Le czar Pierre est sûrement un de ces génies privilégiés, un de ces hommes d'élite faits pour marcher en tête de leurs semblables, et que la nature tire de ses trésors pour le redressement d'un peuple et la décoration de l'humanité. Peut-être que l'Histoire n'offre rien de plus grand que le fut Pierre; voyez les obstacles qu'il eut à vaincre, la netteté et l'étendue de ses vues, l'immensité de ses travaux et de leurs résultats; c'est le *Romulus* d'un empire qui aujourd'hui dépasse l'empire romain, aux lieux mêmes qui furent inconnus de Rome. Charlemagne fut bien grand pour son temps, mais son ouvrage finit avec lui; il n'eut pas à civiliser son peuple, qui alors était le moins barbare de l'Europe, avec lequel il obtint de faciles triomphes sur des peuples qui ne se défendaient qu'avec une ignorante opi-

saient sous la tente, vivaient dans les camps, parcouraient l'Asie et l'Afrique : que connaît Mahmoud, et à son tour qui le connaît? qu'a-t-il vu, et qui l'a vu? que sait-il, et qui sait ce qu'il sait et même s'il sait? de quoi pourrait-il parler, et qui pourrait parler de lui? Sa vie cachée est l'image même de son empire. A-t-il, comme Pierre, promené sur l'Europe, un œil investigateur? a-t-il déposé le sceptre aux mains d'un sujet

---

niâtreté. Au contraire, Pierre dut commencer par civiliser les Russes pour les égaler à leurs ennemis. Frédéric aussi a été fort grand, mais il n'a pas créé la Prusse; il a trouvé disponibles les fruits des travaux de deux prédécesseurs habiles. Dans son genre, Cromwel a été un puissant génie, mais il n'a pas fait l'Angleterre. Richelieu a débarrassé la France des restes de la féodalité; il a brisé la mutinerie des grands, il a dissipé des intrigues de cour : tout cela n'est pas merveilleux, quand, en France, on dispose de la puissance royale, alors absolue. *Donnez-moi le roi pendant vingt-quatre heures*, disait le cardinal de Retz, *et vous verrez ce que j'en ferai*. Richelieu *a fait* avec le pouvoir de Louis XIII, mais Pierre a fait la Russie.

Ces derniers temps ont aussi vu un de ces hommes

pour le reprendre, sans dérogation, au retour de ses courses savantes? a-t-il façonné ses soldats à la victoire, les a-t-il ramenés des humiliations de défaites répétées, à donner des fers à leurs vainqueurs? participe-t-il des facultés immenses dont la nature avait doué les Tamerlan, les Gengiskan, les Thamas-Koulican, ces hommes extraordinaires qu'il est donné à l'Orient seul d'enfanter?

Mahmoud a-t-il la puissance de cette main

---

sous lesquels leurs semblables viennent se ranger naturellement, et leur porter le tribut de leur obéissance : sous beaucoup de rapports très supérieur à Pierre et à Frédéric, privé de l'avantage immense pour commander qu'eurent ceux-ci, celui d'être né dans un berceau ombragé par des colonnes de porphyre; obligé de créer pour lui-même ce que les autres trouvèrent tout fait, et de conquérir là où ils n'avaient eu qu'à hériter. Son esprit était aussi vaste que celui de Pierre, plus cultivé, exempt de ses bizarreries, et rempli d'un agrément que Pierre ne connut pas. Son épée fut plus forte que celle de Frédéric; elle la conquit. Peut-être que sa disproportion avec tout ce qui l'entourait a causé sa chute : ne ressemblant à aucuns, il s'est trouvé isolé de tous, et il est resté seul, parce qu'il était unique.

avec laquelle Pierre et Napoléon brisaient toutes les résistances par l'accord de la force et de l'habileté. Trop d'hommes sont portés à se complaire dans la foi et dans l'admiration des *mains de fer;* qu'ils apprennent qu'une main n'est pas forte parce qu'elle est dure et pesante, mais parce que l'art assouplit ses articulations, et facilite le jeu de ses ressorts. Où donc est le principe de la force et de l'ascendant de Mahmoud?

Quant au pacha d'Égypte, qui nous apprend quel est cet homme? de quelle trempe est son génie, son caractère, tout son être? si c'est un homme complet, ou bien s'il est seulement une ébauche d'homme, telle que l'on en rencontre si souvent dans les postes de commandement? Qu'a-t-il fait? qui l'a vu, qui peut nous le faire connaître? Il vit derrière ce voile épais qui dérobe la vue de tout ce qui se passe en Orient, et qui couvre la politique comme le visage des femmes de ces climats. Que conclure d'ailleurs de ce qui se passe en Égypte, pour ce qui se fera en Turquie? Celle-là est un pays étroit, peu peuplé, purgé de mameluks par l'épée de

Napoléon, partagé entre divers cultes. Un pays ainsi disposé est facile à guider et à contenir : pour cela, il ne faut ni des yeux bien perçans ni des bras bien longs. D'ailleurs, de toute cette civilisation égyptienne dont on parle beaucoup, jusqu'ici qu'y a t-il de constaté? Elle se borne à l'existence de quelques milliers d'hommes formés par des officiers européens, qui travaillent depuis cinq ans à cette éducation, dont les résultats sont encore fort bornés? Combien de ces hommes, et combien d'années n'exigera pas la formation d'une grande armée turque? On a démontré plus haut qu'elle entraînera la réformation simultanée de tout l'empire ottoman. On annonce que le pacha d'Égypte établit ses finances sur le monopole universel de son pays; combien de temps cette méthode peut-elle se soutenir? comment un produit si variable, si précaire, peut-il fournir à des dépenses fixes? De son côté, le Grand-Seigneur pourra-t-il se faire le marchand exclusif de toute la Turquie, pour avoir de quoi pourvoir à l'entretien régulier de sa nouvelle milice? Il est bien prouvé que sans

des finances semblables à celles de l'Europe, il n'aura jamais une armée d'Europe; et qu'à moins de sortir de l'ancien désordre administratif, il faudra rester dans l'ancien désordre militaire : cela est plus clair que le jour. On ne peut donc tirer aucune induction pour la Turquie, de ce qui s'est passé en Russie, ni de ce qui se fait en Égypte, et c'est mal raisonner que de dire : *Pierre et Méhémed-Pacha ont bien réussi, donc Mahmoud réussira.* Voilà pour les hommes; passons aux choses.

---

# CHAPITRE VIII.

*Réformation de la Turquie par rapport à Mahmoud, à l'Europe et la Grèce.*

PREMIER RAPPORT. — *Mahmoud.*

VAINQUEUR sanguinaire, entouré de hideux trophées, destructeur de ses sujets et de ses propres défenseurs, comme le lion règne sur le désert, ou sur des victimes, Mahmoud (1) s'est lancé à travers des flots de sang, dans une carrière immense. Sa résolution est-elle de lui, ou l'effet de suggestions étrangères? A-t-il voulu, ou bien n'a-t-il fait que consentir? Quoi qu'il en soit, il a surpris ses gardes endormis, et il les a égorgés. Par quelles mains? par celles d'hommes qui ne valent pas mieux qu'eux; car victimes et bourreaux, tout se ressemble, tout est turc. C'est une meute de

(1) Sa parole est du sang, son sceptre est un poignard.
BRAULT.

chiens dévorans lancée sur une meute ennemie ; une populace de *lazzaronis circoncis* assouvit son hideuse faim à bon marché. Au sortir de ses grossières orgies, elle applaudit au cimeterre qui fait voler les têtes, comme en tout pays la tourbe le fait pour les signes de la force, qu'elle admire à proportion de sa brutalité. Voilà comment règne Mahmoud, comme agissent les instrumens qu'il emploie pour la réformation. Ses succès ne sont pas plus glorieux. Quelques milliers de misérables, pour sauver leurs têtes du sabre, ou leur vie de la famine, se rangent sous les nouveaux drapeaux ; cela suffit bien pour entretenir les pillages et les massacres, pour épouvanter les rives du Bosphore par l'entassement des cadavres ; mais ce qui est propre à détruire ne vaut rien pour reconstruire. Il y a loin de ce ramas sanguinaire et anarchique à des corps régulièrement organisés. Laissons ces jongleries à ceux qui font métier de tromper l'Europe par des annonces où l'intérêt prodigue le mensonge, et demandons si les élémens des nouveaux corps turcs ne sont pas les mêmes que ceux des anciens?

Qu'entend - on, en annonçant d'un ton de triomphe que *tant* de janissaires se sont incorporés volontairement dans les cadres des nouvelles troupes? Et si ces cadres se remplissent de janissaires sous un habit ou sous un autre, ils ne seront que des *ortas* de janissaires, et plus il y aura de janissaires, moins il y aura de nouvelles troupes. Depuis quand improvise-t-on une armée régulière, complètement équipée ? Qui l'arme, la paie, la nourrit, l'habille et la loge? De plus, et c'est là l'essentiel, qui l'instruit? Dans nos climats, où l'organisation sociale portée au complet, prête à tant de facilités et de ressources, la création de quelques corps est une affaire; et en Turquie, où tout est désordre, ce ne serait que l'affaire d'un jour! Depuis trois ans, le roi d'Espagne, des débris de l'armée espagnole, a bien de la peine à réunir une douzaine de mille hommes complètement équipés (1), et la Turquie enfanterait tout à coup une grande armée! Mahmoud n'est

---

(1) *Voyez* les lamentations du ministère espagnol, réuni en conseil, au sujet des affaires du Portugal.

pas un nouveau Cadmus, dont la main dispense cette semence d'où sortaient des bataillons tout armés. Il est beaucoup plus probable, 1° que Mahmoud a détruit son ancienne armée, et qu'il n'en aura pas une nouvelle; 2° que s'il doit l'avoir, ce ne peut être qu'à la suite d'un très long temps, et par la victoire sur une multitude d'obstacles qui en prendront beaucoup. L'armée russe ne s'est pas formée dans un jour : cependant dès lors les Russes étaient fort supérieurs aux Turcs; *Frédéric* se jouait encore des armées russes, et l'ouvrage entamé au règne de *Pierre* n'a été complété qu'à celui d'*Alexandre*. Il a fallu deux règnes militaires et celui de *Frédéric*, pour porter le militaire prussien, composé d'Européens très civilisés, au degré de perfection auquel il est parvenu : où sont en *Turquie* les élémens de progrès correspondans, et les moyens d'instruction? en quel nombre, en quelles mains? Seront-ce des Turcs qui instruiront d'autres Turcs? Mais où sont les Turcs savans? Pour instruire les autres, il faut commencer par être instruit soi-même, et en Turquie, qui est instruit,

et de quoi est-on instruit? L'instruction viendra-t-elle par les étrangers ? Mais d'où et en quel nombre ceux-ci viendront-ils en *Turquie?* Qui peut les y attirer ou les y fixer ? Comment se feront-ils entendre ? Comment commander à ceux qui n'entendent pas, et comment apprendre à commander dans un langage qui exige une longue étude, et qui n'a aucun rapport avec les idiomes connus? En Europe, on est forcé de réserver chaque chef pour les corps avec lesquels il a un langage commun ; le commandement, la direction générale et particulière des troupes exige la communauté du langage ; le simple maniement des armes peut s'opérer à l'aide de signes convenus, ou d'un petit nombre de mots qui ne chargent pas la mémoire ; mais cet exercice est la plus petite partie du service militaire. Pour diriger les troupes dans toutes les parties, il faut les entendre, et s'en faire entendre, il faut pouvoir interroger, répondre, juger, de ce que l'on entend, en un mot, il faut des relations habituelles entre les chefs et les subordonnés, et l'instrument de toutes ces communications, c'est la pa-

role. La Turquie est si barbare, si éloignée de toute civilisation, que rien n'y est faisable qu'à force de sueurs et de temps; tout y est à créer, tout y est brut, hommes et choses, il faut tout renouveler. Le czar Pierre étendit sa réformation à tout ; il faisait couper la barbe et les longues robes asiatiques à ceux qui se présentaient aux portes de Saint-Pétersbourg : Mahmoud fera-t-il de même aux arrivans à Constantinople ? Et si les barbes et les robes ne sont pas coupées, la révolution avortera. Vaincre les janissaires n'est rien, c'est le culte, c'est l'Alcoran, c'est l'Orient tout entier qu'il faut vaincre. Il faut abattre l'étendard du prophète, qui a jeté dans ces contrées des racines aussi profondes que celles du Taurus et du Liban. La victoire ne sera complète et durable qu'à ce terme : il faut transformer ce peuple, et le transporter dans un univers nouveau. Si Mahmoud n'est pas pourvu de la force qui produit ces métamorphoses, ou s'il ne s'est pas pourvu d'une colonie toute prête à remplacer ses vieux Turcs, il faut le plaindre, lui et sa réformation : il pourrait bien être réformé lui-même,

et son ouvrage avec lui. Il est condamné à opérer une réforme générale, car une réforme partielle ne le mènerait à rien. Si une partie de l'armée seulement est organisée, il y aura donc deux armées; et comment s'entendront-elles? Une partie de ces nouveaux corps seront réservés pour la garde du prince et celle de la capitale, comme on le voit dans toute l'Europe; ce seront des corps privilégiés. Si la réforme ne s'opère pas dans tout l'empire, il y aura scission: le sultan pourra, il est vrai, continuer de régner dans Constantinople, mais à la manière des empereurs grecs, lorsque, d'échecs en échecs, l'empire fut borné au voisinage de la capitale et vint expirer sous ses murailles. La Turquie pourra avoir aussi son empire d'Orient et d'Occident: la Turquie d'Asie pourra fort bien se séparer de la Turquie d'Europe; car c'est en Asie, il faut s'y attendre, que se manifestera la plus violente résistance. Quand on songe à la profonde barbarie dans laquelle elle est plongée, aux mœurs sauvages des habitans, à leur insociabilité, à leur invincible horreur pour les étrangers, à l'empire

immense que leurs prêtres exercent sur eux, il est facile de prévoir que, de ce côté, la résistance sera opiniâtre et longue. L'Asie peut résister par sa seule force d'inertie. Quel levier soulèvera cette masse ? Sa résistance est dans sa géographie. Contemplez les chaînes de montagnes qui prennent naissance au rivage du Bosphore, et qui ne s'abaissent que là où naissent les déserts de la Syrie : qui ira chercher dans ces forteresses naturelles des populations ameutées par le fanatisme, fuyant devant la force, échappant à toutes les recherches, dans des contrées où aucune voie certaine et sûre ne lie les habitations entre elles? Faudra-t-il employer la moitié de l'Asie contre l'autre ? Et les pachas exerçant à leur tour la tyrannie loin de l'œil du maître, vivant d'extorsions suites de l'éternelle absence de toute espèce de police, qui les ramènera au devoir ? Ils se font craindre, ils font compter avec eux au sein de la paix la plus profonde, que feront-ils, ou plutôt que ne feront-ils pas avec la désorganisation de l'empire ? Les pachas ne ressemblent pas aux boyards russes, qui n'étaient pas investis de

toute la puissance publique dans les provinces de la Russie, comme les pachas le sont dans celles de la Turquie. Parmi ces derniers, les exemples de révolte se comptent par milliers; quelques-uns, comme les pachas de Damas, de Bagdad, de l'Égypte, vivent dans un état voisin de l'indépendance, et ressemblent plus à des tributaires, à nos anciens grands vassaux, qu'à des sujets tels que le comporte et les représente l'acception ordinaire de ce mot. Parmi ces pachas, on ne baise pas toujours le fatal lacet, comme fit le visir qui venait d'échouer devant Vienne; cet exemple de soumission n'est pas contagieux parmi ces hommes. J'entends les cris de l'Orient soulevé contre une réforme provoquée par des infidèles, et destinée à rendre semblable à ces objets de l'abomination religieuse de ces contrées. Quels beaux textes pour les déclamations d'un clergé desservant les autels de Mahomet, en possession de l'esprit des hommes de ce pays! Si, dans notre Occident civilisé, après trente ans de disparition, les institutions monacales se remontrent, si l'on a entendu le mot d'*inquisition*,

si les jésuites sortent de la tombe, si le peuple espagnol s'est rejeté avec fureur sous la férule de ses moines, si l'on a revu des autodafés; que sera-ce dans cette Asie, en comparaison de laquelle l'Espagne elle-même est un soleil ? Le clergé russe se montra fort opposé aux réformes de Pierre, quoiqu'il fût le ministre d'un culte qui n'a rien d'opposé à la civilisation. Le clergé grec n'est pas abruti ou dégradé par le culte qu'il dessert, mais par la participation aux mœurs générales des pays qu'il habite : transportez-le dans des pays civilisés, le culte ne l'empêchera pas de participer à leurs mœurs; au lieu qu'en Turquie, c'est dans le culte même que réside l'éloignement pour la civilisation. Cela indique l'intensité de la résistance que la réforme de Mahmoud trouvera dans tout le clergé de son empire, dans des hommes remplis à la fois de tout le fanatisme du mahométisme et de toute l'ignorance de l'Asie. Et comme si les difficultés innées dans l'entreprise de Mahmoud ne suffisaient pas, il l'a placée au sein d'une guerre qui le prive déjà d'une partie et la plus belle de son empire, qui épuise ses armées, ses

trésors, et dans laquelle il eût déjà succombé sans l'assistance de l'Égypte. Mais cet auxiliaire égyptien le sera-t-il toujours ? Ne craindra-t-il pas lui-même la régénération de la Turquie ? Il pouvait aider sa faiblesse ; il pourra bien craindre sa force, il sait de quel prix, en Turquie, sont payés les services des sujets qui ont pu se faire craindre ; il n'ignore pas que toute l'école du vieux de la Montagne n'est pas éteinte, que le divan en a recueilli les débris, et que, des bords de l'Euphrate, un homme partit pour venir tomber aux pieds de Kléber, une requête dans une main et un poignard dans l'autre. Telles sont les pratiques familières aux sultans : chez eux, la perfidie est le supplément ordinaire de la force ; c'est là où mène l'absence de toute civilisation et l'asservissement à un culte abominable, d'où découlent des poisons, comme de ces arbres dont l'ombrage perfide recèle des principes de mort, et la donne aux imprudens qui viennent se reposer sous leur feuillage. Telle est la position de Mahmoud ; en fut-il jamais une plus difficile ? Il mériterait d'avoir pour lui

et pour son ouvrage tous les vœux de l'univers, si, comme Pierre-le-Grand, la civilisation de son empire était l'objet de son entreprise; il serait plus grand que Pierre lui-même, car il va rencontrer des difficultés encore plus fortes que celles qu'eut à surmonter le réformateur de la Russie. Mais un ouvrage commencé avec des moyens si atroces, et des agens si vils, laisse peu d'espoir: ce n'est pas d'une fange sanglante que peut s'élever un fanal propre à couvrir de lumières les deux Turquies d'Europe et d'Asie. Des procédés qui font frémir la nature, et qui feraient reculer le soleil, sont de tristes augures pour la réformation d'un peuple; l'assassinat et le pillage sont de mauvais introducteurs pour la civilisation, et jeter pêle-mêle à la mer tout ce dont on veut se défaire, ne prépare pas le règne de la justice, et, sans elle, que sont les empires et les hommes? Les excès de 1793, en France, ne pouvaient avoir qu'un temps, et leur retour était impossible; mais en Turquie, qui peut les faire finir? Ils sont dans les mœurs, dans le culte, dans toutes les habitudes; ils n'étonnent pas

même leurs victimes, tant la servitude prolongée, toujours voisine de la cruauté, a l'horrible propriété de dégrader l'homme et de le rendre insensible même à sa propre existence, après avoir perdu sa dignité; il est vrai que la première, sans celle-ci, ne vaut pas mieux que cela.

Voilà l'esquisse des difficultés qui attendent Mahmoud; et nous disons esquisse, car qui peut prévoir toutes celles qui, sous mille formes et de mille sources, peuvent naître dans ces pays désordonnés? Qui les connaît de manière à pouvoir les indiquer exactement? Le tableau est déjà assez sombre sans le charger de plus de couleurs. Mahmoud est assis sur un trône autour duquel voltigent les ombres de Sélim, d'Osman, de Mustapha, enseignement effrayant; c'est ce trône glissant d'où ses prédécesseurs descendirent si tragiquement; les instrumens dont ils se sert rebroussent facilement contre la main qui les emploie. Dans ces sanglantes contrées on ne pactise pas, tout se fait à la pointe de l'épée, au tranchant du glaive; les incendies servent de requêtes; leur nombre est le thermomètre

de l'opinion ; l'appétit de la soldatesque marque la mesure de sa satisfaction (1) : tout y est féroce et brut. Voilà l'intraitable étoffe sur laquelle Mahmoud doit travailler. L'a-

---

(1) On sait que le Grand-Turc fait faire aux janissaires, dans les cours du sérail, des distributions de comestibles, parmi lesquelles figure, au premier rang, le *pilau*. Le degré de voracité de ces étranges convives est le thermomètre de leur satisfaction, tant en Turquie tout est tourné au matériel. Sa hautesse honore quelquefois de son auguste présence ces dégoûtans festins, et donne ainsi aux étrangers l'appétit de ces honorables membres, comme la preuve de leur affection à sa personne.

Au reste, ne nous moquons pas des Turcs : nous sommes aussi *turcs* qu'eux, lorsque, aux jours de fêtes, nous appelons aux pieds des échafauds chargés de vivres, pour exciter ou pour exprimer l'allégresse publique, une foule d'athlètes immondes, qui se disputent et s'arrachent quelques lambeaux de ces orgies sales, ramassés dans la fange, et quelquefois souillés de leur propre sang.

On l'a beaucoup dit, mais nous n'en sommes pas encore à rechercher pourquoi une chose a été faite, nous nous bornons modestement à demander si elle a été faite. *Continuer est notre lot et notre savoir.*

t-il su, l'a-t-il prévu en commençant? a-t-il calculé que le dérangement de la première pierre entraînait la chute de la vieille masure, et l'indispensable obligation d'une reconstruction totale? Si, du premier coup d'œil, il n'a pas mesuré tout l'horizon qui s'ouvre devant lui, s'il n'est pas armé du courage propre à braver et à renverser tous les obstacles, c'en est fait de lui et de son œuvre; sa chute servira pendant des siècles de réponse à toutes les demandes d'amélioration. Cette espèce d'échec est le triomphe des routiniers. Au contraire, si, chez Mahmoud, la lumière correspond au courage, s'il persévère en bravant, comme le fit Pierre, tous les mécontentemens et les clameurs de ceux qui repousseront ses bienfaits, il est évident que de destructions en destructions, il arrivera à des reconstructions, car l'espace ne peut pas rester vide; c'est-à-dire qu'il fondera des institutions analogues à la civilisation, et que par ce chemin il ne peut manquer d'aboutir à *une charte*. A ce mot, j'entends les murmures de la surprise et de la dérision : *charte est le mot français; institutions* est la chose. Sous un nom ou

sous un autre qu'importe, quand elles restent? Pierre ne donna pas de charte, parce que, de son temps, il n'y en avait encore qu'en Angleterre, et elle était inconnue au reste du continent. Si alors l'Occident et l'Amérique en eussent été remplis, si les vœux des Européens les eussent appelées de toute part, si la Russie eût recélé dans son sein des complots pour en obtenir une, Pierre, tout porté vers l'imitation de l'Europe, l'eût encore imitée dans cette partie de sa nouvelle existence; et son génie, en brisant la verge du vieux despotisme russe, lui aurait indiqué la mesure et le mode de liberté dont son peuple était susceptible; il l'eût fait sortir de l'avilissement de l'esclavage, sans le laisser tomber dans les abîmes d'une liberté sauvage et effrénée. Voilà où en est et ne peut tarder d'en d'être Mahmoud... Il y a dix ans, on insultait à mes pronostics sur l'Amérique; il y a cinq ans, on aurait regardé comme un insensé celui qui aurait énoncé la pensée que le Brésil enverrait une charte au Portugal, et qu'avant peu l'Amérique constituerait l'Europe. *Attendons, et laissons faire au temps.*

SECOND RAPPORT. — *L'Europe.*

Que demande l'Europe à la Turquie? Une barrière contre la Russie. Découverte en totalité sur son extrémité méridionale, sentant les inconvéniens de l'extension de la Russie dans cette zone, l'Europe dit à la Turquie : « Sortez de la barbarie ; adoptez les arts de l'Europe ; quittez vos vieilles armes, ce ne sont plus que des simulacres impuissans ; revêtez-vous des cuirasses qui couvrent la poitrine des guerriers de l'Europe ; chargez vos bras de ces armes redoutables qui, au milieu des éclairs et des tonnerres, font pleuvoir une grêle meurtrière ; apprenez à dresser ces plans qui conduisent avec sûreté aux pieds des remparts, ou qui en défendent l'approche. Voyez ce colosse du Nord, qui, depuis un siècle, s'avance graduellement sur vous, et qui, de son ombre immense, gigantesque, couvre déjà le voisinage de votre capitale. Ce que vous fîtes éprouver à l'empire grec, vous allez l'éprouver de la part de votre puissant ennemi ; hâtez-vous, pendant qu'il en est encore temps. Passez à d'autres mœurs, à

d'autres usages : civilisez-vous; sortez en quelque sorte de la Turquie, et faites-vous de l'Europe. Voyez ce qu'a déjà fait l'Égypte pour l'avoir imitée : voilà votre modèle, et votre salut avec le nôtre. » Je ne suis ni du divan ni d'aucun conseil d'Europe, mais je parierais bien que tel est le langage qu'elle tient à Constantinople... Ce langage est fort raisonnable, comme l'est tout langage adapté à des intérêts communs; et certes, ce caractère est bien marqué entre ceux de l'Europe et de la Turquie. Mais jusqu'ici il n'y a encore qu'un point convenu, la nécessité d'une réformation en Turquie, pour qu'elle devienne utile à l'Europe; car, dans son état actuel, elle lui est plus nuisible qu'utile; elle est, pour elle, plus un embarras qu'une force... Mais cette force résultera-t-elle de l'entreprise tentée par Mahmoud? Que peut en attendre l'Europe? Voilà la question. Il semble que le chapitre de cet écrit qui précède celui-ci a déjà fourni la réponse. Le changement en Turquie sera-t-il partiel ou général? On ne peut pas éviter de raisonner dans une de ces deux hypothèses. Le changement par-

tiel sera inefficace pour l'Europe comme pour la Turquie; il ne présente que l'image d'une anarchie prolongée et sanglante entre des parties divisées, dangereuse pour le sultan, inutile pour le but que l'Europe se propose dans cette réformation. Un changement général est impossible, surtout en Asie; et si jamais il s'opère, ce ne sera qu'après de longs et dispendieux efforts qui absorberont toutes les ressources de la Turquie. Les difficultés qui naissent du fond même des choses sont immenses; mais celles qui naissent de la nature des hommes, tant ceux qui font la révolution que ceux sur lesquels elle porte, sont encore plus grandes; car de part et d'autre ce sont des *Turcs*, c'est-à-dire les plus malhabiles et les plus entêtés de tous les hommes. Les uns ne savent rien faire, et les autres ne savent rien concevoir ni comprendre; la maladresse réagit sur l'opiniâtreté ignorante, féroce et fanatique. Que faire avec de pareils hommes? Ce sont des métaux réfractaires qui brisent le coin qui les frappe, se refusant ainsi à l'empreinte dont il allait les marquer, et repoussant sa dureté par une dureté plus

grande encore. Voilà l'étoffe sur laquelle Mahmoud doit travailler; elle est rude, et sa main n'est pas habile. Qu'importe qu'il ait tué des janissaires; eh bien, ce sont des janissaires de moins, mais ce ne sont pas des troupes de plus. Se couper un bras n'est pas se donner un moyen d'action : or voilà ce qu'a fait Mahmoud. Il n'y a plus de janissaires à Constantinople, cela est vrai; mais ils n'étaient pas tous réunis dans les murs de cette ville, l'institution couvrait l'empire; il faut donc l'extirper de tout le territoire ottoman, et c'est là la difficulté. Les janissaires qui habitent Smyrne, Alep, Burse, Damas, Bagdad et Erzerom, avertis par le sort qu'ont éprouvé leurs frères d'armes, se laisseront-ils égorger ou dissoudre sans résistance? *La Saint-Barthélemi* de Constantinople s'étendra-t-elle à toute la Turquie? Mais quand Mahmoud aura fait tuer cent cinquante mille janissaires, si cependant il peut en venir là, en sera-t-il plus fort? aura-t-il un soldat de plus? Ne faudra-t-il pas les remplacer pour la garde du prince, pour celle de la capitale et de l'intérieur de l'état? Que restera-t-il

donc pour garder les frontières contre un ennemi puissant? Sûrement la pensée de la réformation de la Turquie est à la fois humaine et européenne; elle est grande et forte; on doit des vœux à son accomplissement: mais la réflexion amène bientôt, par la considération des difficultés de son exécution, à reconnaître que l'espoir de l'Europe sera trompé; qu'il n'y a de rajeunissement possible pour la Turquie que celui de *Médée;* qu'il s'ouvre pour elle une longue carrière d'anarchie, de déchiremens, et qu'une sanglante agonie amènera la dissolution de ce grand cadavre, qui, après avoir embarrassé l'Europe par l'inutilité de sa vie, lui portera malheur quand il faudra en venir à partager ses dépouilles. Tout porte à croire que, brutal travailleur sur un peuple incurable, Mahmoud aura fait un songe pénible, et qui se terminera par un terrible réveil...

Pour que la réformation de la Turquie ait quelque utilité, il faut qu'elle ait stabilité; l'une ne peut aller sans l'autre: une ébauche, un essai, ferait plus de mal que de bien. C'est ainsi que, dans les antiques édifices, il faut

tout renouveler à la fois, ou tout laisser en place, pour éviter l'écroulement général qui suivrait de la plus petite démolition. Mahmoud est homme; il règne dans un pays où l'on est tué avec autant de facilité que l'on a tué soi-même : son entreprise est de longue haleine; s'il périt en chemin, que devient-elle? Avec quelle force l'antiquité ne revivra-t-elle pas? De quelle humeur sera le successeur? En Turquie comme ailleurs, les successeurs se font-ils une loi de respecter l'ouvrage de leurs prédécesseurs? souvent même, ne cherchent-ils pas la popularité dans sa destruction? Louis XVI rétablit les parlemens frappés par la main de son aïeul. On sait le sort qui attendait l'ouvrage de Pierre, s'il n'en eût prévenu la destruction par le plus terrible des sacrifices. La réformation de la Turquie peut donc tenir à la vie de Mahmoud, et l'espoir de l'Europe être placé viagèrement sur sa tête. De ceci on ne doit pas conclure qu'il ne fallait rien tenter en Turquie, mais seulement que l'état de ce peuple offre les plus grandes difficultés; que ce ne sera qu'à la suite des siècles que l'Europe pourra recueillir

quelque fruit de toute tentative de correction dans l'empire ottoman, et qu'en attendant, elle restera découverte de ce côté contre la Russie.

TROISIÈME RAPPORT. — *La Grèce.*

Faisons l'application de ces mêmes principes à la Grèce. Voilà le sultan privé de ses troupes existantes, réunies, mal exercées, mal disciplinées, il est vrai, mais enfin, formant une force réelle et effective : au lieu de se servir de cet instrument, tout imparfait qu'il était, il le brise. Il n'aura plus ceux qu'il tue ; et en quel nombre, s'il vous plaît ? Il faut les compter par *centaines de mille*. Je ne vois pas qu'il en soit plus fort ; les recrues ne se font pas en Turquie aussi facilement que dans nos états d'Europe. La Turquie d'Europe est peu peuplée ; c'est donc de l'Asie que viendra la nouvelle armée ; mais combien faudra-t-il de temps pour en extraire les hommes destinés à la former ? Et si c'est l'Asie qui se refuse le plus opiniâtrément à la réformation ? Dans la guerre ac-

tuelle avec la Grèce, le sultan succombait sans le secours de l'Égypte ; c'est elle qui a fait la dernière campagne. Mais voudra-t-elle, et pourra-t-elle continuer de porter ce fardeau? Comment envisagera-t-elle la révolution de Constantinople ? Au lieu d'aider le sultan à sortir d'embarras, l'intérêt personnel, la facilité de l'affranchissement ne porteront-ils pas à l'abandonner à lui-même, pour l'y laisser se plonger plus avant. La révolution de Constantinople a presque fait du pacha d'Égypte l'allié des Grecs. Quelle partie de ses nouvelles troupes le sultan pourra-t-il détacher contre la Grèce ? Son premier besoin n'est-il pas de se garder lui-même avec sa capitale turbulente? Que lui restera-t-il pour le dehors ? Mais s'il forme des soldats, la Grèce n'en formera-t-elle pas aussi de son côté ? Les instructeurs européens n'arrivent-ils pas en Grèce en plus grand nombre qu'en Turquie ? La révolution de Constantinople n'a donc rien qui menace immédiatement la Grèce; au contraire, elle peut devenir pour elle le principe des plus grands avantages, et le mobile déterminant

de son salut, par les embarras qu'elle donnera au divan, par le désordre qu'elle va entraîner dans l'empire ottoman, et finalement, par la guerre qui ne peut manquer de s'allumer entre le sultan et une partie de son empire. Il vient de se créer assez d'affaires pour n'avoir pas beaucoup de temps à donner à celles de la Grèce ; il va rencontrer bien d'autres insurgens, et la Grèce pourra prévaloir au milieu de ce partage de l'attention et des forces de son ennemi. L'évènement de Constantinople, loin d'être un malheur pour la Grèce, peut au contraire être une bonne fortune, un don du ciel en sa faveur. Il se présente même dans cette réformation turque une hypothèse singulière, et dont le résultat tournerait encore à l'avantage de la Grèce. Pour cela, deux choses sont à supposer : 1° le complément de cette réformation, qui est inséparable de l'adoption de la civilisation ; 2° la soumission de la Grèce. Dans ce cas, la Grèce n'existerait pas comme état indépendant, chose bien à regretter ; mais enfin, dans ce malheur, on trouverait des consolations du côté de l'humanité, car

les Grecs, sujets de la nouvelle Turquie, ne seraient plus soumis à un joug aussi dur que l'était celui de l'ancienne Turquie, et du moins ils retrouveraient du côté de l'humanité ce que, par leur défaite, ils perdraient du côté de la liberté.

---

# CHAPITRE IX.

*Comparaison de la Grèce et de la Turquie, comme barrières contre la Russie.*

L'Europe est à découvert, elle est ce que l'on pourrait appeler *à nu*, contre la Russie, dans son midi oriental. Contenue vers le nord et l'occident par les grands états militaires de l'Allemagne, soutenus par l'arrière-garde de la France et du royaume des Pays-Bas, l'Angleterre, l'inattaquable Angleterre marchant à la tête de cette opposition, la Russie ne peut plus guère s'étendre que vers les contrées méridionales de l'Europe qui avoisinent l'Orient. C'est là le côté faible de l'Europe contre la Russie : une barrière, dans cette partie, est donc indispensable pour la sûreté de l'Europe; c'est un besoin généralement senti, au point d'être devenu un axiome, *un article de foi politique*. Les choses sont arrivées à un degré tel, que si la Russie passait le Danube, la

Turquie d'Europe ne pourrait manquer de tomber dans son pouvoir, et que la force des choses l'amènerait jusqu'à la pointe de la péninsule grecque. Alors appuyée à la fois à la mer du Nord et à la Méditerranée, à la mer Blanche et à la mer Noire, ayant conquis, pour ainsi dire, le soleil, avec le secours de cet astre, les provinces russes du midi prendraient un accroissement gigantesque, et le monde reverrait quelque chose de pire que le monde romain (1). Voilà à quoi il faut s'opposer à tout prix; mais comment? Là est la difficulté: on n'improvise pas des nations,

---

(1) Les Russes ne peuvent manquer de s'élever à un grand degré de prospérité, de civilisation et de puissance.

« Comment une nation qui possède des contrées si vastes, tant de terres fertiles en bois, en fourrages, en blés, en métaux, en productions de tous les genres, tant de rivières navigables ou susceptibles de le devenir; comment, dis-je, une telle nation serait-elle incapable d'atteindre à un degré élevé de civilisation, de prospérité et de puissance? »

*Mémoires de Falkenskiold*, page 15.

L'auteur de ces paroles écrivait avant les grandes

on ne les retire pas davantage du tombeau. Le malheur veut que l'on soit placé entre une création et la mort, entre un berceau et un sépulcre : la Grèce et la Turquie présentent cet embarrassant contraste. La Grèce arrive à la vie, la Turquie s'en retire; et cependant le malheur veut que l'on ne puisse disposer que de ces deux moyens, et qu'il n'y ait à choisir qu'entre l'enfance de l'une et la décrépitude de l'autre. Ici notons deux choses.

1°. Il s'agit d'un établissement permanent et solide à former dans les intérêts de l'Europe. 2°. Loin la pensée d'hostilité contre la Russie, loin toute jalousie contre ce qu'elle possède ; mais préservation et sécurité pour

---

fondations de l'empereur Alexandre: Odessa, Sébastopol, Théodosia, ne faisaient que de naître; à cette époque les blés de la Podolie n'avaient pas encore inondé le midi de l'Europe et frappé ses campagnes de stérilité; les écoles, les musées, les bourses de commerce étaient encore à créer; enfin, les Russes n'étaient pas venus deux fois à Paris. Les pronostics de M. Falkenskiold ont été plus que réalisés, ils sont dépassés, et le seront de plus en plus.

l'Europe ; il faut que la Russie jouisse de ce qu'elle a, mais il faut aussi que l'*Europe dorme en paix*. La vue d'un immense péril, toujours imminent, est propre à troubler le sommeil, et il ne peut pas convenir à l'ordre des sociétés que l'un de ses membres soit comme un glaive toujours suspendu sur la tête de tous les autres. On jugera encore mieux de nos intentions par ce que nous allons ajouter. Depuis cent vingt ans, la Russie ronge l'empire ottoman, comme la mer ronge ses rivages; de progrès en progrès, la voilà arrivée sur le Danube, par le traité de 1812, qui lui a cédé la Bessarabie; il reste seulement aux Turcs, au-delà du Danube, deux principautés feudataires, plus que sujettes, la Moldavie et la Valachie : il est bien évident que ces deux appendices, ou plutôt ces deux débris de la puissance turque trans-danubienne, sont réservés à subir le sort qu'ont déjà éprouvé les autres provinces turques situées, comme celles-ci, au-delà du Danube. La Russie tiendra toujours à les incorporer à ses domaines, et à compléter son établissement sur le Danube, aligné avec la mer

Noire; ce sont là de ces enclaves dont un grand état finit toujours par rester en possession. La France a englobé la Bretagne et la Normandie. L'Autriche n'a pas eu de repos qu'elle n'ait planté ses drapeaux sur la place Saint-Marc à Venise. Les États-Unis ont bien su se faire adjuger les Florides, dont la séparation coupait leur territoire entre la Louisiane et leurs états du sud. La Russie n'a pas laissé échapper la Finlande : les deux principautés ne lui manqueront pas davantage ; elles sont les victimes désignées pour le prix de la première guerre entre elle et la Turquie. Dans ces derniers temps, ces misérables principautés ont tenu en mouvement toute la diplomatie européenne ; et pourquoi, grand Dieu! pour un résultat encore plus misérable que celui de la guerre d'Espagne, le retour aux hospodars et à la suzeraineté turque. Quel était l'intérêt de toute cette agitation? En quoi l'état réel de l'Europe était-il affecté par ce qui se passait ou pouvait se passer dans ces lieux? Tout ami éclairé de l'Europe et de l'humanité ne pouvait former qu'un seul vœu, celui de voir les principautés pas-

ser aux mains de l'Autriche et de la Russie. Les habitans y gagnaient d'être à jamais délivrés de leurs hospodars, ces valets des tyrans de Constantinople; du moins les Gouvernemens d'Autriche et de Russie leur auraient épargné les avanies, les extorsions dont les accablent de petits tyrans occupés de s'assurer la protection d'autres tyrans qui mesurent le patronage sur l'*or* qu'il produit; par là ces provinces étaient introduites dans la civilisation, et assimilées à l'Europe. D'un autre côté, l'adjonction à la Russie et à l'Autriche d'une province de plus ne changeait rien à leur consistance politique; une province de plus ou de moins pour des états qui les comptent, les uns en grand nombre, les autres par centaines, ne sont pas plus à considérer que l'adjonction de quelques mille livres de rentes, à une fortune composée de plusieurs centaines de mille livres de revenu. Puisque la Valachie et la Moldavie ne peuvent tôt ou tard échapper à cette réunion, qu'elle ait lieu plus tôt que plus tard, il faudra les en féliciter, et il n'en faudra pas prendre d'ombrage ni contre l'Autriche ni

contre la Russie, car cet accroissement parallèle de territoire sera insensible dans la balance de leur puissance respective, comme dans celle de l'Europe. Mais il faut s'en tenir là, et aucune considération ne peut faire tolérer que la Russie place une tête de pont, une seule planche au-delà du Danube ; la simple démonstration de cette intention devrait devenir le signal d'une prise d'armes générale en Europe. Ces préliminaires bien entendus, recherchons qui, de la Turquie ou de la Grèce, présente plus de moyens d'empêcher ce passage si redouté, et dans le fait si redoutable. Population, armée, et ce qui donne la vie à tout, civilisation, tout est inégal entre la Russie et la Turquie. Cent vingt ans de lutte semée des plus cruels désastres ont constaté la prodigieuse supériorité de la Russie sur la Turquie, avant même que la première fût parvenue au degré de force qui l'a placée au faîte des pouvoirs européens. Écraser la Turquie ne serait plus qu'un jeu pour la Russie ; ce serait le berger qu'Hercule agonisant lança à travers les airs. Il n'y a donc pas de ressources de ce côté :

pour en attendre assistance, il faudrait commencer par refondre une race d'hommes qui n'ont su que profaner et corrompre tous les dons de la nature. Quel empire que celui de la Turquie! que n'eût-il pas fait avec d'autres hommes que des mahométans, et des princes à la fois voluptueux et féroces! En effet, qui compose cet empire? C'est cette Égypte, mère des merveilles du monde et de la sagesse de la Grèce; c'est cette Judée, siége des magnificences de Salomon, pépinière d'un peuple indestructible; c'est cet héritage d'Alexandre, partagé entre ses généraux, par de sanglantes funérailles; c'est cette Propontide qui alimenta pendant trente ans la résistance de Mithridate, et qui lui donna le moyen de balancer la fortune de Rome; enfin, c'est la Grèce avec sa riche ceinture d'îles florissantes. Quelle étoffe, grand Dieu! pour des mains habiles! La victoire sacrilége remportée par le génie turc sur celui de la nature ne prouve-t-elle pas qu'il y a de la folie à attendre quelque appui de la part d'hommes qui ont pu détruire tant de choses. Un culte détestable, un despotisme dans son atroce énergie,

ont tout couvert de ruines: l'esprit même de ces hommes est au nombre de ces ruines; ils ont comme fini de penser (1). Le tableau que Montesquieu traçait de la Turquie, il y a cent ans, s'est encore rembruni; car dans ce

---

(1) De Tocat à Smyrne, on ne trouve pas une seule ville qui mérite qu'on la nomme. J'ai vu avec étonnement la faiblesse de l'empire des Osmanlins: ce corps malade ne se soutient pas par un régime doux et tempéré, mais par des remèdes violens, qui l'épuisent et le minent sans cesse.

Les bachas, qui n'obtiennent leurs emplois qu'à force d'argent, entrent ruinés dans les provinces, et les ravagent comme des pays de conquête. Une milice insolente n'est soumise qu'à ses caprices : les places sont démantelées, les villes désertes, les campagnes désolées, la culture des terres et le commerce entièrement abandonnés.

L'impunité règne dans ce gouvernement sévère : les chrétiens qui cultivent les terres, les Juifs qui lèvent les tributs, sont exposés à mille violences.

La propriété des terres est incertaine, et par conséquent l'ardeur de les faire valoir ralentie. Il n'y a ni titre ni possession qui vaille contre le caprice de ceux qui gouvernent.

Ces barbares ont tellement abondonné les arts,

pays où l'on ne répare rien, où l'infécondité de l'homme s'ajoute à celle de la terre, les ruines engendrent les ruines, et dans ces tristes lieux, il n'y a que les déserts qui gagnent. C'est donc une pensée de pure routine que celle de s'appuyer sur la Turquie pour arrêter le cours des pas de la Russie vers la Méditerranée, car c'est bien là qu'elle

---

qu'ils ont négligé jusqu'à l'art militaire. Pendant que les nations d'Europe se raffinent tous les jours, ils restent dans leur ancienne ignorance, et ils ne s'avisent de prendre leurs nouvelles inventions qu'après qu'elles s'en sont servies mille fois contre eux.

Ils n'ont aucune expérience sur la mer, point d'habilité dans la manœuvre : on dit qu'une poignée de chrétiens sortis d'un rocher font suer les ottomans et fatiguent leur empire. Incapables de faire le commerce, ils souffrent presque avec peine que les Européens, toujours laborieux et entreprenans, viennent le faire; ils croient faire grâce à ces étrangers que de permettre qu'il les enrichissent.

Dans toute cette vaste étendue de pays que j'ai traversée, je n'ai trouvé que Smyrne qu'on puisse regarder comme une ville riche et puissante. Ce sont les Européens qui la rendent telle, et il ne tient pas aux Turcs qu'elle ne ressemble à toutes les autres.

tend; celui qui n'en peut plus, n'est pas propre à arrêter celui qui peut tout. La Turquie n'est plus qu'une vieille caserne d'invalides, sur laquelle ses habitans n'ont pas le droit de lire inscrit, comme sur celle de Berlin, *Læso sed invicto*.... Cette pensée de revenir à la Turquie, contre toute possibilité d'efficacité, provient de la tenacité aux anciennes idées, si chères à la diplomatie, et au défaut d'observation sur la différence des temps. A l'époque de Soliman, la Turquie était une puissance principale, pleine de vigueur, et égale à ce qu'il y avait alors de plus robuste en Europe : elle a fait comme l'Espagne. A l'époque brillante de son histoire, l'Espagne menaçait les libertés de l'Europe, comme la Russie le fait aujourd'hui; mais elle s'est endormie; pendant ce temps, l'Europe a marché; l'Espagne en restant stationnaire, s'est laissé devancer et ne peut plus rejoindre l'Europe. Voyez si la France qui a marché, ne se jouerait pas de son ancienne rivale, qui n'a fait que sommeiller et s'engourdir. Il en est de même pour la Turquie : depuis cent cinquante ans, elle est tombée en léthargie :

plus d'action, plus de pensée, plus de vie ; par là, un vide immense s'est trouvé fait entre sa civilisation et celle de l'Europe ; elle en est restée à une distance irréparable, et la prolongation de son assoupissement la place désarmée, impuissante, vis-à-vis d'un rival qui, semblable aux soldats romains, lorsqu'ils se disposaient à combattre, c'est-à-dire à vaincre, a passé tout ce période de temps dans les durs exercices qui doublent les forces et qui donnent au bras une vigueur irrésistible. Voilà l'appui que l'on va chercher en Turquie. Voyons si la Grèce est disgraciée au même degré. Dès que l'on parle de barrière, relativement à la Russie, il s'élève naturellement dans l'esprit la pensée d'une force correspondante à cette destination. Qui constitue la force des états ? Leur géographie, leur population, leur civilisation et leur masse. La population, comme force défensive, doit être calculée, non pas numériquement, mais géographiquement, d'après les accidens du terrain. Ainsi un pays insulaire se défend par son isolement, avec bien moins de bras que ne peut le faire un état continental qui a plusieurs fronts

d'attaque, tandis que l'insulaire n'en présente qu'un seul. Un tel pays ressemble à une place qui n'est abordable que d'un seul côté; la moitié des défenseurs nécessaires pour une place continentale suffit à la défense de la première... Dans la question actuelle, il faut donc voir, 1° jusqu'à quel point la géographie de la Grèce supplée à sa population; 2° en quoi elle correspond à la population de la Turquie. La première considération amène à indiquer la formation indispensable de la nouvelle Grèce. Réduite au Péloponèse et à quelques îles, je ne balance pas à le dire, la Grèce appartient à l'humanité, mais non à la politique européenne; elle présente tout ce qui est propre à émouvoir les esprits et les cœurs, mais, placée hors du grand but que nous assignons à sa révolution, l'homme d'état n'a pas à s'en occuper; car que pèseraient dans la balance politique la Morée et cinq ou six îles? à quelle nécessité de l'Europe cette émancipation partielle, *ces débris de liberté* au milieu d'une masse d'esclavage et de barbarie satisferaient-ils? Dans ce cas, la Turquie mutilée sera un peu plus faible, mais l'Europe ne sera pas plus

forte contre la Russie : voilà tout ce qu'il y a à gagner dans cet arrangement. Tout dit donc que l'ensemble de la Turquie d'Europe doit former le nouvel état de la Grèce... Admirez le bonheur de sa position : au nord, du côté menaçant, vis-à-vis de la Russie, il s'appuie au Danube; c'est le fossé naturel qui couvre la place sur son front. La mer baigne son contour; du côté de l'Autriche, des chaînes de montagnes et des fleuves forment des limites naturelles que l'art peut rendre impénétrables. La ligne du Danube est soutenue par des forteresses, qui, à leur tour, le sont par les chaînes de montagnes transversales qui sillonnent cette contrée, et qui en rendent les abords très difficiles pour l'assaillant, et par là même très faciles à défendre. Une grande armée n'est pas nécessaire pour protéger un terrain sur lequel la nature a tout fait; et la Grèce n'ayant jamais que ce côté à défendre, pourra y employer toutes les forces que sa position lui rendrait inutiles ailleurs. La Turquie est moins bien partagée; elle a à défendre tout l'espace qui s'étend depuis la Bessarabie jusqu'au Caucase; car, par ses

acquisitions dans cette partie, une armée russe peut descendre dans les pachalics d'Asie et tourner la capitale elle-même. Quand la Grèce gardera le cours du Danube jusqu'à la mer Noire, la Turquie n'aura plus que la charge de la garde des bords asiatiques de la mer Noire et de la descente du Caucase; elle pourra concentrer ses forces dans cette partie, et les immenses avantages de position que celle-ci présente pourront les rendre suffisantes pour cet objet. Dans ce cas l'Europe gagne un défenseur de plus; au lieu d'un, elle en aura deux... Observez, 1° que cette position de la Grèce est toute défensive, et qu'elle ne peut être hostile contre personne : ce qui la couvre, la borne; ce qui arrête les autres et la défend contre eux, l'arrête elle-même et les défend d'elle... Tel est le contre-coup de ces espèces de situations : si elles défendent bien, elles interdisent aussi; par elles, la sûreté est placée à côté du commandement de la modération. A qui d'ailleurs la Grèce pourrait-elle en vouloir, enclavée comme elle le sera entre l'Autriche, la Russie et la Turquie? Ces deux premières, ensemble ou séparément, lui sont très supé-

rieures en forces. La Turquie isolée de la Grèce pourra fort bien lui résister; tout est donc avantages dans cette combinaison sans inconvéniens pour personne. 2° La position péninsulaire de la Grèce fera de la marine son attribut distinctif; mais cette marine grecque sera dans la Méditerranée une marine européenne. Voyez cette mer comme jalonnée par le pavillon anglais, et assiégée par le pavillon russe : n'est-il pas infiniment avantageux pour l'Europe qu'il apparaisse dans ces parages un pavillon doué du pouvoir de réprimer l'un et de contenir l'autre. Quand la Grèce gardera la rive occidentale du Bosphore et tiendra des escadres dans l'Archipel, les flottes russes ne viendront plus affronter les Dardanelles ni parcourir la Méditerranée; la mer Noire sera le seul théâtre des guerres maritimes entre la Russie et la Turquie. Dans cette supposition, la Grèce partageant avec la Turquie la défense du midi oriental de l'Europe, deviendra l'alliée naturelle de la Turquie; et ceux qui se combattent aujourd'hui avec fureur, réunis par le lien d'un intérêt commun, se soutiendront avec sincé-

rité. Voilà ce que l'on trouve au fond de cette question, quand on l'examine sous toutes ses faces. J'entends dire : La Grèce est faible en population. Il faut s'entendre : la Turquie est plus peuplée qu'elle, cela est vrai ; mais sa population est disséminée sur une étendue si vaste, qu'à mille carré, c'est un des pays les moins peuplés du globe entier. Il faut de plus tenir compte de la nature respective des populations, et de la facilité de les employer. Quelles ressources attendre des hordes asiatiques, qui, comme les milices féodales, au retour des frimats, abandonnent les drapeaux pour rentrer dans leurs foyers? Ces hommes égaleront-ils jamais en civilisation, et par elle, en aptitude à balancer les Russes, les Grecs civilisés à la manière de l'Europe? Dans l'état actuel du monde, la force ne provient plus seulement du nombre, mais de la civilisation; aujourd'hui c'est elle qui décide de tout... D'ailleurs, il faut rejeter les calculs qui bornent et réduisent à un petit nombre la population de la Grèce... Dans le plan que nous exposons, l'état nouveau comprendrait toute la Turquie d'Europe; par conséquent,

les populations de l'Albanie, de la Bosnie, de la Croatie turque, de l'Esclavonie et de la Servie en feraient partie. Ces populations sont militaires comme les Suisses, et fournissent les meilleurs soldats de la Turquie. Réunies à la population de la Grèce proprement dite, toutes ensemble formeraient une population déjà considérable par elle-même, supérieure à celle des Turcs aux mêmes lieux, et très susceptible d'un grand accroissement, au moyen d'un régime propre à développer toutes les facultés des habitans ainsi que celles du sol. Sous un despotisme atroce, avare, bizarre, désordonné, sans douceurs de la vie, sans sécurité pour l'existence, sans sûreté pour la fortune, qui peut porter l'homme à se reproduire? Chacun ne peut-il pas dire de lui-même ce que dit le paysan du Danube :

Découragé de mettre au jour des malheureux,
Et de peupler pour Rome un pays qu'elle opprime.

Mais combien cela changera de face sous l'influence de la civilisation et d'un gouvernement éclairé. Partout où un homme et une femme peuvent vivre, il se fait un mariage,

a dit le père du célèbre Mirabeau. Cela est vrai dans les pays civilisés. Voyez ce que, dans quarante-cinq ans, a déjà produit la félicité américaine; mesurez les degrés de la population par ceux du bonheur dont le gouvernement fait jouir, et vous ne vous égarerez pas; la mesure est exacte. La Suisse et la Hollande, les deux pays les plus fortunés de l'Europe, regorgent d'habitans. Dans quelques années de jouissance de quelques facilités pour le commerce, les rochers arides et déserts d'Hydra et de Spezzia se sont couverts d'habitations. Dans un autre hémisphère, l'île de la Trinité, en passant du régime espagnol sous l'administration anglaise, a présenté le même spectacle. Il est reconnu que le voisinage de la mer favorise la population par la multitude des occupations et par l'abondance des subsistances qu'elle lui offre: le nouvel état de la Grèce étant insulaire jouira de tous ces avantages; son sol et son soleil sont les moyens et les garans de l'abondance et de l'excellence de ses productions. Tout y favorise donc l'accroissement de la population; et rendue à la liberté, la Grèce se cou-

vrira de nouveau d'une population égale à celle qui remplissait ses célèbres cités et qui vivifiait ses fécondes campagnes. Mais, dira-t-on, ces avantages appartiendront à l'avenir et la jouissance en est éloignée. D'accord; mais ce n'est pas le moment actuel que nous avons seulement en vue; nous bâtissons pour les siècles. Comme il y aura toujours une Russie, il faut qu'il y ait toujours une Grèce; nous ne pouvons user que de ce qui se trouve sous notre main. Nous ne prétendrons pas à un bien absolu dès le début; mais nous disons: Créez-en le principe, les germes sont là; ne les étouffez pas, au contraire fécondez-les, favorisez-les, aidez leur développement. Il faut choisir entre la Grèce et la Turquie; et nous disons: La Grèce est préférable dans vos intérêts. Dans ce moment, ce n'est pas la Grèce que nous voyons, c'est vous-mêmes, c'est votre instrument propre, celui qui est le plus apte à satisfaire à vos besoins. Eh quoi, la Grèce est faible; est-ce donc que la Turquie est forte? Mais laquelle des deux est susceptible de devenir plus forte? Voilà la vraie question, et sûrement on n'hé-

sitera pas sur la solution. Il n'y a de choix qu'entre la Grece et la Turquie : qui pourrait balancer entre elles, entre le rajeunissement d'un peuple et la décrépitude de l'autre? L'Europe s'entendra bien mieux avec des peuples semblables en religion, égaux en civilisation, qu'avec des Turcs toujours en ombrages contre tout ce qui porte le nom de chrétiens, séparés d'elle par un langage, des mœurs, des habitudes, des sensations qui sont entièrement étrangères aux habitans de l'Europe. On voit avec quelle difficulté on ébranle les flegmatiques Ottomans; le temps qu'il leur faut pour se mettre en mouvement, pour passer de leur quiétisme insensible à une action, celui que prennent les négociations avec eux, et combien il faut renverser de barrières pour pénétrer jusqu'à leur entendement, et faire entrer dans ces têtes dures et comme fermées quelques-unes des idées qui sont familières à l'Europe... Rien de pareil ne se rencontre entre elle et la Grèce, tout y est homogène. Les Grecs sont des Européens, des enfans de la famille d'Europe, dont l'esprit, les mœurs, les sensations répondent à

tout ce qui existe en Europe dans chacune de ces parties. D'un côté, tout est opposition, répulsion ; de l'autre, tout est similitude, attraction. Il n'y a donc pas à balancer sur l'appréciation des avantages relatifs que la Grèce ou la Turquie peut faire trouver à l'Europe, dans le besoin urgent qu'elle éprouve de former une solide barrière contre la Russie dans son midi oriental.

---

## CHAPITRE X.

*Inimitié de l'Autriche contre la Grèce. Reproches adressés aux Grecs.*

Si la Grèce est l'objet de l'intérêt le plus vif pour les Européens, et celui de leur prédilection, si ses souffrances, son héroïsme, sa persévérance, la grandeur de son entreprise et l'illustration d'un grand nombre de ses défenseurs lui ont conquis tous les cœurs et concilié tous les vœux, en revanche, elle a été l'objet des rigueurs et de l'animadversion de tous les gouvernemens. Laybach a lancé contre elle ses anathèmes, Vérone l'a repoussée, Rome l'a laissée se morfondre sans daigner l'écouter; les passages vers elle ont été long-temps ou interdits ou rendus bien difficiles; en quelques lieux, des dépositaires du pouvoir ont entravé la manifestation des sentimens qu'ailleurs on tolérait; mais nulle

part la malveillance n'a pris un caractère plus prononcé qu'en Autriche : on aurait dit que la Grèce l'attaquait autant que la Turquie. Interprète du cabinet, et peut-être son ouvrage, l'*Observateur autrichien* s'est montré constamment aussi hostile que le *Spectateur oriental*, et il serait difficile d'assigner la nuance qui les distingue et les sépare. Faits controuvés, inculpations de toute espèce, étalage des forces et des succès des Turcs, excuses de leurs excès, apologies du divan, tout ce qui peut trahir le secret d'un cœur d'où la haine déborde malgré ses efforts pour se cacher, la Grèce a rencontré toutes les passions haineuses et malveillantes en Autriche : dans ce genre, celle-ci a dépassé beaucoup le reste de l'Europe. La haine est aveugle, a-t-on dit; on peut ajouter qu'elle est un mauvais conseiller. Cependant, comme entre états la haine n'est pas l'effet d'une fantaisie, comme il arrive trop souvent entre les individus, comme ces sortes de haines politiques sont le résultat d'un calcul, plutôt que d'une affection personnelle, cherchons quel calcul peut avoir entraîné l'Autriche

dans cette direction malveillante. Commençons par écarter le motif de la légitimité et de l'insurrection : à ce titre, l'Autriche n'a pas plus à perdre que les autres puissances ses alliées, car il s'agit de principes qui sont égaux entre elles toutes. Il faut donc pénétrer plus avant pour trouver quelque motif plausible ; et celui-çi ne réside-t-il pas dans la *coréligiosité* des Russes et des Grecs ? L'objet capital de la politique autrichienne est la Russie ; elle craint par-dessus tout ce qui pourrait ajouter à des forces déjà trop redoutables ; elle craint que la conformité du culte n'attache les Grecs à la Russie, et comme elle en compte un grand nombre dans ses provinces orientales, elle redoute les effets directs de cette conformité de culte entre les Russes et ses propres sujets.

Il semble que ces appréhensions devaient céder à une réflexion qui se présentait naturellement; pourquoi les Grecs se sont-ils montrés jusqu'ici empressés de se concilier le patronage de la Russie? Rien n'est plus simple, c'est qu'ils n'avaient rien à démêler avec les Russes, et que, délaissés par le monde entier,

ils ne pouvaient être soutenus que par eux seuls; c'est que les Russes étaient les ennemis de leurs oppresseurs : mais changez cet ordre, faites que les Grecs deviennent les surveillans de la Russie, et vous verrez si l'ancien pacte ne se dissout pas de lui-même, et si la jalousie ne s'établit pas tout de suite entre les anciens alliés. Ce qui avait cimenté la première alliance, l'intérêt, est précisément ce qui la rompra; cela est dans la nature, et il est vraiment étonnant qu'on ait pu s'attendre à autre chose. Si quelqu'un est intéressé aux succès de la Grèce, sûrement c'est l'Autriche; car elle lui fournit une barrière contre son redoutable voisin. L'Autriche doit bien juger l'impuissance de la Turquie : comment ne pas lui préférer un état jeune, et formé sur les modèles civilisés qui remplissent l'Europe? Par elle-même, la Grèce ne présente rien d'inquiétant pour l'Autriche : 1° à cause de sa force propre, qui dépasse beaucoup celle de la Grèce; 2° à cause de la force des barrières qui les séparent. Les deux états se toucheront, en restant isolés l'un de l'autre par de grandes chaînes de montagnes,

et par des rivières. Loin donc de concevoir des ombrages contre la Grèce, de la poursuivre d'une haine envenimée, l'Autriche devrait voir dans sa révolution une bonne fortune qui lui crée un rempart du côté où elle est la plus faible, un vrai don du ciel qui vient à son secours au milieu de ses embarras. L'Autriche n'est pas une puissance maritime, et ne peut pas le devenir. Par Corfou, l'Angleterre règne sur le golfe adriatique, par lequel seul se fait le commerce maritime autrichien: le maître de Corfou l'est aussi de l'Adriatique. De plus, l'Angleterre règne encore sur la Méditerranée dont elle occupe l'entrée et le centre, à Gibraltar et à Malte, deux positions inexpugnables; et Corfou ne l'est guère moins, depuis les grands travaux faits pendant l'occupation française qui a duré plusieurs années. N'est-il pas d'un grand intérêt pour l'Autriche qu'une marine purement méditerranée se forme là en opposition à celle de l'Angleterre? Celle de la Turquie est tout-à-fait impropre à cet usage; elle a d'ailleurs assez à faire de s'opposer à celle de la Russie. Cet emploi

ne peut donc être rempli que par la Grèce, qui réunit tout ce qui est nécessaire pour satisfaire à cette destination. Quant aux reproches adressés aux Grecs sur leur prétendu avilissement, sur leurs dissensions intestines, sur leurs déprédations au détriment du commerce européen, cinq années des plus dures épreuves soutenues avec le plus rare courage, des maux inouïs supportés avec persévérance, Miaulis, Canaris, Botzaris, Missolonghi, répondent à ces allégations de haines invétérées. Que l'on nous montre quelque chose de mieux dans le reste de l'Europe. Plus de mille ans de misères ont pesé sur la Grèce. Quels caractères ne fléchiraient pas sous une pression aussi prolongée? Qui a le plus dégradé le moral des Grecs : sont-ce les empereurs ou les sultans, le bigotisme des uns ou le cimeterre des autres? On ne sait. A la longue, les hommes sont ce que les gouvernemens les font Depuis mille ans, tout a conspiré contre la Grèce, tout a contribué à briser le ressort moral qui avait porté si haut sa renommée. Les Grecs vivaient sans patrie, sans lois, sans sûreté

personnelle, sans centre de réunion, admis à respirer le même air que leurs maîtres, mais exclus de toute participation aux avantages de l'association. Qu'à la longue, des hommes placés dans une condition aussi dégradée en contractent les inclinations, qu'ils soient bas, parce qu'ils sont courbés et abaissés par la force, rien n'est plus naturel. Mais ici, il ne s'agit pas de ce qu'ils sont, mais de ce qu'ils veulent être. C'est être déjà sorti de l'abaissement que de vouloir en sortir, et n'est-ce pas dans ce noble but que combattent les Grecs? Des dissensions ont éclaté parmi eux et ont paralysé leurs efforts. Cela était prévu et devait avoir lieu entre des égalitaires ; les mêmes scènes n'ont-elles pas eu lieu partout, au sein des monarchies, comme dans celui des républiques ? Naguère encore l'Amérique n'a-t-elle pas été témoin de scènes semblables ? Quel est le remède à cela? L'amour de la patrie, le besoin de la défense commune, et l'établissement d'un grand gouvernement qui rappellera au centre toutes les opinions divergentes, comme toutes les forces isolées. Quelques forbans, profitant,

comme il arrive toujours, des facilités que donne l'état de guerre, inquiètent et incommodent le commerce dans l'Archipel. C'est un malheur ; mais en quoi cela touche-t-il à la révolution de la Grèce ? Elle-même s'est armée de lois sévères contre ces violateurs avides de la sûreté des mers. La guerre de l'indépendance des colonies espagnoles a peuplé de même d'essaims de corsaires l'archipel américain ; des lois de police maritime, soutenues par la force armée, les ont fait à peu près disparaître. Il y a loin de quelques mystics grecs à la révolution de la Grèce. Concluons de ceci, que la haine de l'Autriche et les inculpations contre la Grèce manquent également de fondement, et que cette admirable question de la révolution de la Grèce mérite d'être jugée d'après d'autres règles d'appréciation et des vues d'un ordre plus élevé.

---

## CHAPITRE XI.

*Incompatibilité des Grecs et des Turcs; extermination des populations chrétiennes en Turquie.*

Tel est l'état auquel les choses sont parvenues. Dès le début de la révolution de la Grèce, lord Erskine indiqua ce résultat avec une prévoyante sagacité; il est frappant de vérité, et dans son horreur, il apparaît avec une clarté semblable à celles qui s'échappent du fond des enfers. Oui, les enfers sont ouverts, non-seulement pour la population de la Grèce, mais encore pour toutes les populations chrétiennes qui traînent une misérable vie sous l'empire du croissant. Le cimeterre turc, s'il prévaut sur la Grèce, ministre des plus cruelles vengeances et des plus sombres ombrages, s'apprête à les y précipiter. Ruines de Scio, d'Ipsara, dites

si j'exagère. Trop de haines séparent la Grèce et la Turquie, pour qu'aucun accord, pour qu'aucun rapprochement ait lieu entre elles; il faut que l'une cède à l'autre. Aujourd'hui tout moyen terme est impossible, il serait plus facile de faire partager l'empire à Saint-Domingue entre les blancs et les nègres, que de faire dorénavant cohabiter les Grecs avec les Turcs: le sang nègre ne se refuserait pas à la cohabitation européenne, comme le sang turc le fera à l'égard de la cohabitation avec les Grecs et les autres chrétiens domiciliés en Turquie. Cette incompatibilité a deux causes:

1°. La nature de la révolution de la Grèce.

2°. Le caractère particulier des Turcs, et la politique orientale.

Les Grecs se sont soulevés plusieurs fois contre les Turcs, soit par le ressentiment des sévices qu'ils éprouvaient, soit par les instigations de la Russie. Celle-ci n'est pas étrangère à la révolution actuelle, par les germes qu'elle a semés à des époques antérieures: mais ces premiers soulèvemens étaient partiels, de peu de durée, et point systémati-

ques; aujourd'hui le soulèvement se fait en corps de nation, il est organisé, il résulte d'un système complet d'indépendance, assimilé avec ceux qui ont prévalu en d'autres lieux. Dans les soulèvemens antérieurs, c'étaient quelques Grecs qui apparaissaient; mais ici c'est la Grèce elle-même qui apparaît, ses titres d'ancienne possession à la main, et qui revendique sa place avec des armes souvent couronnées par la victoire. Dans les autres soulèvemens, les Grecs isolés n'avaient ni armes, ni flotte, ni gouvernement; la révolution actuelle a engendré tous ces moyens, et se soutient par eux. L'Europe avait à peine ouï parler des premiers soulèvemens, que l'éclat d'aucun nom, qu'aucun trophée ne relevait. Depuis cinq ans, la révolution de la Grèce occupe l'attention de l'Europe; l'intérêt va croissant tous les jours; les lauriers se sont multipliés comme les héros : l'empire ottoman a été ébranlé, et le sultan a tremblé sur son trône. Rapprochez des hommes qui se sont fait de pareilles injures, faites vivre en paix les uns sous l'empire des autres! C'est ce dont vous oseriez à

peine vous flatter dans l'occident de l'Europe. Là, la religion, la civilisation, encore plus puissante, mettent un frein et donnent un terme aux sévices; le glaive de la vengeance s'arrête devant certaines considérations; la politique devenant l'auxiliaire de l'humanité, ne laisse arriver les excès qu'au point où commenceraient l'irritation ou l'affaiblissement : en Europe, la tyrannie peut craindre jusqu'à l'histoire elle-même. Mais que font à des Turcs la politique, la civilisation et l'histoire? Dans ces climats, la politique a toujours le fer à la main; elle use des plus perfides déguisemens pour accomplir ses projets, comme pour assouvir ses vengeances; chez elle, ce qui ferait horreur dans l'Occident est en honneur. En Europe, on pactise, on donne des amnisties, on fait des édits de Nantes; en Turquie, c'est comme en Espagne, on tue, on chasse qui féconde la terre : l'Espagne expulse les Maures qui fertilisaient ses provinces. Tous ces désastres ne coûtent rien aux Orientaux, pas même une réflexion. Les Turcs extermineront les Grecs sans demander ce qu'ensuite devien-

dra la Grèce, sans s'inquiéter de ce que leur vaudra la Grèce couverte de ruines, et vide d'habitans. Les Turcs descendent de ces nations tartares qui ont fait un désert de toute la haute Asie, qui frémissent à la vue d'une cité, et qui élèvent aux pieds de ses murs des pyramides formées avec les têtes de ses habitans. Le Turc est par instinct le plus féroce de tous les hommes; le sang, les ruines, les larmes, le sexe, l'innocence de l'âge, rien ne le touche, rien n'a de prise sur lui; il a ajouté à l'atrocité des mœurs africaines et asiatiques. Cruel et rapace, tant qu'il y a à tuer et à dépouiller, il est infatigable et insatiable (1); le butin a pour ces hommes un

(1) Le *Baron de Tott* cite dans ses Mémoires des traits vraiment inconcevables de cette avarice, de cette soif de posséder qui consume les Turcs. Il dit avoir vu des hommes qui, pour avoir transgressé la défense d'exercer le pillage, étaient, d'après la justice turque, condamnés à l'affreux supplice d'être traînés attachés à la queue d'un cheval, *mourir contens en songeant qu'ils avaient eu, pendant quelque temps, quelque chose en leur possession.* Que faire avec de pareils hommes?

attrait irrésistible; rien ne leur coûte pour s'en attribuer quelques parcelles. L'assassinat et le vol sont dans le sang de ce peuple meurtrier et spoliateur en corps de nation, fléau et honte de l'humanité. Ce peuple chaque jour s'assiérait au festin d'Atrée. Chez les Turcs, tuer n'est que la moitié du supplice : la mort sans insultes à la nature ne leur suffit pas, elle doit être assaisonnée par elles; elle leur paraît fade, tant ils sont familiarisés avec elle, si elle n'est pas aggravée et comme relevée par mille indignités (1). Voilà les hommes

---

(1) *Voyez* l'ouvrage de M. Deshomettes des Fossés, sur la Bosnie, à l'article des supplices en usage dans ce pays. La population entière se fait bourreau, et porte la main sur le condamné, qui, presque toujours, n'est qu'une victime de l'iniquité, et par là même digne de commisération. On ne sait qui l'emporte, de la barbarie ou de l'imprévoyance, chez des hommes menacés journellement du même sort.

On connaît trop l'infamie à laquelle sont réservés une partie des malheureux qui tombent sous le brutal esclavage des Turcs; et puis déclamez contre la civilisation, arrêtez ses progrès, retenez les hommes dans l'incivilisation, vous aurez des Espagnols et des Turcs.

auxquels les Grecs ont à faire, comme individus et comme politiques. Chez les Turcs, la politique est au niveau de l'humanité; elle se compose de déguisemens et d'ombrages. En Turquie, être puissant, s'être fait craindre, est un arrêt de mort : tôt ou tard, par une voie ou par une autre, on aboutit là. Dans ce pays, où l'on ne croit régner sûrement qu'en étranglant ses frères, où les soupçons jaloux ne se déclarent que par le poignard, tout partage de pouvoir est impossible; il faut tout tenir ou tout perdre. Si les Turcs prévalent sur les Grecs, ceux-ci seront donc exterminés; ils se sont fait trop craindre pour être épargnés : en Orient, la rivalité exclut du pardon; mais les Grecs ne périront pas seuls, toutes les populations chrétiennes répandues sur la surface de la Turquie éprouveront le même sort, parce que les Turcs confondent tous les chrétiens dans la même inimitié, et qu'ils les regardent tous comme étant également leurs ennemis. Ces barbares sont étrangers à toutes les distinctions que l'esprit plus cultivé des Européens sait faire entre les choses : vainqueurs des Grecs, ils

se jetteront sur les populations chrétiennes; après avoir exterminé les premiers à titre de vengeance, ils en feront autant à l'égard des autres à titre de prévoyance. On peut compter sur ce résultat, il est dans les mœurs des Turcs, et les mœurs ne trompent jamais. Voilà la mer de sang sur laquelle l'Europe doit à l'avance fixer ses regards : combien de temps pourra-t-elle soutenir ce spectacle; combien de temps le murmure du genre humain restera-t-il secret, n'éclatera-t-il pas avec une terrible détonnation, et les autels catholiques eux-mêmes ne seront-ils point ternis par l'effacement des autels, même schismatiques, de toute la Grèce? Il me semble que la croix mutilée en Grèce perdra un de ses bras dans l'Occident. Pour calmer des craintes si profondes et si légitimes, dira-t-on que l'on intercèdera auprès des Turcs, que l'on se rendra garans de leur sûreté : c'est bien peu connaître et les hommes et les choses. D'abord l'orgueil ottoman voudra-t-il s'abaisser à reconnaître des intermédiaires entre lui et *ses sujets?* Il y a dans la garantie, il faut le reconnaître, un partage de la souveraineté. Mais que de-

vient la garantie en temps de guerre? La garantie empêche-t-elle les dommages qui autorisent à réclamer l'intervention des garans? Voyez ce qui est arrivé à la Moldavie et à la Valachie; elles étaient censées bien défendues par la garantie de la Russie. Sous une pareille égide, on pouvait se croire en sûreté; a-t-elle empêché que pendant un long cours d'années ces provinces n'aient été en proie aux vexations habituelles des Turcs? ne se sont-ils pas joués avec opiniâtreté des menaces, des représentations, et des armées de l'empereur Alexandre, rassemblées sur leurs frontières? Il faut bien connaître ces hommes: grossiers et subtils tout-à-la-fois, unissant la fourberie à une apparence de simplicité; abondant en subterfuges, en interprétations, en protestations; impassibles, insoucians du temps, ils se replient en tout sens, ils parcourent tous les détours de la diplomatie appliquée aux négociations; ils comptent surtout sur la fatigue de leurs adversaires, et traînent tout en longueur: on va le voir aux conférences qui s'ouvrent à *Akermann*.

Toute garantie de l'Europe à l'égard de la

Grèce sera donc un vain palliatif : les Turcs n'en feront ni plus ni moins; et si la victoire se déclare pour eux, il n'y aura plus qu'à songer aux funérailles de la Grèce et à pleurer sur ses ruines, accusatrices de beaucoup de choses.

---

## CHAPITRE XII.

*Droit d'intervention dans l'affaire de la Grèce.*

QUAND on n'a pas été du combat, peut-on être de la victoire ou du traité qui la suit? Voilà toute la question de l'intervention dans l'affaire de la Grèce. L'Europe a-t-elle été du combat? Non. A quel titre pourrait-elle intervenir? S'est-elle déclarée neutre? Sans doute, et c'est sa résolution définitive. A-t-elle dit par le *fait* : « Allez en Égypte ou en Grèce, à Constantinople ou à Napoli de Romanie, avec Boyer l'Égyptien ou avec le colonel Fabvier, je ne m'y oppose pas; que l'Égypte ou la Grèce arment, construisent, recrutent chez moi; liberté égale pour tous. Si quelqu'un se sent le courage de se mettre à la tête d'un comité turc, à côté des

comités grecs, libre à lui de l'essayer à ses risques et périls. » Ce que l'Europe n'a pas cru devoir faire au nom de l'humanité, le ferait-elle à celui de la simple politique? L'intervention hors de dommages constatés, irréparables autrement que par la force est-elle admissible parmi les nations civilisées? La Grèce a-t-elle fait des dommages de cette nature à l'Europe, ou à quelqu'une de ses parties? Qui oserait le dire? Toute guerre produit quelque gêne pour le commerce; c'est une des charges résultant de la sociabilité générale : quand l'Angleterre et la France se combattaient par mer, les gênes que cette lutte étendue sur toutes les mers causait dans tout le monde commercial, autorisaient-elles les neutres à intervenir? Que leur aurait-on répondu s'ils eussent prétendu le droit de le faire? En quoi le droit de la Grèce diffère-t-il de celui qu'avaient la France et l'Angleterre? Il y a de la différence dans ses forces avec celles de ces puissances, mais il n'y en a pas dans le droit; et la force n'est pas la mesure de celui-ci,

au contraire, c'est à lui à régler l'usage de l'autre. Qu'a répondu lord Liverpool, interpellé, dans la Chambre des Pairs, sur les intentions du gouvernement anglais relativement à la Grèce? qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de s'en mêler. La Grèce sera donc libre de poursuivre sa guerre et son ennemi par tous les moyens en son pouvoir; l'Europe n'aura aucune loi à lui imposer à cet égard; c'est déjà une grande conquête faite dans les intérêts de la Grèce et pour les progrès de la civilisation. Le droit l'aura donc emporté enfin sur l'arbitraire et sur la fantaisie; on n'entendra plus dire à un peuple : Vous n'existerez pas, parce que votre existence me déplaît; vous ne vous gouvernerez pas de telle manière, qui formerait un contraste avec celle que je suis; vous ne serez pas trop heureux, crainte que le spectacle de votre bonheur ne renferme des attraits pour ceux qui trouvent moins de félicité sous le mode de gouvernement que j'ai introduit ou que je maintiens parmi eux; car voilà en peu de mots ce que signi-

fient toutes les allégations sur lesquelles on motive ces interventions. A cet égard, la guerre d'Espagne a du moins rendu un grand service : elle a fait établir des deux côtés de la Manche, entre les cabinets de Paris et de Londres, une controverse portée à la barre de l'Europe entière, appelée à juger, à peser les raisons des deux interlocuteurs; et de cette solennelle discussion, il est résulté une solution complète, évidente, confirmative du droit, consolante pour l'humanité, celle par laquelle il est resté démontré que toute intervention hors de la réformation refusée opiniâtrément de principes évidemment anti-sociaux, ou de dommages irréparables, autrement que par la force, est une violation du droit des nations. Ainsi, l'or, après avoir subi l'action du feu, reste au fond du creuset; ainsi la Grèce ne reverra pas ce qui a été commis à Naples, et en Espagne. Elle n'a proclamé aucun principe incompatible avec l'existence paisible des sociétés; au contraire, elle souffre et combat pour les établir aux lieux d'où ils sont bannis depuis long-temps, et d'où ils le seront

toujours si elle succombe : elle est donc hors de la juridiction de l'Europe ; elle s'appartient à elle-même, et n'appartient qu'à elle seule, et ce premier principe de liberté l'aidera à la conquérir toute entière.

---

## CHAPITRE XIII.

*Institutions de la Grèce.*

Mais à quoi servirait à la Grèce son indépendance, si elle n'usait pas du droit qu'elle lui confère pour le choix de son propre gouvernement, par l'adoption d'une institution fondamentale la mieux assortie à ses besoins? A quoi bon tant de sang versé, et même tant d'héroïsme, si le résultat ne correspond point à des antécédens aussi glorieux, et si chèrement acquis? Que restera-t-il à la Grèce de ses immenses sacrifices? quelle reconnaissance lui en devront l'Europe et l'humanité, qui entrent pour une si grande part dans le résultat espéré de ses travaux, si ceux-ci ne sont pas couronnés par un établissement conforme à ce qu'attendent l'une et l'autre? Cet établissement sera la clef de la voûte qui donnera la solidité à l'édifice et qui en assurera la durée.

C'est là que doit éclater dans tout son jour le patriotisme de la Grèce, avec cet esprit de discernement et de sagesse qui, entre plusieurs choses bonnes en elles-mêmes, sait distinguer la meilleure, c'est-à-dire la plus convenable au but que l'on se propose. Cet esprit élève au-dessus des préjugés, des passions et des intérêts privés; il est le plus haut degré du courage, celui qui, puisé tout entier dans l'ordre moral, est encore plus rare que le courage guerrier, et lui est supérieur, comme la réflexion l'est à l'impulsion purement physique, et comme les opérations de l'esprit le sont aux œuvres de la main.

Beaucoup de choses doivent guider et sont à considérer dans le choix des institutions à donner à une nation. Ce qui convient à un temps, à un peuple, à une contrée, ne convient pas à d'autres. Le bien absolu, étranger par sa nature à toute œuvre humaine, ne doit pas être recherché, ni même envisagé comme but; la prudence, fille bien avisée de l'expérience, apprend à se borner au bien relatif, à s'en contenter, et à ne point aspirer à une perfection qui n'entre pas dans l'a

panage de l'humanité. L'œuvre se ressent toujours de la main de l'ouvrier et de l'origine de celui-ci; et comme les institutions sont des ouvrages d'hommes, elles ne peuvent manquer de retracer l'origine de leurs auteurs, et d'être défectueuses en quelque chose, comme ils le sont eux-mêmes. L'amélioration graduelle doit donc suffire à l'ambition de l'homme, et pour lui, corriger, c'est être parfait; c'est là seulement qu'il peut atteindre. Ne tendons donc point vers un but trop élevé; car, en cette qualité, il pourrait nous dépasser. Il faut sortir des abstractions qui flattent l'esprit, pour rester dans les réalités qui servent. Par conséquent, lorsqu'on parle d'institutions pour un peuple, il est nécessaire de commencer par s'assurer de son état moral, de son nombre, de l'espace qu'il occupe, de ses relations avec les peuples qui l'environnent, de l'esprit de ces peuples, et des intérêts propres et relatifs de ce même peuple. Les circonstances peuvent même commander de ne pas user des droits de l'indépendance dans leur plénitude, pour ne pas provoquer des oppositions funestes

de la part des sociétés déjà formées, et qui, à tort ou à droit, pourraient se croire lésées par le nouvel établissement, et fondées par là même à contrarier sa fondation... Les considérations les plus élevées et les plus vertueuses, c'est-à-dire les plus dégagées de toute passion et de tout intérêt privé, doivent donc présider au choix des institutions d'un peuple qui se constitue : car ce choix embrasse la vie entière de ce peuple ; il fera son bonheur ou son malheur, son repos ou ses agitations, ses vertus ou ses vices, sa gloire ou son opprobre ; il lui donnera des citoyens ou des membres inutiles ou corrompus. Tels sont les résultats du choix des institutions, suivant qu'il est réglé par les lumières en compagnie de la vertu, ou bien qu'il est fait sous l'influence d'astres également sinistres, l'irréflexion et les passions.

En devançant le moment où les travaux de la Grèce, couronnés enfin par un succès que hâtent nos vœux, lui permettront de s'occuper de cet important objet, qu'il nous soit permis de lui offrir le tribut des réflexions que la considération de toutes les circon-

stances qui lui sont propres nous a suggérées... La position de la Grèce est très compliquée; beaucoup de mains sèmeraient volontiers des obstacles sur sa route; du côté de l'étranger, beaucoup d'ombrages planent sur elle. Ici, un redoublement d'attention et de prudence est donc nécessaire; il faut tout peser avant de se décider, car il s'agit d'une chose durable, et souvent, l'erreur reconnue, on n'est plus maître de la corriger.

Depuis la fondation des sociétés, l'humanité apparaît rangée sous deux drapeaux, celui de la monarchie et celui de la république: sous lequel des deux y a-t-il eu plus de bonheur réel pour l'homme? Qui peut le dire? Si la république donna à Rome les Gracques, les Marius, les Carbon, les Sylla, l'empire lui donna aussi les douze Césars; elle dut à la république les Fabricius, les Marcellus, les Scipion, les Caton; elle dut à l'empire les Antonin et le prince qui marche à la tête de tous les monarques, parce que le genre humain a décerné à lui seul le surnom *de ses délices;* titre le plus glorieux qui ait jamais décoré le nom d'un mortel, car il l'assimile

en quelque sorte à la Divinité. Dès que les hommes se trouvèrent réunis en sociétés un peu nombreuses, ils durent sortir de l'état de famille, devenu insuffisant pour leurs besoins; il leur fallut des règles et des chefs. Les unes durent être générales et fixes, et les autres élevés au-dessus de la société même, pour la voir tout entière et pour en être vus à leur tour... De là ces siéges élevés au milieu du peuple, non pas pour le dominer ou pour flatter l'orgueil de ceux que la société y faisait asseoir, mais pour les placer dans un poste d'où ils peuvent embrasser toutes les parties de la société. Les trônes, objets d'hommages, sont aussi des postes d'observation dans l'intérêt général... Monarques domestiques, les patriarches ont régné sur la famille et dans le désert; à mesure que les familles se multiplièrent, elles se séparèrent, et leurs membres furent former des royautés de la même nature dans des espaces encore inoccupés. Alors l'homme était nomade, et le voisinage commençait, comme de nos jours, il le fait dans les solitudes de l'Amérique, à des distances qui rendaient les relations entre les hommes

très rares et les collisions sans objet, et par conséquent impossibles. S'il en survenait, leurs causes, simples comme les hommes et les choses de ce temps, ne provenaient guère que de la possession de quelques fontaines pour désaltérer les troupeaux, seuls trésors de ces temps primitifs. *Prenez à droite dans ces vastes plaines, et je prendrai à gauche,* dit un de ces innocens monarques, *afin d'éviter toute querelle entre nos pasteurs.* Ce n'est que lorsque de simples tentes servent de palais que les rois parlent avec cette simplicité; alors le chef de la famille est vraiment roi, car, en elle, tout provient de lui; l'état entier est sous ses yeux; il a droit et capacité suffisans pour tout voir et pour tout régir; il est créateur à la fois de tout ce qui forme la famille et de tout ce qui contribue à la soutenir. Mais un état pareil ne peut pas durer long-temps; il a des bornes dans la multiplication de l'espèce: à son tour cette multiplication crée des intérêts divers, et la complication de ceux-ci exigeant des définitions positives et des garanties pour leur maintien, les magistratures naissent de ces besoins de

la société. Elles lui font trouver en elles des interprètes pour les règles établies et des préposés pour leur exécution ; par elles la raison et la force publique prennent la place de la raison privée qui serait l'arbitraire, ainsi que celle de la force privée qui réduirait tout sous l'empire de la violence. Tels sont l'origine et le but de toutes les magistratures et de toutes les formes de gouvernemens. Leur principe d'existence est dans le pouvoir de la société; leur raison d'existence est dans l'intérêt et le bien-être de la société qui les crée pour elle, et non pour les titulaires... Jusqu'à ce point, toutes les sociétés ont marché du même pas, parce qu'elles avaient toutes un but commun, celui de la recherche de leur plus grand avantage. Il n'est pas un homme revêtu du pouvoir, même absolu, qui ne dise le tenir et ne vouloir l'exercer que dans ce seul but; mais c'est sur la manière d'atteindre celui-ci que l'esprit de l'homme s'est partagé, et que, dans un but uniforme, il a adopté mille variétés dans les moyens de l'atteindre. Monarchie, république, dans l'intention sociale, sont une seule et même chose, c'est-à-dire

un moyen divers de procurer à la société la plus grande somme de bonheur possible. Chaque société a choisi celle des deux formes qui lui a paru la plus propre à la faire jouir de ce bonheur tant désiré : de là cette diversité de gouvernemens qui couvrent la terre, et qui, dans leur contraste, n'ont cependant qu'une même origine et un même objet, le pouvoir et le bonheur social... Les avantages du gouvernement d'un seul ont-ils plus frappé les hommes, et les ont-ils amenés à sacrifier une plus grande partie de leurs droits en vue d'une plus grande somme de repos par un établissement presque général de la monarchie? ou bien celle-ci, née dans l'Orient, berceau de l'humanité, est-elle seulement la continuation de l'état patriarcal, qui, pendant beaucoup de siècles, fut le seul régime de cette contrée classique de l'humanité? On ne peut l'affirmer, quoique les royautés orientales, par leur droit de possession universelle de tout ce qui se trouve dans ces sortes de sociétés, autorisent à le penser; toujours est-il certain que les domaines de la monarchie ont beaucoup surpassé en étendue ceux de la

république : l'Asie tout entière, l'Afrique, moins Carthage, la presque totalité de l'Europe, comptaient et forment encore cette vaste dotation de la monarchie. Quand les Espagnols posèrent le pied en Amérique, ils trouvèrent que l'esprit humain avait travaillé là comme il l'avait fait dans les autres parties du globe, et que, sous des formes plus ou moins sensées, la monarchie y occupait la plus grande partie du sol. Les navigateurs modernes qui explorent les archipels de la mer du Sud, y retrouvent des images de monarchie, qui, dans leurs bizarreries, rappellent les figures grossières des divinités de ces hommes sauvages dont la civilisation est encore en enfance comme le culte, et retrace la faible portée de leur esprit.

L'ordre monarchique paraît être l'état naturel des hommes privés de lumières : des aveugles ont besoin d'être guidés, et parmi eux, celui qui voit est leur guide naturel. Il est *roi*, car *rex* vient de *regere*, conduire ; il conduit : donc il règne, donc il est *roi*. De quelques prestiges, de quelques prétextes qu'il se serve pour colorer, pour accroître, pour

affermir son pouvoir, toujours est-il que ce pouvoir vient originairement de là; c'est là sa source, et tant qu'il ne s'en écarte pas, il reste pur. Si l'intérêt et les passions le corrompent; si l'impuissance d'y résister, la crainte et l'adulation le font accepter dans cet état d'envahissement, c'est un mal, c'est une dérogation au principe; il est violé, détourné de l'usage auquel il était destiné, du but auquel il se rapportait, mais il n'en est pas moins certain. Ainsi les royautés orientales, qui sont le tombeau de tous les droits de l'humanité, sont des faits établis par la violence, maintenus par la terreur, et supportés par l'ignorance, au fond de laquelle le pouvoir jaloux a relégué et maintient les peuples. Il perpétue l'aveuglement pour perpétuer le pouvoir; car le jour où l'on verra clair sera le dernier jour de son existence. Laissons les intérêts rattacher le pouvoir à la voûte des cieux. Quand leur voix se fait entendre, quand leurs interprètes accrédités par eux montrent les signes auxquels leur volonté se fait reconnaître d'une manière certaine, il n'y a plus qu'à obéir, car les cieux sont plus élevés que

l'esprit de l'homme; mais dans leur silence cet esprit jouit de toute sa liberté, et il suffit pour démontrer et rendre palpable la vérité que tout pouvoir exercé sur la société dérive d'elle. Jusqu'ici, hors sur le peuple juif, le ciel ne s'est expliqué sur le gouvernement d'aucun peuple. Comme dans sa vaste enceinte il embrasse toutes les parties de l'univers, il couvre de même de sa protection toutes les sociétés que celui-ci renferme, et l'on ne voit pas que le soleil se soit levé de préférence sur aucune; il les tolère toutes, comme il les éclaire toutes.

La république paraît être l'état naturel des hommes clairvoyans : cet ordre admet l'homme à la participation de la direction de ses affaires propres; la monarchie absolue en est l'exclusion. La nature, en donnant aux hommes tout ce qui leur est nécessaire pour se diriger dans l'ordre moral, a sans doute voulu qu'ils s'occupassent de leurs affaires, car elle n'a rien fait en vain. En pourvoyant l'homme dans l'ordre moral comme elle l'a fait dans l'ordre physique, il est naturel de conclure qu'elle a aussi voulu qu'il appliquât

ses facultés à l'un des ordres comme à l'autre. D'après cela on pourrait dire que la république est de la nature, et que la monarchie n'est que de l'homme. La république est un état de majorité morale pour l'homme; la monarchie est un état de tutelle et de minorité continue pour lui. Les formes de l'une et de l'autre peuvent varier à l'infini; il n'y a pas une république et une monarchie qui ressemble exactement à une autre république et à une autre monarchie : la diversité des esprits a mis entre elles la diversité dont la nature a empreint le visage de l'homme, parmi lesquels il n'en est pas un qui retrace parfaitement celui de l'autre. Dans ces établissemens divers, les hommes ont tendu vers un but uniforme, qui était leur plus grand avantage : seulement, ils se sont séparés sur le choix du chemin le plus sûr pour arriver à ce but.

La civilisation a apporté un changement immense dans l'ordre social, par l'abolition de l'esclavage de la personne : cette abolition a rendu à l'homme la propriété de lui-même que la force lui avait ravie; elle a permis

de prononcer le nom de liberté au milieu de l'humanité, parmi laquelle ce mot n'était une réalité que pour le plus petit nombre, et une insulte ou bien une dérision pour le plus grand; d'où il arrivait que le grand nombre était hors de la cité, et qu'elle n'existait que dans le plus petit. Un dénombrement de l'Attique ne donna que 22,000 citoyens : tout le reste de la population végétait dans l'esclavage, exclu de toute participation à l'administration de la cité. On peut dire de l'Orient, que dans chaque état il n'y a qu'un citoyen, qui est le prince; car tout le reste vivant dans l'esclavage personnel ou politique, il n'y a réellement qu'un seul homme libre, le prince, qui tient tout le reste dans le servage. C'est la corruption de la monarchie; car, à proprement parler, il n'y a de monarchie que là où elle est tempérée. Il ne faut pas argumenter en faveur des institutions par leur durée, non plus que par l'espace qu'elles ont occupé, ou qu'elles occupent encore : rien n'est plus faux qu'une pareille méthode d'appréciation; avec cela on légitimerait toutes les extravagances reli-

gieuses et civiles, tous les cultes et tous les crimes qui ont souillé la terre. Le paganisme a régné cinq mille ans; des religions insensées comptent aussi leur règne par siècles : des gouvernemens inhumains ont couvert et couvrent encore la terre ! Argumentera-t-on de leur durée contre leurs vices intrinsèques ? Non, sans doute : un homme de sens aurait horreur de le faire. Il se bornera à dire en gémissant : L'homme est faible, patient; il est souvent opprimé, il supporte le joug qui lui est imposé de longue main, et l'habitude a sur lui le pouvoir d'une seconde nature; mais il n'ira pas au-delà pour justifier des faits qui blessent les principes.

Toutes les institutions sont bonnes, dès qu'elles renferment ce qui les rend capables de remplir leur but, qui est le bien-être de ceux pour lesquels elles sont faites : monarchie, république, élection, hérédité, rois, empereurs, sénats, doges, tout a ses avantages et ses inconvéniens, tout a fait du bien et du mal. La monarchie avec son hérédité donne du repos et de la stabilité dans quelques parties; mais elle fait acheter ces avan-

tages par tous les inconvéniens attachés à la nature de l'homme, à sa jeunesse, à sa vieillesse, à ses passions, à ses infirmités, à sa séparation prolongée d'avec le reste des hommes, qu'on l'accoutume à voir de haut et de loin, principe certain d'insensibilité et d'enflure de cœur; à la force comme à la faiblesse de son esprit, qui tantôt peut trop, et tantôt pas assez. Dans la monarchie, le prince, centre de tout, absorbe, pour ainsi dire, la cité; c'est là que l'on dit : *L'état, c'est moi.* C'est la patrie que l'on aime et que l'on sert en lui; il faut comme passer par lui pour arriver jusqu'à elle : son nom même couvre le sien. Tout honneur, tout éclat, presque toute fortune vient de lui; aussi tout s'abaisse-t-il à ses pieds, et va y ramasser les faveurs. Les affaires se concentrent dans son cabinet, les chars de triomphe ne s'attellent que pour lui seul : lui plaire est la grande étude, et parfois le plus grand mérite; lui déplaire, le plus grand tort et l'écueil le plus redouté. Souvent le successeur ne marche pas dans les voies du prédécesseur, et se plaît à défaire son ouvrage, ce qui prive des avan-

tages de la stabilité que l'ordre monarchique semble promettre : de plus, des liens de famille peuvent commander les intérêts de l'état. Voilà de grands inconvéniens : cependant l'usage général semble les avoir placés au-dessous des avantages que renferme l'ordre monarchique, et une adoption presque universelle semble être le gage de cette préférence (1).

La république élève l'âme, conserve intacte la dignité de l'homme, fait les grands citoyens : Montesquieu lui a donné avec raison la vertu pour principe. Elle impose au citoyen de moindres sacrifices pécuniaires que la monarchie, et lui aide à les mieux porter, parce que l'usage lui en est plus personnel; elle exige plus de lui dans l'ordre moral, car elle attend tout de lui, et il doit tout faire pour elle. Les grands hommes disparurent de Rome quand toute la puissance

(1) Comme je ne suis qu'un simple publiciste, je me suis abstenu soigneusement de retracer les couleurs dont Samuel peint la royauté pour détourner les Juifs de la demande ardente qu'ils lui en faisaient.

fut tombée aux mains des successeurs de César; ceux-ci ne surent pas même conserver l'ouvrage des premiers. L'empire grec ne compte que Bélisaire : l'humanité défend de citer Théodose, couvert du sang des habitans de Salonique. En Occident, les peuples, plus heureux à mesure qu'ils se sont civilisés, n'ont pas éprouvé de la part de leurs monarchies un souffle aussi desséchant pour leurs vertus : sous mille formes, parmi eux, le génie, les talens, tous les genres de grandeurs ont pu se développer au sein des monarchies modernes. On a refusé aux républiques la faculté de durer, de s'étendre avec solidité, on leur a reproché la turbulence : ces reproches sont-ils fondés, et jusqu'à quel point? Rome s'est soutenue pendant une longue suite de siècles; Carthage, Athènes, dans les temps anciens, ont égalé en durée un grand nombre de monarchies : souvent celles-ci gardèrent leurs formes, mais elles changèrent de mains, autre genre d'instabilité. Dans les temps modernes, Venise a égalé en durée l'aînée des monarchies européennes, celle de France; Gênes, la Hol-

lande, la Suisse, les républiques anséatiques datent déjà de loin, et la république de Pologne a traversé dix siècles, et en eût compté beaucoup d'autres, sans les violences de ses avides voisins : c'est un état conquis, mais non pas tombé. L'heureuse invention des états fédératifs prévient les inconvéniens de la trop grande étendue des républiques : cette forme dédouble, pour ainsi dire, l'état ; par elle, dans le même état, il y a une république générale et une république particulière. Celle-ci ne tient à l'autre que par des rapports généraux ; les intérêts privés se règlent dans son sein : par là, le lien de l'association perd ce qu'il pourrait avoir de gênant et de lourd ; par là encore, la marche de chaque état, dégagée d'entraves, peut être plus active. Chacun trouve une protection efficace dans l'association fédérale, partage l'honneur du corps fédéral, et, dans cet état de communauté et de dépendance mitigée, il jouit des avantages attachés à la solidité du lien, sans ressentir le poids d'une chaîne. Le temps fera connaître si des républiques ainsi constituées peuvent se flatter d'une

longue vie. On en est encore à l'essai : peut-être, et il faut l'espérer, que le même génie qui a su inventer ce ressort nouveau, saura aussi trouver les moyens de lui conserver son action. Il faut dire de même pour la turbulence reprochée aux républiques ; elles étaient turbulentes chez les anciens, pendant que l'esclavage réduisait les citoyens à un petit nombre d'hommes maîtres dans la cité : alors tout se passait entre des égalitaires, disposés à ne se rien céder, et à user des moyens que leur donnaient la fortune et le rang qu'ils occupaient dans la république. Il existait aussi dans ces états un ordre de clientelle très favorable aux ambitions privées ; elles n'étaient pas moins secondées par le serment militaire prêté individuellement aux chefs des armées. La civilisation encore en enfance prêtait de grandes facilités aux manœuvres cachées de l'intrigue et de l'ambition. L'abolition de l'esclavage, en appelant un beaucoup plus grand nombre d'hommes sur la place publique, a rendu les brigues politiques plus difficiles, et créé de puissans obstacles aux ambitions particulières : la

presse seule suffirait pour prévenir et déjouer tous leurs projets. Dans les temps modernes, les républiques ont été turbulentes, quand les monarchies l'étaient aussi; et de part et d'autre, par la même raison, le défaut de civilisation. En y faisant attention, on reconnaîtrait que son action s'est fait ressentir en même temps et au même degré aux unes et aux autres, et que la turbulence républicaine s'est calmée à mesure que la féodalité a disparu. Les excès de la république française régie par des mains féroces, envahie par la populace, furent un combat contre la civilisation, dans lequel cette république a succombé; et si l'on voulait s'autoriser contre moi de l'exemple du 18 brumaire, il est facile de répondre que l'acte de ce jour ne fut pas une invasion de la république par un homme pour son profit particulier, mais une remise faite d'elle-même par la république dans ses mains, comme dans celles qui seules pouvaient mettre un terme à ses angoisses. De plus, il faudrait rechercher ce qui, dans l'intérieur comme dans l'extérieur de cette république, favorisait ou contrariait son éta-

blissement ; discussion tout-à-fait étrangère à la question qui nous occupe, et de laquelle, pour cette raison, nous nous abstiendrons. Revenons à la Grèce. Il s'agit du choix d'une institution pour elle : après avoir établi les principes qui doivent régler ce choix, voyons quelle peut être leur application à la cause actuelle de la Grèce, et, pour cela, recherchons ce qu'est la Grèce ; quelle est la guerre qu'elle poursuit, quelle est sa géographie, sa destination, et les circonstances dans lesquelles elle est placée. Il semble voir sortir naturellement le choix de ses institutions de l'ensemble de ces considérations.

1°. Qu'est la Grèce comme population et comme territoire ? Un pays peu peuplé encore, coupé par des chaînes de montagnes et des accidens de terrain qui rendent difficiles les communications entre elles. La Grèce, qui forme une péninsule, de plus est insulaire dans un grand nombre de points, tels que les îles si nombreuses de l'Archipel... La Grèce avait reçu de sa configuration son esprit républicain et ses anciennes républiques ; des sociétés isolées s'étaient formées, et se

maintenaient dans des positions isolées, et par conséquent indépendantes les unes des autres. Aujourd'hui il s'agit d'autre chose; il faut recréer la nation grecque dans un but européen, celui de donner à l'Europe une barrière dans la partie où elle se trouve le plus faible. C'est ce grand intérêt qu'il ne faut pas perdre de vue, et qui rend indispensable la réunion de tout le territoire grec depuis le Danube jusqu'à la pointe de la Morée... Cette étendue de terre est occupée, surtout vers le nord, par des peuplades diverses, aguerries, peu formées à la discipline civile. Comment maintiendrait-on l'union entre ces populations et ces sections de territoire, sans un lien commun propre à en serrer toutes les parties et à les empêcher de diverger, pour retourner à l'ancienne séparation? Dans ce moment même, on entend parler de Moreotes, de Romeliotes, d'Albanais, de Mainotes, d'Hydriotes, de Spezziottes; on les voit étrangers pour ainsi dire les uns aux autres, toujours au moment de se séparer, tendant chacun à borner leur défense à leur propre territoire, tandis qu'il ne devrait ja-

mais être prononcé qu'un seul nom, celui de la Grèce, ni défendu qu'un seul territoire, celui de la Grèce. . Cette malheureuse division, provenant des choses encore plus que des hommes, a beaucoup nui à la cause de la Grèce : elle a partagé ses forces ; elle en a affaibli, arrêté, suspendu l'emploi, quelquefois dans les momens ou il eût été le plus utile. Cet inconvénient se fera ressentir et s'agrandira, si la Grèce ne se hâte d'y mettre ordre par un établissement qui, rappelant toutes ses forces vers un centre commun, leur donnera une impulsion commune. Cette fatale divergence a ouvert la porte aux intrigues qui ont entretenu les collisions entre les divers gouvernemens qui ont manié dans des sens différens les affaires de ce pays. Il y aurait eu de la honte à attaquer la Grèce de front et à force ouverte : on a caché ce projet sous le voile des intrigues ; on a travaillé à dissoudre ce que l'on n'osait combattre, pour se donner le droit de déclarer ingouvernables ceux que l'on empêchait soi-même de se gouverner. Peut-être que ce genre d'attaques a été le plus funeste de toutes celles que la Grèce

a eues à soutenir, et a amené les scènes dont la Grèce a souffert et dont ses amis ont gémi... Mais qui peut y mettre un terme hors d'un gouvernement central, réuni dans une même main, auprès de laquelle l'intrigue n'aura pas la témérité d'essayer ses trames, car ce serait la provoquer contre elle-même...

2°. La guerre de la Grèce contre les Turcs est une guerre de possession de territoire, une guerre de propriété. Qui restera maître de la Grèce? voilà la question véritable... Mais qui peut la résoudre à l'avantage de la Grèce, sinon un gouvernement qui, embrassant toutes ses parties, les soignera toutes avec la même sollicitude, et ne se laissera pas aller, comme fait tout gouvernement collectif, à sacrifier ses associés pour se conserver lui-même? Or, il est hors de doute que, pour affaiblir la résistance de la Grèce, son ennemi déclaré et ses ennemis cachés n'usent de ce moyen en faisant luire l'espoir de la conservation aux yeux de chacun en particulier pour prix de sa défection. Ne doutons pas qu'il n'ait été dit aux Romeliotes : Abandonnez les Moreotes; et que les mêmes paroles insi-

dieuses et décevantes ne soient aussi prononcées en secret auprès des Moreotes et des Hydriotes. Telle a toujours été et sera toujours la marche de la diplomatie envers les coalitions quelles qu'elles soient ; les voies droites et découvertes ne sont pas son fait. L'Orient surtout excelle dans l'emploi de ce dissolvant, qui convient d'autant plus à ces âmes avilies par une longue servitude, que la perfidie est plus voisine de l'esclavage : tout ce qui est bas et perfide est un fruit naturel de celui-ci... Pour prendre un caractère ferme et décisif, la guerre de la Grèce a donc besoin d'être dirigée par un pouvoir central, inaccessible à toute suggestion d'intérêt privatif, et qui ait un intérêt égal à la conservation de chacune de ses parties.

3°. La destination politique et européenne de la Grèce a été tracée dans cet écrit ; c'est une barrière attendue par l'Europe pour arrêter la Russie vers son midi oriental... Hors de là, cette révolution n'a plus d'intérêt politique et européen ; mais, sous ce rapport, elle en a un immense. Or, même en supposant le succès le plus entier, le plus com-

plet contre les Turcs, la Grèce fractionnée reste étrangère à l'Europe; elle ressemblerait à l'Albanie, à la Servie, dont l'existence ne se fait sentir en aucune manière dans la balance politique. La Grèce serait encore plus inutile que ne l'était l'empire germanique avec ses cent vingt-deux principautés réduites à *trente-deux*, et que n'est encore l'Italie morcelée en sept souverainetés dont quelques-unes ne retracent que des apanages de cadets de familles princières; la division s'établirait immanquablement entre les fractions du territoire grec, qui redeviendrait le théâtre des sanglantes divisions qui, dans d'autres siècles, les armèrent les unes contre les autres, et qui les rendraient un fléau pour cette même Europe pour laquelle la Grèce, constituée convenablement, est un si grand bienfait... Alors ne surviendrait-il pas quelque nouveau Philippe, qui couvrirait d'or la place publique de ces cités discordantes, ouvrant ou fermant avec lui, à son gré, la bouche de leurs orateurs? et finalement, quelque nouvel Alexandre ne viendrait-il pas renverser les remparts des nou-

velles Thèbes, vides du tombeau de Pindare? Il arriverait même que le morcellement de la Grèce ferait tourner à l'avantage de la Russie la force qui devrait être destinée à la contenir. Une monarchie grecque ne sera jamais une auxiliaire de la Russie, pas plus que l'Angleterre ne le sera de la France, et l'Autriche de la Russie : entre ces monarchies, l'intérêt est trop tranché pour que l'une serve jamais à l'autre. Mais qui garantit que, parmi les sections de la Grèce, la Russie ne trouvera pas le moyen de pénétrer et de se faire des alliés? La France en avait bien trouvé dans l'empire germanique, et avait bien su en faire servir une partie contre l'autre; pourquoi la Russie serait-elle moins portée à rechercher les mêmes facilités, et, avec elles, ce qui devait l'exclure du midi oriental de l'Europe ne serait-il pas précisément ce qui le lui livrerait? Rien de pareil n'est à craindre dans l'ordre monarchique, dont une des propriétés est de rendre inaccessible à toute proposition d'où peut suivre un déchet de pouvoir...

4°. L'indépendance n'est jamais absolue...

toujours quelque circonstance, dans l'ordre social, vient en modifier l'essor... Dans sa racine, le droit de se constituer appartient bien à un peuple; mais au-delà du droit radical, il faut considérer l'opportunité de son exercice. S'il ne peut avoir lieu qu'au prix de l'existence, qu'il se garde bien d'en user; et à quoi lui servirait ce funeste emploi? *Prius est* esse, *quam* esse *tale*. Cet axiome s'applique à l'existence des nations comme à celle des individus. Avant tout il leur importe d'*être* : le mode d'existence viendra après. Belle manière de durer, que de commencer par un suicide! Il s'agit maintenant de savoir si, dans les circonstances générales de l'Europe et dans la position particulière de la Grèce, l'établissement d'une république n'équivaudrait point pour elle à un suicide véritable; si son existence, sous cette forme, serait tolérée par ses puissans voisins. Qui sont-ils? La Russie et l'Autriche, c'est-à-dire le corps même de la Sainte-Alliance. L'une a dit à Laybach « *que le signe révolutionnaire avait apparu du côté de l'Orient; et qu'aux souverains seuls appartenait le droit de*

*modifier les institutions des peuples, en ne restant responsables qu'à Dieu seul »*; l'autre n'a pas pu tolérer le parlement de Naples, comme parlant trop haut aux yeux et aux oreilles de ses sujets italiens. Ailleurs, on a fondu les armes à la main sur la révolution d'Espagne : cela ne prépare guère à la tolérance d'une république en Grèce. L'Europe hésite et recule devant la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique, dont la révolution est si bien affermie. On a pu remarquer des hésitations à l'égard de l'ordre constitutionnel, donné au Portugal par les voies que le congrès de Laybach avait indiquées comme les seules légitimes. La légitimité législatrice de l'Europe a reculé, pour ainsi dire, à l'aspect d'elle-même; elle a hésité à la vue de son propre ouvrage, et la survenance d'une grande république surgissant au milieu d'elle, ne la porterait pas à quelque éclat? Je ne puis me résoudre à le croire : l'Autriche a craint pour ses sujets d'Italie le spectacle de Naples, et les comparaisons de son état avec le leur, et elle laisserait établir une république délibérante avec la hauteur

des modes en usage dans ce gouvernement, à la perte de cette Hongrie, qui commence à se rappeler de sa constitution? L'autocratie est un mauvais voisinage pour une république, et quand elle n'existe pas, un pouvoir aussi absolu ne la laisse pas se former paisiblement : pressé entre tant d'inimitiés, le berceau de la Grèce républicaine serait brisé sans ressource comme sans pitié. Si une royauté tombait tout à coup au milieu du républicanisme américain, il est vraisemblable qu'elle y trouverait un accueil très froid ; c'est ce qui attend toute république en Europe. L'Amérique tolère le *Brésil-empire*, 1° parce qu'il est sans danger pour elle, dans un pays où il n'existe pas de conformité, ni de tendance vers l'ordre monarchique; 2° parce que le Brésil est un démembrement des colonies de l'Europe, comme l'Amérique l'est elle-même, et qu'à ce titre, il lui est conforme, dans son intérêt capital, qui est le maintien de la séparation avec l'Europe. Si celle-ci attaquait l'Amérique, on verrait le *Brésil-empire* défendre l'Amérique républicaine : ce titre d'empire ne serait pris en

considération qu'après celui d'anti-européenne. Les républiques de l'Amérique seraient de même à l'égard de l'empire du Brésil (1); mais aucune combinaison de cette nature, aucune similitude ne lierait la Grèce républicaine à l'Europe monarchique, et ne lui ferait pardonner cette qualité. Pour juger sainement de ce qu'il y a à faire, il faut se représenter au naturel les dispositions actuelles des gouvernemens des grandes monarchies européennes; ils sont entièrement à ce qu'ils appellent le principe monarchique, sans pouvoir le définir correctement. Depuis 1815, la terreur les assiége, le fantôme démocratique est pour eux comme la goutte ineffaçable du sang d'Hamlet. Les changemens

(1) On en voit la preuve dans la demande du Brésil d'être admis au congrès de Panama; son titre de monarchie ne l'empêche pas de s'associer aux républiques qui forment ce congrès, et ne les empêche pas à leur tour de l'y admettre, dans l'intérêt commun, la séparation avec l'Europe. Les États-Unis députent aussi à Panama; il est bien évident que c'est dans le même but.

qui proviennent de la nature des choses, et quelquefois de leurs propres aberrations, ils les appellent esprit démocratique et révolutionnaire : ne pouvant ou ne voulant pas s'en rendre compte, ils leur opposent une résistance maladroite, dont le mauvais succès contribue à les irriter encore. Le mouvement de l'esprit humain allant toujours croissant, les porte tous les jours plus loin de l'ancienneté à laquelle tenaient leurs formes ordinaires, et les principes de leur pouvoir; ils l'appellent séditieux, parce qu'il ne leur ressemble pas. Les progrès des lumières mettent à jour les vices des anciennes institutions, et leur enlèvent à la fin efficacité et considération. Dans cette position, les gouvernemens des grandes monarchies sentant leur ancien terrain ébranlé et comme se dérobant sous eux, ont une aversion extrême pour tout changement fait à grand bruit, et présentant au monde de nouveaux exemples et de nouveaux principes : c'est là l'objet de leur frayeur et de leur antipathie. La république française leur avait donné suffisamment d'embarras; le républicanisme américain, fruit

de leurs erreurs (1), leur présente et tient sans cesse devant leurs yeux un fantôme dont les proportions gigantesques les remplissent de frayeur. Par là on peut juger si une république prendrait bien son temps pour venir se placer au milieu d'eux. Je ne doute pas

(1) Ce n'est pas ma faute si la royauté a perdu ses domaines en Amérique, car, dès 1799, dans mon premier ouvrage sur les colonies, je distribuai le territoire américain en autant de monarchies qu'il renferme aujourd'hui de républiques ; elles ont suivi exactement les démarcations que j'indiquais pour les monarchies. La besogne était toute faite des mains de la nature, par les grandes barrières qu'elle a élevées dans ces contrées ; alors l'établissement monarchique eût été accueilli comme un grand bienfait, car alors, il n'y avait encore qu'un désir, celui de sortir de l'état colonial, et d'exister en état américain : ce passage eût comblé les vœux de l'Amérique, et elle n'eût pas contesté sur le mode de gouvernement qu'on lui aurait proposé ou imposé, en prix de sa libération. Mais avec le temps, tout a changé de face : les monarchies n'ont pas voulu de l'Amérique indépendante ; à son tour, elle n'a pas voulu de la monarchie : l'Espagne l'a combattue, elle a rejeté l'Espagne après l'avoir vaincue. On

que si la Grèce s'était ouvertement et persévéramment déclarée pour l'ordre monarchique, cette déclaration n'eût beaucoup tempéré l'animosité dont elle a été l'objet. Ici on est placé entre deux difficultés correspondantes : si les monarchies européennes ne veulent pas de la république grecque, à son tour la Grèce peut-être ne veut pas de la royauté. De part et d'autre, on se fait peur;

---

s'est flatté de mille chimères pour se dispenser d'agir; pendant ce temps, l'Amérique a grandi, elle a pris des forces, elle a acquis des lumières, elle a regardé à ce qui se passait dans les monarchies européennes, et pour s'en préserver, pour s'en séparer plus sûrement, elle s'est faite républicaine. Elle n'a pas voulu laisser subsister la moindre conformité entre elle et ses anciens maîtres; ce résultat était inévitable d'après la ligne de conduite suivie de part et d'autre. Quand, plus tard, on a tenté de la ramener vers l'ordre monarchique, il y avait du temps perdu : l'Amérique avait pris un parti définitif, irrévocable; et ces tentatives ont dû être classées par elle, au nombre de celles qu'essaie l'impuissance, et qui n'obtiennent que les *honneurs attachés aux niaiseries*. Eh puis, quand, à force de maladresses, on a tout gâté, on crie à l'esprit révolutionnaire.

et il faut le reconnaître, la royauté européenne n'a pas créé des attraits pour elle, en Grèce. Depuis trente-cinq ans, le culte de la royauté a souffert de grands déchets, et sûrement, dans l'affaire de la Grèce et de l'Amérique, les prêtres de cette religion n'ont point travaillé pour elle; ils n'ont point compris ses intérêts véritables. Mais ici, que font les fautes? Pourquoi consulterait-on des dégoûts et des ressentimens? Le sceptre ne souffre pas des maladresses de la main qui le manie; il conserve, malgré elles, ses propriétés bienfaisantes : un acte aussi élevé que celui de la constitution d'un peuple est un acte de la raison la plus épurée, guidée seulement par les motifs les plus nobles et les plus hauts, et c'est à eux seuls que la Grèce doit céder; l'Europe et elle doivent à la fois faire un grand acte de raison, l'une en adoptant la Grèce, et la Grèce en adoptant le gouvernement le plus affermi en Europe. Destinée à concourir au même but qu'elle, à entretenir des relations continuelles avec elle, la Grèce doit éviter de se présenter à l'Europe sous une forme propre

à nourrir des défiances et à entretenir des causes d'éloignement. Que la Grèce ne se laisse pas non plus séduire par le spectacle du bonheur de l'Amérique. Si elle était située en Amérique, je lui dirais : Faites comme elle. Mais elle fait partie de l'Europe, je lui dis au même titre : Faites comme fait l'Europe, et ne devenez pas une *anomalie* avec tout ce qui vous entoure. Toute terre n'est pas propre à toute espèce de productions,

*Non omnis fert omnia tellus.*

de même, tout sol n'est pas propre à toute institution : le sol de l'Europe appartient à la monarchie, celui de l'Amérique à la république. Les dynasties, les aristocraties sacerdotales et nobiliaires, filles des anciennes institutions, pour long-temps encore, excluent la république de la surface de l'Europe : aussi, parmi les esprits sensés de cette contrée, comme parmi la masse entière de sa population, n'existe-t-il aucune tendance vers la république, aucun levain républicain, mais seulement un pen-

chant vers l'ordre monarchique constitutionnel ; et cette tendance est très prononcée. On peut même dire, en voyant les institutions dont les peuples se contentent, qu'ils ne sont pas fort difficiles. C'est aussi vers l'établissement de l'ordre monarchique constitutionnel que la Grèce doit tendre : désormais ces deux idées sont inséparables. Cet ordre est la pensée et le besoin de l'Europe : c'est la chose de l'époque, et l'on n'a jamais résisté à une tendance de cette nature. L'ordre constitutionnel prévaudra en Europe, et avant cinquante ans, il sera, malgré toutes les résistances, le régime général de cette contrée. Les choses sont trop avancées pour qu'il en soit autrement. Ce régime renferme tout ce qui suffit à la fois au peuple et au prince : le peuple y garde sa dignité d'hommes ; il ne tombe pas au-dessous de ses lumières propres en restant dans un état continuel de minorité, mais il en use en les appliquant dans une juste mesure à la direction de ses affaires propres. Il est porté à augmenter ses lumières, pour être en état de mieux diriger ses affaires : il trouve dans cet ordre les moyens

de faire redresser ses griefs, de surveiller l'administration, et il y obtient tous ces biens sans troubles et sans secousses. De son côté, le prince, inaccessible à l'injure, jouit de toute la portion du pouvoir qui lui est nécessaire pour la bonne administration de l'état dont il est le chef, et pour ses jouissances personnelles. Que lui manque-t-il ? Est-ce donc que, dans un état, tout doit se rapporter à un seul, et que tout n'existe que pour lui ? Pour être heureux, faut-il donc, comme dans l'Orient, tenir dans sa main la vie et la fortune de tous ? Faut-il, comme dans l'Occident, commander, imposer, faire la loi et l'interpréter seul ? Faut-il vivre renfermé dans une sphère dont l'élévation interdit l'approche aux plaintes, et trop souvent à l'acquisition des connaissances indispensables pour bien administrer ? Faut-il n'apparaître qu'au milieu des pompes qui éblouissent, ou de cortéges chargés d'armes menaçantes ? Il ne faut pas faire des rois de Salente, plus que des despotes dévastateurs tels qu'en a l'Orient; il y a un juste milieu dans tout, et ce juste milieu se trouve dans le gouvernement repré-

sentatif. Il peut et doit suffire au bonheur d'un être aussi faible que l'homme de paraître à la tête d'un peuple entier, de concentrer en lui seul tous les rayons de sa majesté, de le représenter aux yeux des autres peuples, de le défendre au dehors, de l'administrer au dedans, de le préserver de la fraude, de la violence, de lui indiquer les lois qu'exigent ses besoins, et de recueillir pour prix de ces travaux des hommages dictés par la reconnaissance, source toujours pure, et par là même plus flatteuse. Si, à tant de biens, vous ajoutez les richesses et les honneurs, il faut plaindre celui qu'ils ne contenteraient pas, et il faudrait encore plaindre la royauté elle-même, si l'accumulation de tant de jouissances ne lui suffisait pas.

L'ordre constitutionnel, le gouvernement représentatif, sagement pondéré, franchement observé, juste dans ses proportions, loyal dans son exécution, a résolu le problème dont le genre humain a cherché si longtemps et si douloureusement la solution, *celui d'être gouverné sans perte de la dignité et de la liberté, avec le moindre sacrifice de*

*l'une et de l'autre.* Jusqu'ici la force l'avait décidé; la raison reprenant ses droits, à la clarté des nouvelles lumières, a fait apparaître le gouvernement constitutionnel, et l'humanité a respiré; elle a pu à la fin entrevoir un port, un asile de paix, où, dans une heureuse harmonie, le commandement serait sans rudesse, et l'obéissance sans contrainte ni avilissement, où la loi et la soumission seraient également des actes de raison, et où, suivant l'expression d'un poëte, les peuples seraient

Libres, mais gouvernés; fortunés, mais soumis.

DELILLE.

O Grecs, achevez votre ouvrage! les lumières l'ont commencé, l'héroïsme guerrier l'a soutenu; que les lumières et l'héroïsme civil réunis au premier le complètent et l'achèvent. Fallût-il vous vaincre vous-mêmes, ne balancez pas plus contre vos propres passions que vous n'avez balancé contre vos ennemis; jugez sans préjugés de votre position; voyez où vous êtes placés, ce qui vous environne, ce que vous avez à en espérer

comme à en craindre. Vous ne devez pas exister pour vous seuls, mais pour l'Europe entière; vous lui appartenez autant qu'à vous-mêmes; elle finira par vous rendre justice, si vous savez vous la rendre à vous-mêmes; ne la tenez pas plus long-temps en suspens sur ce qu'elle doit attendre de vous; prononcez hardiment, fermement, le nom de monarchie : vous verrez combien de haines tomberont à ce seul nom, et combien de vœux s'élèveront pour vous. Remplissez toute votre destinée; elle est attachée à la réunion de toutes vos parties sous un même drapeau; que ce drapeau soit grec, élevé par vos seules mains, c'est le principe de tout, mais qu'il soit monarchique, et que son apparition ne soit plus différée. Si j'étais l'un de vous, il flotterait déjà sur ma demeure; avec lui, je croirais avoir placé au-dessus un *paratonnerre*.

Et vous, qui dirigez les grandes monarchies de l'Europe, souffrez qu'on vous le dise, n'ajoutez pas, dans cette circonstance, aux nombreuses aberrations qui, depuis le congrès de Vienne, ont si laborieusement af-

fecté l'Europe. Ce congrès l'a constituée malencontreusement; la Grèce vous offre une admirable occasion de réparer quelques-unes des lésions que l'Europe en a reçues; ne laissez pas échapper une occasion dont des regrets éternels ne répareraient pas la perte. Il est de ces occasions qui ne se représentent plus, et la révolution de la Grèce est en tête de ces précieuses occurrences. Cessez de prendre, par une déplorable méprise, un don du ciel pour un malheur; il a vu votre embarras du côté de l'Orient, il vous a envoyé la révolution de la Grèce pour vous en tirer: ne repoussez pas la main qui vous offre ce grand bienfait, ne vous méconnaissez pas vous-mêmes dans la Grèce; car c'est bien pour vous qu'elle travaille autant que pour elle-même. Si elle vous implore, à votre tour, vos besoins vous commandent de l'implorer. Dans cette étroite liaison de vos intérêts, qui peut vous empêcher de vous réunir pour marcher d'un même pas vers le même but? Quel sont vos autres intérêts auprès de celui-là? et voudriez-vous préférer les idées d'une politique vulgaire à ces hautes pensées qui, sorties du

sein des lumières, font la destinée des nations? Consentiriez-vous à ce qu'il pût être dit au détriment du génie de l'Europe, quedésormais, pour toute grande pensée, il n'y a plus qu'à se tourner vers un tombeau sur un rocher désert? Commencez, mais sans perdre un instant de plus, car l'humanité passe avant tout, par commander à ces torrens de sang humain de s'arrêter; que puisqu'une destinée cruelle le condamne encore à couler, du moins que ce ne soit plus que d'après les règles et dans la mesure prescrites par les lois de la guerre, et par celle des nations. Si la politique vous interdit toute autre intervention, l'humanité la réclame de votre part, et l'ordonne; car, avant d'y avoir des Grecs et des Turcs, il y a des hommes, avant qu'il y eût des monarchies, ou des républiques, il y avait des sociétés humaines; c'est la base de tout. Les yeux des hommes policés de l'Europe sont fatigués de cette continuité de scènes d'horreur, contemplées avec l'apparence de l'insensibilité; ils ne s'expliquent pas la neutralité entre les outrages faits à l'humanité, et pour votre intérêt propre, donnez des

apaisemens à ces murmures de la conscience du genre humain.

Un poste assailli par une opposition sentimentale, légitime, honorable, et, ce qui renferme tout, humaine, n'est pas un poste de sûreté pour ceux qui s'y exposent, aux lieux où la civilisation exerce un grand empire.

Je vous dirai de plus, cette grande affaire de la Grèce appartient à l'avenir autant qu'au présent; elle retombe donc dans le domaine de la prévoyance, et prévoir est une partie de votre tâche et doit être une partie de votre talent.... Contemplez le mouvement de la société; elle court d'un pas rapide dans toutes les carrières de la science, de l'industrie et de la richesse; l'homme en demande à tous les élémens. Jadis il ne la recherchait guère que sur un seul, sur la terre : un champ plus vaste s'est ouvert devant lui, c'est la nature tout entière qu'il interroge, et dont il a fait sa tributaire. Voyez les immenses travaux qu'il a exécutés : déjà les produits de ses travaux surchargent le monde, et dépassent ses besoins. Dans la recherche

d'une condition meilleure, l'homme a donné à son esprit une direction plus élevée, et une culture plus soignée; les générations naissantes s'éclairent et se polissent pour s'associer aux jouissances que l'héritage paternel leur refuse souvent, et que l'éducation peut seule leur faire atteindre. Cette éducation forme aujourd'hui une partie de la fortune des Européens; elle peuple chaque contrée d'hommes qui recherchent l'emploi de leurs talens, et il peut arriver que ceux-ci dépassent l'emploi qu'ils peuvent trouver dans la société. Dans cet état de choses, les talens sont à l'ordre social, ce que les machines sont à la richesse manufacturière, qui n'a de fortune réelle que par l'emploi de ses produits, et qui produit en vain au-delà des besoins de la consommation; cette exubérance de talens et de produits peut devenir un embarras pour la société; l'Angleterre est ébranlée toute les fois que quelque débouché de son industrie se ferme ou s'encombre. Dans cet état, de quel prix n'est pas pour l'Europe l'ouverture d'un placement assuré pour les fruits de son génie et de son industrie, tel

que celui que lui offrira la Grèce (1) vivant à l'européenne, à la place de ces Turcs oisifs et parcimonieux par l'insouciance ignorante, et par tous les mobiles qui rendent l'homme timide dans la production et dans la montre de la richesse. Des milliers de générations attendent que la Grèce soit libre et européenne, pour naître sur ce sol affranchi, et pour offrir à l'Europe un vaste emploi de ses arts et de ses sciences. Voilà des objets

(1) Montesquieu remarque que l'empire grec n'a pu se soutenir que par le commerce dont il était le centre, à cette époque où tout le commerce n'avait lieu que dans la Méditerranée. En effet, on est étonné, et sans cela la chose serait inexplicable, que l'empire grec, déchiré dans son intérieur, dévasté par les barbares, ait pu fournir aux frais de guerres continuelles, et réunir toutes les richesses dont resplendissaient les palais, les églises et les monastères, ainsi que celles que les Turcs trouvèrent dans Constantinople. Le commerce suffit à tout cela; hommes et argent, tout en venait. Il en sera de même de la Grèce nouvelle. Sa situation est admirable, entre l'Europe et l'Asie, entre le midi de la Russie et le nord de l'Afrique. Que l'on songe donc que les plus hautes destinées attendent le midi de la Russie, que

dignes de fixer toute l'attention de ceux qui dirigent l'Europe; ils y trouveront la gloire à côté de la prévoyance : et les couronnes tressées des mains de l'humanité ne sont pas les moins glorieuses. Ministres de l'Europe, souffrez nos instances, car elles ont l'humanité pour objet.

Et vous, généreux Européens, qui, de toute part, dès que vous avez été libres de

---

toutes les forces de l'empire se porteront de ce côté, que presque tous les grands cours d'eau de la Russie arrivent à la mer Noire, que les fleuves de l'Allemagne, le Danube, la Sarre, la Drave, que le Dniester, le Pruth, aboutissent au même point; que la Hongrie et toutes les nations esclavonnes, et sous ce nom je comprends les Croates, Bosniaques, Moldaves, Valaques, Serviens, entretiendront leurs principales relations commerçiales avec la Grèce; et l'on verra de quelle importance, sous ce rapport, la Grèce sera pour l'Europe. A mesure qu'elle se peuplera, qu'elle s'enrichira, elle profitera davantage à l'Europe, dont elle partage les goûts, bien plus que ne le font les nations asiatiques et africaines. Cette importance augmentera encore si, comme il n'en faut pas douter, la communication avec l'Inde s'ouvre

le faire, avez volé au secours de la Grèce; vous qui, diversifiant vos bienfaits, avez fourni des armes à ses défenseurs, et versé du baume sur leurs blessures: dès ce jour, l'humanité vous tient compte de vos nobles et vertueux efforts, de vos touchans sacrifices; plus tard, la politique sera forcée de les reconnaître; et fasse le ciel qu'alors elle n'ait pas à regretter d'en avoir méconnu la

---

par la mer Rouge. Les Anglais travaillent à ouvrir cette route : l'étendue toujours croissante de leurs possessions dans l'Inde doit la leur faire désirer. Les Anglais se sont ménagé, dans la Méditerranée, *des échelles*, par Gibraltar, Malte et Corfou, qui forment autant de dépôts pour leurs marchandises de l'Inde, et comme autant d'anneaux qui unissent leurs possessions de l'Orient avec celles qu'ils ont en Europe. Ce système anglais est complet, il est admirablement bien lié dans toutes ses parties; et par son dernier traité avec l'empire des Birmans, l'Angleterre vient d'ajouter à l'étendue et à la solidité de son empire de l'Orient. Tel est le résultat d'un gouvernement qui procède uniquement d'après l'intérêt national, et un système suivi, indépendant des vicissitudes qui ailleurs perdent tout.

beauté et l'importance ! Ne retirez pas à la Grèce cette main protectrice qui l'a soutenue à défaut de la politique ; le ciel est trop juste pour vous refuser la récompense due à de pareils bienfaits ; il ne veut pas que l'on doute de la vertu, et le salut de la Grèce sera à la fois le monument de sa justice et le gage des succès qui finissent toujours par couronner l'héroïsme du courage et de la sensibilité.

Oui, la Grèce vivra, triomphera, la civilisation l'emportera sur la barbarie, la liberté sur l'esclavage brutal et aveugle, et l'Europe recevra, malgré elle peut-être, un bienfait dont elle n'apprendra l'importance que par la longue suite des avantages dont il renferme le principe. Bienfaiteurs de la Grèce, le jour de son triomphe sera aussi celui du vôtre, sa gloire et la vôtre sont désormais inséparables, et vos noms resteront immortels comme le sien.

Pour vous, qu'une association sacrilége avec les exterminateurs des Grecs, rend complices de leurs forfaits, entendez enfin la voix de l'Europe qui vous poursuit, et

qui vous somme de cesser d'aiguiser les glaives sous lesquels succombe un peuple objet de l'intérêt de l'univers. En vous réunissant à ses bourreaux, en armant leur bras, vous appelez sur votre tête une horreur égale à celle dont ils sont l'objet : faites-vous naturaliser en Turquie, car l'Europe vous renie, vous, renégats de sa civilisation et de sa gloire. Comment n'avez-vous pas aperçu que, dans ce temps d'exhibitions religieuses, vous exposez à la dérision les fauteurs de l'alliance avec les sectateurs du Coran ? comment n'avez-vous pas vu que vous enlevez l'honneur à ces glorieux insignes militaires de la France, si chèrement achetés par elle, et que vous donnez gain de cause à ces détracteurs qui, ne pouvant égaler les exploits de ses nouvelles armées, les ont souvent attribués à des motifs moins nobles que ceux qui leur avaient donné naissance ? Oseriez-vous regarder en face un de vos frères d'armes restés fidèles à l'honneur français ; et comment à leur tour vous envisageraient-ils ? En foulant cette terre d'Égypte, ne la sentez-vous pas frémir sous vos pieds, et n'enten-

dez-vous pas des voix menaçantes vous poursuivre de leurs reproches, et vous dire que si vos pères y vinrent sans prudence, du moins ils y étaient venus sous l'influence des sentimens qui décorent le plus les hommes, la religion et l'honneur? Vous, à quels titres habitez-vous cette terre où dorment sans remords ces honorables victimes?

Telles sont les réflexions que nous a inspirées cette grande cause de la Grèce (1). Cinq années de massacres alternatifs sans résultats, les Turcs égorgeant les Grecs, les Grecs égorgeant les Turcs, forment un spectacle horrible à contempler et une perspective hideuse pour l'avenir, si cette série de carnage

---

(1) J'aurais pu intituler cet écrit : *Politique de l'Europe par rapport à la Turquie et à l'Orient.* En effet, en contemplant dans son ensemble le tableau de la politique européenne, on reconnaît que du côté de l'*Occident* il existe un ordre certain, arrêté, et reposant sur des bases fixes et convenues : là, il y a quelque chose fait. Au contraire, du côté de l'Orient, tout est à faire : là, il n'y a encore que besoins, mais nul moyen convenu d'y pourvoir.

doit continuer avec la même absence de résultats. Heureusement il s'en présente *un* dont les avantages sont immenses pour l'Europe; nous l'avons vu, et nous l'indiquons. Nous voudrions rallier autour de cette grande considération toutes les opinions, et, par elle, l'action des pouvoirs européens. Leur malheur et celui de la Grèce, est qu'ils ne s'entendent pas, divisés qu'ils se trouvent être par des intérêts mal compris. Le plan que nous leur présentons leur offre un point de

---

Cette considération m'a frappé depuis long-temps; aussi, depuis cinq ans, ai-je périodiquement reproduit le même plan : aujourd'hui, la répétition est de rigueur pour le succès de toute idée nouvelle. Bien ignorant des choses de nos jours est celui qui, séduit par la justesse d'une idée, s'imagine que ses propriétés agiront sur les autres comme elle le font sur lui-même, et que, pour la faire accepter, il suffit de la présenter. La diplomatie ne va pas si vite; c'est un tort à ses yeux que d'avoir raison deux ans avant elle. J'ai eu ce tort relativement à l'Amérique, je suis bien sûr de l'avoir de nouveau dans l'affaire de la Grèce. Cette considération n'a pas dû m'arrêter dans l'exposition d'un plan qui offre enfin, dans cette grande

réunion également utile à tous; que peuvent-ils vouloir de mieux? Qu'ils se persuadent bien que la Grèce est plus nécessaire pour eux et pour l'Europe, qu'eux et l'Europe ne sont nécessaires à la Grèce; que cette occasion, s'ils la laissent échapper, ne se représentera plus. Voilà pour les pouvoirs européens. De son côté, la Grèce doit une satisfaction à l'Europe, celle de lui faire enfin connaître le but auquel elle tend; ce n'est que la moitié de la chose de lui dire:

---

cause, la seule solution qui satisfasse à la fois aux besoins de la Grèce et de l'Europe. Peut-être que cette absence de tout plan a contribué à attiédir les cabinets sur le sort de la Grèce; il fallait leur enlever cette excuse ou ce prétexte. D'un autre côté, il fallait montrer que les explosions sentimentales, quelque respectables qu'elles soient, ne suffisent pas pour ébranler la diplomatie: elle est matérialiste de sa nature; elle veut du solide, du positif, ce que l'on peut apprécier en argent ou mesurer avec la toise; elle se pique moins de sentimens que de calculs. Eh bien, en voilà, et de sûrs, et à bon marché; car, à l'exemple du Créateur, l'Europe peut dire: *Que la Grèce se fasse, et la Grèce sera faite.*

*Je veux être libre*. Ce mot même peut prêter pour quelques parties de l'Europe à beaucoup d'ombrages, dans la disposition actuelle des cabinets ; car il ne s'agit pas d'engager avec eux une question de droit, mais d'assurer son existence. Le bon esprit de la Grèce doit lui faire sentir que son existence, sous une forme contradictoire à celle des gouvernemens qui l'entourent, ne sera pas tolérée, et que, par conséquent, il ne s'agit pas de se perdre dans de vains systèmes, dont *la mort* serait le résultat, mais que, chez elle, tout doit se rapporter à dégager son établissement d'autant d'obstacles qu'il lui sera possible de le faire, et que le moyen le plus sûr d'obtenir cette sécurité, c'est d'en inspirer aux autres sur ses intentions propres, en se mettant en harmonie avec eux sur les points auxquels ils portent une attention principale, *les institutions*. Que la Grèce, sans balancer ni retarder davantage, proclame donc l'intention de former un gouvernement monarchique : par cette annonce seule, elle dissipera beaucoup d'ombrages ; elle soulagera d'un grand fardeau l'esprit de ses vrais amis, qui se de-

mandent avec anxiété où elle veut arriver; elle fixera les opinions encore incertaines sur la nature et l'objet de sa révolution et de ses travaux; enfin, elle donnera à ses propres forces une plus grande efficacité, en les ralliant autour d'un centre commun, et en les mettant à l'abri de ces rapides et violentes transitions qui, depuis cinq ans, ont fait passer le pouvoir de main en main, et qui, par là même, l'ont affaibli, en lui faisant subir toutes les défiances qu'inspirent ces longues vicissitudes, que l'ambition, surtout à l'aide des armes, peut toujours introduire dans l'état. Pour durer, il faut des principes de stabilité, et la Grèce ne peut en trouver que dans l'ordre monarchique.

Ce n'est point pour procurer la jouissance des grandeurs ni des hommages à un homme, ou bien à une famille; ce n'est pas pour donner à celle-ci la satisfaction d'étendre ses rameaux sur un trône de plus, que l'on peut songer à l'établissement de la royauté en Grèce. Cet établissement est commandé par des motifs plus élevés; c'est pour la Grèce et pour l'Eu-

rope qu'on le demande. Quant au titulaire de cette nouvelle royauté, il faut le plaindre plus que l'envier ; car il s'assiéra sur un trône qui sort du feu d'une révolution, comme l'or sort du creuset, après avoir passé par l'épreuve de la fournaise. Ce roi se trouvera vis-à-vis d'immenses difficultés ; qu'il s'y prépare à l'avance. Il aura de grands devoirs à remplir ; qu'il se fortifie pour en soutenir le fardeau. Il faudra du courage pour oser monter à ce poste ; il faudra du génie pour s'y tenir ; car de long-temps ce poste ne souffrira la médiocrité, et, pour tout dire en un mot, le nouveau souverain de la Grèce est destiné à être à la fois *le martyr de la royauté, de l'Europe et de la Grèce*. En offrant ce trône laborieux, celle-ci pourra proclamer : *Au plus habile et au plus hardi.*

---

## SUPPLICE CHEZ LES TURCS.

Un homme envoyé en prison, pour des fautes graves, ou quand on veut le faire périr, est placé dans un caveau profond, très petit, et construit de façon que le sol est toujours couvert d'un ou deux pouces d'eau; le criminel est attaché contre une muraille humide par des fers épais qu'on lui met aux pieds, aux mains, aux reins et au cou. Ces chaînes ne pèsent jamais moins de soixante livres. Il est prouvé qu'un prisonnier abandonné dans cette situation, où il lui est impossible de dormir, meurt avant le huitième jour; aussi n'y est-il oublié que lorsqu'il y a été mis par l'effet d'une vengeance, autrement on l'en retire dès le lendemain, pour être jugé. S'il est condamné à mort, il est aussitôt dépouillé de ses habits par les exécuteurs, et cela au moment même de la sentence. On ne lui

laisse que la chemise et les caleçons ; il est conduit de suite au supplice, et, pendant le chemin, il est sans cesse accablé par les passans, ainsi que par les bourreaux, d'invectives et de coups de poing.

Le supplice ordinaire est la potence, pour les Turcs comme pour les rayas. Voici comment on pend un homme sur cette terre de Cannibales : arrivé au lieu du supplice, deux des exécuteurs lui placent le cou au milieu d'une longue corde mise en double ; chacun des bourreaux tient le bout de cette corde, qu'il tord jusqu'à ce que le cou du criminel soit serré. Quand le supplicié a perdu la respiration, on lâche la corde, et on lui fait reprendre connaissance en lui enfonçant entre les côtes les poings fermés, dont le doigt du milieu fait une pointe. On répète ce manége deux fois, et à la troisième, au moment où on l'étrangle encore, un des exécuteurs lui donne un grand coup de pied aux parties viriles, et les lui écrase ensuite dans ses mains. Lorsqu'il est expiré, on le suspend à un arbre voisin. Je ne puis écrire sans frissonner d'horreur que, si le crimi-

nel est un raya, on le laisse pendre à un pied de terre, afin que les chiens puissent dévorer son cadavre (1).

---

(1) Extrait de l'ouvrage de M. Chomette des Fossés, sur la Bosnie.

# APPENDICE.

Puisque le grand évènement du moment est la réformation du militaire turc, il est bon de rappeler ce qu'en disent M. Pouqueville, et M. de Falskenskiold, dans ses Mémoires récemment publiés. Le tableau d'une armée turque, tracé par le premier, dans son assemblage bizarre, représente une espèce de procession de la ligue, moitié armée et moitié religieuse, avec tout le désordre ordinaire dans une populace ameutée : aucun ordre de marche, aucune conformité d'armement, aucune prévoyance administrative, aucun soin de santé; chacun agit, se conduit, se nourrit comme il veut, et devient ce qu'il peut. Aussi, parmi les Turcs, il n'y a pas de retraite calculée, régulière, comme dans les armées européennes; c'est toujours une déroute, une débandade, où reste tout le matériel de l'armée. Quand les Turcs sont battus, ils laissent et abandonnent

tout, camp, artillerie, bagages; chacun s'est sauvé comme il a pu.

Depuis cent quarante ans, les Turcs ne se sont mis en campagne contre les Russes et les Autrichiens que pour se faire battre: le duc de Lorraine, le prince Louis de Baden, le prince Eugène, les ont constamment battus et chassés devant eux. Au siége de Belgrade, tout autre ennemi que les Turcs aurait pris le prince Eugène avec son armée; il ne devait pas en réchapper un seul homme. Si, en 1739 et en 1787, les Turcs eurent quelques avantages sur les Autrichiens, ils les durent aux fautes que firent le maréchal Wallis et l'empereur Joseph. Ceux-ci s'étaient conduits comme l'auraient fait des grands-visirs. Quand le général Laudon revint commander l'armée autrichienne, les choses reprirent leur cours ordinaire, et les Turcs éprouvèrent défaite sur défaite.

M. de Falskenskiold était employé dans les armées russes, commandées par le prince Galitzin et le maréchal Romanzoff; tout le prestige des succès de ces généraux s'évanouit sous la plume de cet officier. Les ar-

mées russes étaient de faibles corps; les plans de campagne étaient mal conçus, les généraux peu habiles, et cependant tout réussissait. L'explication de ces succès était dans l'inconcevable sottise des Turcs, qui, avec une supériorité effrayante de force, ne savaient pas s'en servir, ne tiraient parti ni des avantages du terrain ni du désavantage de l'ennemi, évacuaient les villes fortes, et abandonnaient par centaines les pièces d'une artillerie capable, en d'autres mains, de réduire en poussière les armées devant lesquelles, lâches et ignorans, les soldats turcs ne savaient que fuir. Les Mémoires de M. de Falkenskiold rabaissent même beaucoup la renommée du maréchal Romanzoff, sous le double rapport de son mérite personnel et de la facilité du succès sur des ennemis tels que les Turcs. Quand les généraux russes occupaient seuls la scène dans un fort grand lointain, ils croissaient de toute la distance qui les séparait de nous : alors la renommée s'occupait d'eux seuls, et restait silencieuse sur tout le reste du militaire de l'Europe, qui était inactif; mais quand le temps des

grandes épreuves est arrivé, elle a eu bien d'autres noms à apprendre et à proclamer. Dans leur rapprochement avec les généraux des autres nations, on a pu évaluer le mérite de ces hommes si célèbres, comme celui de leurs troupes.

Il suit également des récits de MM. Pouqueville et Falkenskiold, que la milice turque n'est propre à rien, et qu'elle ne peut devenir bonne à quelque chose que par la refonte complète de toute l'organisation de l'empire ottoman. Tant qu'il restera ce qu'il est, il ne pourra servir à autre chose qu'à ce à quoi il sert aujourd'hui; car il n'aura pas à sa disposition plus de moyens qu'il n'en possède. C'est donc une pensée remplie d'illusions, que celle de vouloir opposer la Turquie à la Russie. Les Turcs sont hors de tout service possible; ces gens-là ne sont plus bons qu'à être chassés, et leur place donnée à qui la remplira mieux qu'eux : la Turquie est tombée encore plus bas que l'Espagne, et c'est tout dire. Ces deux états, pour redevenir des membres de la société européenne moderne, ont besoin d'une refonte totale, et

ne pourront servir qu'après avoir subi cette épreuve. On brûle à Valence comme on décapite à Constantinople, on condamne à mort à Séville comme en Turquie; dans les deux pays, on tue, on assassine, on mendie, on ne paie pas d'impôts, le commerce est abattu, les grands chemins sont impraticables, la misère est partout, l'absence de toute police est égale. Le Grand-Turc aura une armée de 300,000 hommes comme le roi d'Espagne en trouvera une pour expulser la constitution qui a pris poste dans son voisinage. Le Portugal avec ses institutions est à l'Espagne ce que la Grèce avec sa révolution est à la Turquie. Si l'on veut connaître l'état réel de l'Espagne et les effets du système que son gouvernement a fait prévaloir sur l'ordonnance si sage d'Andujar, il n'y a qu'à lire le résultat du conseil tenu pour savoir si l'on fera la guerre au Portugal et à sa constitution maudite. La bonne volonté ne manquait pas; mais la bonne volonté ne suffit pas plus pour faire la guerre, que *les bonnes intentions et le zèle* pour conduire un état; il faut, de plus, de l'argent pour la première, et

du talent pour le second objet. On dirait que les ministres espagnols jouaient une scène tragi-comique, avec leurs lamentations sur leurs départemens respectifs. En effet, n'est-ce pas une véritable comédie que de s'assembler pour délibérer si l'on fera la guerre, quand le ministre de la guerre, principal acteur dans cette affaire, dit : *Je n'ai pas un soldat de disponible; le peu qui en existe n'est ni payé, ni habillé, ni nourri;* quand le ministre de la marine, à son tour, dit : *Et moi je ne puis pas disposer d'une seule barque; depuis huit mois les fournisseurs-entrepreneurs se sont retirés à défaut de paiement;* et quand le tour de celui qui tient dans sa main le nerf de la guerre, le ministre des finances, est arrivé, on entend sortir de sa bouche ces lugubres paroles : *Je n'ai pas un écu. La misère augmente de jour en jour; l'année présente ne rendra que la moitié des impôts de l'année passée, dans laquelle ils ne furent payés qu'à moitié.* Conçoit-on que des hommes sensés s'assemblent pour délibérer sur une guerre, lorsqu'ils n'ont à leur disposition ni un soldat, ni un vaisseau, ni un

écu ! On ne ferait pas mieux que cela en Turquie. Changez les noms, et voyez auquel des deux pays ce régime convient le mieux. La consolation à tant de maux est une promesse formelle faite à l'Espagne, de la préserver à jamais de ces institutions qui font tant de mal à l'Angleterre, à la France, au royaume des Pays-Bas, et de lui garder soigneusement le précieux régime absolu, descendu du ciel en droite ligne, auquel elle doit le glorieux état où elle est parvenue, et le poids dont elle est dans la balance politique de l'Europe. Tout ceci se réduit à deux mots, qu'il est bien à déplorer que l'on n'ait pas entendus : *Le sort de l'Espagne se balançait entre l'ordonnance d'Andujar et les décrets du port Sainte-Marie; l'aristocratie, en France, jetait feu et flammes contre la première; c'était le système de modération. Les décrets du port Sainte-Marie étaient celui de l'exaltation, celui qui, en France, avait prévalu en* 1815. Le malheur de l'Espagne, et celui de la France, ont voulu que l'exagération ait prévalu. On devait s'y attendre, en remettant la pleine disposition du pouvoir

dans les mêmes mains qui, depuis 1814, en avaient usé de manière à amener la révolution de 1820, et qui avaient gouverné cette révolution avec autant d'habileté qu'elles en avaient montré avec le pouvoir absolu, quand elles le tenaient. Du reste, il n'arrive jamais que ce qui doit arriver; on ne recueille que ce qui a été semé : on a laissé semer de l'anarchie en Espagne, on recueille de l'anarchie avec ses fruits hideux. On ne peut rester lié avec l'Espagne sans frais, on ne peut la laisser à elle-même sans danger, on ne peut ni y rester ni en sortir. L'ordonnance d'Andujar aurait mieux gardé l'Espagne qu'une armée d'occupation, ou plutôt c'était la véritable et efficace armée d'occupation, tout le reste était désastres. On ne serait pas plus embarrassé avec la Turquie, et la civilisation du dix-neuvième siècle n'est pas moins blessée par les scandales de l'Espagne que par les excès brutaux de la Turquie; encore celle-ci fait-elle quelque effort pour aller vers le jour, tandis que l'Espagne s'enfonce dans la nuit. Dans cette lutte hideuse de barbarie, une honteuse palme reste à l'Espagne, bien plus

coupable que la Turquie; car la religion et la civilisation la défendaient mieux contre ces horreurs, que ne le font les attributs correspondans chez sa rivale en *sauvagerie*. Peut-être qu'une bataille rangée eût fait couler moins de sang que n'en ont coûté les supplices, les sévices, les assassinats, les massacres et tous les excès dont l'Espagne est le dégoûtant théâtre depuis les décrets du port Sainte-Marie, et le rejet de l'ordonnance d'Andujar. *Inde mali labes*.

Dans le temps qu'a pris l'impression de cet ouvrage, deux grands évènemens ont eu lieu en Turquie : 1° le congrès d'Akermann, 2° l'incendie de Constantinople. Dans ce congrès, les ministres turcs se sont mis à négocier *à la turque*, comme nous l'avions annoncé dans cet écrit; les délais, les récriminations, les protestations, allaient leur train accoutumé. L'empereur Nicolas ne s'est pas accommodé de ces jongleries diplomatiques, et, plus expéditif, il a fixé un terme pour l'admission ou le rejet de son *ultimatum*; cette diligence a déconcerté le flegmatique divan; cet ultimatum est arrivé sur les cen-

dres toutes chaudes de Constantinople. L'embarras de ces stupides conseillers a été extrême : il faut parler clair, grand supplice pour des Turcs. On va voir le fier Mahmoud baisser le ton ; il ne se défera pas des Russes avec autant de facilité que des janissaires ; il ne jettera pas à la mer, cousus dans des sacs, les bataillons de l'empereur Nicolas (1).

L'incendie de Constantinople présente deux

---

(1) J'avais prévu cet évènement depuis long-temps : il est clairement annoncé dans l'ouvrage intitulé *Vrai système de l'Europe à l'égard de l'Amérique et de la Grèce* (*). Voici ce que j'en disais, page 230.... Le livre est de 1825, au mois de mars, par conséquent antérieur de dix-huit mois à l'évènement.

« On s'est emparé de la conversation de l'impératrice Catherine avec l'empereur Joseph, lorsque ces deux souverains méditaient entre eux le partage de l'empire ottoman. Joseph insistant sur le partage, Catherine répondait toujours, *Que ferons-nous de Constantinople?* En effet c'était le point délicat, et le grand objet de convoitise. Fiez-vous aux Turcs du soin de lever cette difficulté : ces barbares la

(*) Un vol. in-8°, chez Béchet aîné, libraire, quai des Augustins, n° 47. 5 fr

sujets de réflexion : 1° l'affaiblissement de la puissance ottomane contre la Grèce, 2° l'état affreux d'anarchie de ce pays.

Sous le premier rapport, cet évènement est du plus grand prix pour la Grèce, en enlevant à son ennemi sa principale ressource; car, comme au temps de l'empire

---

saccageront, la brûleront de leurs propres mains, et fuiront en Asie avec ce qu'ils pourront emporter. Ces peuples ressentent la soif continuelle du pillage, et sont nés pour détruire et pour piller. » Voilà ce que j'écrivais en 1825. L'accomplissement de cette annonce ne s'est pas fait attendre; et qui peut répondre qu'elle ne sera pas complètement réalisée par d'autres évènemens semblables à celui-là, de manière à ce que le sol même de Constantinople ne présente dans peu de jours que l'image des ruines de Troie, de Carthage et de Missolonghi? Dans sa justice le ciel punira les destructeurs par la destruction; la ruine de Constantinople vengera celle de Missolonghi. Mahmoud a été impitoyable envers les Grecs; les janissaires seront impitoyables envers Mahmoud; il verra périr sa capitale et son empire; il périra lui-même. Cela est juste et de bon exemple : quand on lâche des tigres sur les autres, on s'expose à être dévoré par eux.

grec, l'empire turc vit par la capitale; toutes les richesses sont dans son sein : une grande partie de celles-ci ont péri dans cet épouvantable incendie. Il est le résultat de la révolution faite par Mahmoud : voilà son premier fruit en faveur de la Grèce. Quand ce seraient les Grecs qui auraient brûlé Constantinople, ils n'auraient pas mieux fait dans leur propre cause.

2°. La catastrophe de Constantinople prouve jusqu'à l'évidence la folie de faire quelque fond sur un pays dans lequel l'anarchie est arrivée à ce point, et dans lequel le mécontentement se déclare par l'incendie de la capitale. La diplomatie européenne a bien dû s'éclairer à la lueur des flammes qui dévoraient Constantinople, et ses espérances ont dû s'exhaler en fumée, comme les édifices de cette ville infortunée. Le moment de prendre un parti définitif à l'égard de cette Turquie est donc arrivé; aucun ne peut être plus opportun, et, dans l'impossibilité de rien faire avec elle, l'Europe n'a plus qu'à s'occuper de l'établissement de la Grèce, et de sa substitution à ce cadavre hideux, infect et em-

barrassant. L'obstination de la diplomatie européenne à chercher une force, un point d'appui en Turquie, est un phénomène d'aberration; il vaudrait cent fois mieux en attendre de l'Espagne, toute misérable qu'elle est..... Comment les diplomates renfermés dans Péra, obligés de se garder contre la peste, contre les voleurs et les assassins, ayant devant eux une populace hideuse de misère et de férocité, incapable de rien par son abrutissement et son ignorance, ne crient-ils pas sans cesse à leurs cabinets : *Séparez-vous de ces bêtes féroces, de ces êtres abîmés dans la crapule d'une superstition sanguinaire, dégradés du caractère de l'humanité, n'ayant de l'homme que le visage. Cherchez ailleurs des alliés, des appuis ; parmi eux vous ne trouverez plus que des embarras. Cessez de compter sur leur régénération, elle est impossible... Ce ne sont plus des hommes à changer, mais à chasser; ne vous tourmentez plus à leur chercher des instituteurs, il n'y a plus à leur trouver que des remplaçans...* Ce discours est désormais le seul sensé qui puisse être tenu à l'égard de la Turquie.

L'expérience de chaque jour prouve qu'avec elle il ne peut plus y avoir que de l'embarras. Je ne crains point d'annoncer que l'année prochaine, du sein de ce foyer de putréfaction, de cette populace affamée, errante parmi les débris de Constantinople, sortira une contagion capable de dépeupler l'Europe : on peut tendre déjà les cordons sanitaires. La Turquie menace l'Europe d'une contagion semblable à celle qui, élancée du sein de l'Asie, au quatorzième siècle, coûta à l'Europe plusieurs millions d'habitans. Alors on aurait dit que l'Asie prenait sur l'Europe sa revanche de tout le mal qu'elle était venue lui faire avec ses croisades, produit de la superstition, et dont la civilisation eût préservé le monde.

Accoutumé à traiter les intérêts politiques de l'Europe, je regarde comme un devoir de la prévenir sur les suites de ce qui se passe en Turquie et en Espagne, et de lui déclarer que si l'on n'y met ordre, ces deux pays, offrant le théâtre d'horribles catastrophes, deviendront, par leur état misérable, des brandons de discorde qui incendieront l'Eu-

rope; on le voit déjà par ce qui se passe entre la Russie, l'Angleterre et la Turquie, comme entre l'Espagne et le Portugal. Une grosse guerre est cachée là-dessous; il faut être aveugle pour ne pas la voir: mais vous verrez que, comme à l'ordinaire, on fera jouer les pompes quand la maison sera brûlée, et puis ces habiles gens diront que c'est *la faute à Rousseau* et *la faute à Voltaire*, et qu'il faut faire des lois contre la liberté de la presse et les formats in-32, en oubliant que c'est celui de presque tous les livres de dévotion.

Deux actes émanés du Grand-Seigneur sont venus dans ces derniers jours prouver l'union indissoluble de la réformation militaire de la Turquie, avec sa réformation sociale. Le Grand-Turc n'a pas d'argent; cela n'est pas plus rare parmi les souverains que parmi les simples particuliers. Il y a en Europe des souverains dont l'état et les finances ne sont guère mieux réglés que celles de la Turquie, et dont la milice n'est guère moins *volontaire* que l'étaient les janissaires. Comment sa hautesse s'y prend-elle pour se pro-

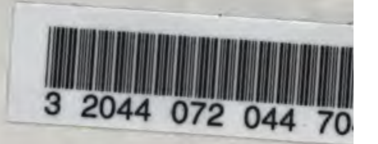
curer de l'argent? le voici : elle a demandé au muphti et aux ulémas de chercher dans l'Alcoran si l'abstinence du vin et la circoncision sont de rigueur ou de précepte; des théologiens peuvent bien être un peu complaisans pour une demande faite le *sabre à la main*, et les docteurs de Constantinople ont répondu que les fidèles croyans pouvaient en toute sûreté de conscience boire du vin, et se tenir exempts de leur ancien mode d'initiation dans l'islamisme; que cela était bon pour les aspirans à la perfection, mais que la masse pouvait s'en passer. En conséquence de cette belle décision, le sultan a fait ouvrir les cabarets, toutefois, en les chargeant d'un bon impôt. Voilà donc une espèce de droits réunis établis à Constantinople; voilà les Turcs, après 1300 ans d'abstinence, remis à l'usage du vin. Libre à eux désormais de faire succéder une ivresse moins lourde à celle que ces idiots se procuraient avec des pilules d'opium. Désormais on pourra prendre le turban sans avoir rien à perdre. Ainsi sont tombés, par suite d'une réformation militaire, deux co-

lonnes de l'ancienne absurdité religieuse en vigueur parmi les mahométans.

La hache est au pied de l'arbre; de toute part il s'en va. Remercions Mahmoud d'avoir levé les scrupules de ses sujets. Puissent tous les mahométans des trois parties du monde se mettre à boire du vin de Champagne et de Bordeaux ! Bordeaux et la Champagne s'en trouveraient fort bien, et devraient illuminer en signe de reconnaissance, en l'honneur de Mahmoud et des dociles théologiens de Constantinople. En voilà de fort maniables, et puissent-ils être partout.

Pauvre politique, comme tu est traitée ! à peu près comme l'est la morale avec les coups d'état, les jésuites entrés sous pavillon masqué, les attentats de Bemposta, les amnisties d'Espagne, et ce que M. le comte de Montalembert a si bien caractérisé dans la chambre des Pairs.

FIN.


3 2044 072 044 70